

Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois. 1973.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés sauf dans le cadre de la copie privée sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source Gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue par un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

ANNÉE 1973



=====

IMPRIMERIE TYPO-IMPRESS - BLOIS
— 11, rue André-Boulle —

=====

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU VENDOMOIS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

Reconnue d'utilité publique par décret du 15 mars 1877

ANNÉE 1973

SOMMAIRE

304 ^e assemblée générale, 4 avril 1973	5
305 ^e assemblée générale, 5 décembre 1973	6
Nouveaux sociétaires : admissions prononcées en 1973	8
Sortie du 13 mai 1973	9
Compte financier pour l'année 1973	11
Chronique de l'année 1973	12
Inventaire descriptif rapide du don du chanoine Hémonée, à Blois	15
Composition du bureau pour l'année 1974	20
Bibliothèque de la société	21
Communications et études :	
— Le massif forestier de Marchenoir et ses fortifications en terre. (Conclusions d'un Mémoire présenté à l'Ecole pratique des Hautes Études, VI ^e section), par M. Claude Leymarios	25
— Les avoués de Vendôme. (1800-1972), par M ^e Paul Couvrat	35
— Quelques remarques à propos des conglomérats tertiaires du Vendomois, par M. Jean-Marie Lorain	49
— Le patriote Pierre-Nicolas Hésine. Ses luttes ardentes en Loir-et-Cher de la veille de la Révolution à la Restauration (1785-1817) à Pontlevoy, Blois et Vendôme ; (4 ^e partie) : les déboires de 1814 à 1817 sous la première Restauration, les Cent jours et surtout la seconde Restauration, par M. Régis Bouis	61
— Aperçu sur l'implantation et l'influence des Celtes en Gaule. Les survivances celtiques dans notre pays, par M. Claude Moal	75
— Un oratorien vendomois, poète et philosophe, le Père Robert Tardiveau. (1899-1950), par M. le chanoine Gaulandeau	91
— A propos de François-Pierre-Auguste Tardiveau, de Nourray, en Vendomois, père du romancier René Boylesve	97
— Lettres de Pierre Doucin, de Sargé-sur-Braye, chasseur au 22 ^e régiment d'infanterie légère, Armée d'Italie. (1808-1810), par M. Jean Arnould	99
— Découverte d'une capse funéraire à Montoire, par M. Maurice Bellande ..	115

AVIS IMPORTANTS

— L'adresse exacte de la Société est « Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois. Cloître de l'Abbaye. 41100 Vendôme ».

— Compte chèque postal : La Source 665-33.

— La cotisation annuelle, donnant droit au Bulletin de la même année est actuellement de **15 F minimum**. A nos amis hors Vendôme, dont les cotisations ne sont pas recueillies à domicile, nous conseillons de s'acquitter chaque année le jour même où ils reçoivent le Bulletin. Nous souhaitons que chacun prenne conscience du service qu'il nous rend en évitant de coûteux frais de rappel et de recouvrement postal.

— Pour compléter ses collections, la Société accepterait avec reconnaissance le don d'exemplaires anciens du Bulletin (depuis 1862).

— Les opinions émises au cours des communications ou publiées dans le Bulletin n'engagent que la seule responsabilité de leurs auteurs.

— Tout article est strictement la propriété de l'auteur et de la Société. Tous droits de reproduction partielle ou totale sont formellement réservés.

— Tout travail remis à la Société pour être publié au Bulletin doit être dactylographié et porter indication des paragraphes, des sous-titres et de la ponctuation. En bref, être définitif.

— Tout auteur d'article peut demander un tiré à part à ses frais. Dans ce cas, il sera de son intérêt de s'entendre directement avec l'imprimeur dès la première correction d'épreuves.

— Nul ne peut, individuellement ou collectivement, se réclamer de la Société archéologique sans autorisation préalable.

SOCIÉTÉ

ARCHÉOLOGIQUE

SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

du VENDOMOIS

112^e ANNÉE — 1973

304^e Assemblée Générale

Séance publique du 4 Avril 1973

Pour la 304^e fois depuis sa fondation, la Société archéologique avait convié ses adhérents à une assemblée générale.

La réunion, présidée par le chanoine Gaulandeau, entouré des membres du bureau : MM. le D^r Dattin, Couvrat, Arnould et Chrétien, s'est déroulée, suivant la tradition, à la Porte Saint-Georges. M. Lasneau, maire, et M. Girond, conseiller général, tous deux membres de notre société, nous ont fait l'honneur d'assister à nos travaux, manifestant une fois encore l'intérêt qu'ils attachent à la vie de notre vieille compagnie vendomoise. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de notre gratitude.

Dans sa brève allocution, le président a salué tous les amis présents, venus parfois de fort loin et affirmé que c'est grâce au soutien de ses membres que la « société fonctionne dans des conditions régulières ».

M. Arnould, secrétaire, a donné la liste de nos collègues récemment décédés, celle des nouveaux sociétaires, présenté les excuses de nombreux autres et rappelé que la sortie annuelle aurait lieu le dimanche 13 mai. Elle conduira de Fréteval au dolmen de la Chapelle-Vendomoise par la forêt de Marchenoir, la plaine de Beauce et la vallée de la Cisse. Cette excursion sera consacrée aux découvertes archéologiques et aux chantiers de fouilles où travaillent nos amis sous la direction du Comité archéologique de Loir-et-Cher, bien entendu avec tout le contexte administratif que de telles actions comportent. Enfin, le rapport financier du trésorier, M. Chrétien, a été approuvé par l'assemblée, à l'unanimité.

DE QUELQUES SURVIVANCES CELTIQUES DANS NOS RÉGIONS

La brièveté des « Actes de la Société » s'explique par la très longue communication de notre concitoyen M. Claude Moal, dont l'ambition était de nous donner « quelques aperçus sur les survivances celtiques dans nos régions ».

Sa formation classique, son origine bretonne, le soin avec lequel il a effectué ses recherches, « l'ardeur intérieure qui anime ce Celte », comme l'a dit le président Gaulandau, nous ont valu un exposé solidement charpenté, sortant des sentiers battus, serrant au plus près ce que l'orateur pense être la vérité historique. M. Moal a parfois été direct : mais nous ne pensons pas qu'un seul de ses auditeurs ait pu être choqué, tellement apparaissait son souci de « réhabilitation » de ses « ancêtres ».

M. Moal « a parlé avec une conviction communicative » comme le déclarait le président dans ses remerciements. Son exposé a d'ailleurs suscité un débat, historique, toponymique. Il est fort possible qu'il appelle un complément ; n'est-ce pas, au vrai, ce qui se produit souvent en pareil cas.

Nous ne voulons pas tenter de résumer cette communication aux perspectives brillantes et originales nous réservant de la relire dans notre bulletin, avec un plaisir aussi grand que nous avons eu à l'entendre.

305^e Assemblée Générale

Séance publique du 5 Décembre 1973

A notre assemblée générale d'automne, M. le chanoine Gaulandau, président entouré des membres du bureau a accueilli M. Desanlis, député, M. Girond, conseiller général, M. Lasneau, maire.

En ouvrant la séance, le président remercia les personnalités et tous ceux qui se sont déplacés, — dont M. le maire de Sargé, venu avec quelques personnes entendre parler de sa commune, — puis il mit l'accent sur la vitalité de la société.

Après avoir donné des nouvelles de nos membres, M. Arnould présenta un court rapport moral dans lequel il rappela les activités traditionnelles : deux assemblées générales, une sortie, un bulletin, participation à des colloques, correspondance importante...

Répétant les conclusions du Congrès des Présidents de Sociétés savantes, tenu à St-Etienne, le secrétaire déclara : « Le problème essentiel qui se pose aujourd'hui aux sociétés savantes, est celui de leurs publications. Celles-ci sont « fondamentales » puisque ce n'est que par elles que progresse la recherche et qu'une société répond à sa vocation. Or les publications ne peuvent être maintenues et « développées » en raison de l'élévation des coûts d'impression que si les sociétés disposent d'un nombre relativement élevé de sociétaires »... Et que les cotisations couvrent au moins le coût du bulletin servi, pourrait-on ajouter.

Gardons-en que tenir notre rang, c'est sauvegarder notre bulletin. Plus, c'est lui donner un crédit toujours renouvelé en le nourrissant de communications de valeur.

C'est qu'il ne faut pas perdre de vue cette définition que donne le rapporteur de St-Etienne de ce qu'est une société comme la nôtre : « Le caractère de société savante est conféré à une société par le fait qu'elle procède pour une part plus ou moins large, à des recherches originales et que celles-ci donnent lieu à des publications de valeur scientifique ».

Sur proposition du Président, la cotisation a été portée de dix à quinze francs, à partir du 1^{er} janvier 1974.

Ainsi confortés, comme l'avait dit, quelques instants plus tôt le secrétaire, « les responsables de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendomois entendent bien, forts de votre concours, poursuivre encore longtemps dans la même voie, la tâche entreprise par nos aînés depuis 1862 ».

Enfin, le D^r Dattin, vice-président et M. Poulteau, bibliothécaire-archiviste ont été reconduits dans leurs fonctions. MM. Leymarios et Touzeau ont été élus membres du bureau en remplacement de MM. Colemonts et Bayle dont le mandat finissait avec cette année.

LES SÉPULTURES DE LA CHAPELLE DU CALVAIRE A VENDOME

M. Leymarios, délégué départemental aux antiquités préhistoriques, nous parle de la « découverte de sépultures médiévales sur l'emplacement de la Chapelle du Calvaire, à Vendôme », au moment des travaux de démolition en 1969, précédant la construction de la maison de Retraite dite « des Tilleuls ».

Après un bref historique du monument, M. Leymarios a indiqué dans quelles circonstances furent découverts des ossements, des vases, un sarcophage en pleine terre.

Le sauvetage de ce dernier n'a pu malheureusement être exécuté, mais le matériel céramique qui se trouvait au pied du squelette a été ramassé. L'orateur décrit avec minutie, diapositives à l'appui, tous les objets et particulièrement les vases découverts dans le sarcophage.

Deux étaient intacts et contenaient du charbon de bois, deux autres étaient brisés et avaient également contenu du charbon de bois. Des éléments de col retrouvés laissent supposer la présence d'un autre vase de même facture. Il s'agit de vases avec panse de section circulaire, à fond plat, sans pied, présentant un col peu élevé au profil légèrement concave. Une anse verticale de section dissymétrique est fixée. Il n'y a pas de bec. Des analyses ultérieures permettront de définir la composition de la pâte.

Il s'agit d'une poterie tournée qui pourrait dater de la fin du XV^e siècle (1475-1500). Ce sont apparemment des vases funéraires.

M. Leymarios décrit aussi les autres fragments de matériel céramique ainsi que les objets métalliques découverts. On a trouvé également deux vases dont la panse présentait des trous. Ils pouvaient être utilisés à brûler de l'encens.

Le charbon de bois a été l'objet d'analyses qui ont montré qu'il s'agissait de chêne, d'orme, de noisetier, de hêtre, d'érable et de peuplier, c'est-à-dire des arbres de nos contrées.

LETTRES D'UN CONSCRIT DE 1808

La seconde communication nous a valu un récit vivant, toujours intéressant et souvent teinté d'humour de M. Arnould.

S'appuyant sur des lettres écrites à sa mère par un jeune conscrit de Sargé-sur-Braye, Pierre Doucin, chasseur au 22^e régiment d'infanterie légère et qui a fait partie de l'armée d'Italie de 1808 à 1810, il a brossé un tableau de la vie des jeunes soldats de l'époque avec beaucoup de sensibilité.

M. Arnould a su captiver son auditoire et chacun lui a su gré, comme il l'a déclaré lui-même en conclusion, d'avoir dégagé « dans ces laborieux travaux épistolaires, l'âme simple d'un simple petit gars ».

Ces humbles souvenirs, ces cinq lettres sauvées de l'oubli nous les devons à Mme Werler de Sargé-sur-Braye, laquelle les a conservées pieusement et a bien voulu les communiquer. Qu'elle veuille bien trouver ici un témoignage de notre gratitude.

Cette communication paraît dans le présent bulletin.

N.B. — Au temps de la Révolution est paru dans la région un journal qui s'intitulait : « **Journal du Haut et Bas Vendomois et du Pays de Mondoubleau** ».

Nous serions reconnaissants aux personnes qui pourraient nous en communiquer ne serait-ce que tel ou tel exemplaire.

A l'avance, nos remerciements, à tous ceux qui voudront bien se mettre en quête.

ADMISSIONS NOUVELLES

(Année 1973)

- M. Pignard Pierre, 119, avenue du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.
- Mme Cadon Jean, Le Haut Bourg, Villiers-sur-Loir, 41100 Vendôme.
- M. de Malherbe, Maire de Marçon, 72740 Marçon.
- M. Monin Jean-Marc, 53, Cours Sablon, 63000 Clermont-Ferrand.
- M. Soyer Gabriel, 41, avenue Gérard Yvon, 41100 Vendôme.
- M. Raineau René, B.P. 98, 77000 Melun.
- Mme Crozel, 6, boulevard de Trémault, 41100 Vendôme.
- Mme Nisberg Ariane, La Rondinière, Authon, 41310 St-Amand-Longpré.
- M. Dufoix André, 16, Allée Fleurie, « Les Quatre Bornes », 37300 Joué-les-Tours.
- M. Guiard François, Directeur de la Caisse d'Epargne de Vendôme.
- M. Lainé Michel, 35, boulevard des Alliés, 41800 Montoire.
- M. Moal Claude, Chemin de Bulaines, Areines, 41100 Vendôme.
- M. le Docteur Yvonneau, 42, rue Albert-I^{er}, 41000 Blois.
- M. Renard Sylvain, Trôo, 41800 Montoire.
- Mme Renard Victoria, Trôo, 41800 Montoire.
- M. Courtois, Houssay, 41800 Montoire.
- Mme Courtois, Houssay, 41800 Montoire.
- M. Loisel, Demeures du Plessis, 152, 1, rue Ripoli, 92350 Le Plessis-Robinson.
- M. Branchereau Jacques, 14, rue Jean-Mermoz, 41100 St-Ouen-Vendôme.
- Mme Foucher Andrée, Institutrice honoraire, 8, rue des Rouillis, 41000 Blois.
- Mlle Jouveau Michelle, 68, avenue Maunoury, 41000 Blois.
- M. Robay Gérard, CEDEX 430, Maves, 41500 Mer.
- M. le Docteur Dhenin Jacques, Centre A.-Bernard, Val de Gorbio, 06507 Menton.
- M. Magnant Yves, 16, rue du Général-Maletterre, 75016 Paris.
- M. Magnant Dominique, 23, avenue Jean-Racine, 92330 Sceaux.
- M. Pierrard Alain, rue de l'Islette, 41100 Vendôme.
- Mlle Aubert Jeanne, 24, rue Poterie, 41100 Vendôme.

SORTIE DU 13 MAI 1973

« En zigzag au pays de la ligne droite ». Il ne s'agit pas là d'une fantaisie d'un goût plus ou moins douteux, mais d'une nécessité dictée par l'abondance du programme mis sur pied par la Société archéologique du Vendomois au titre de l'année 1973. Son bureau a osé et une fois de plus a parfaitement su aller au-devant des aspirations profondes de ses fidèles qui à leur tour ont répondu massivement présent ce dimanche 13 mai.

Partir des bords du Loir vendomois, traverser l'antique Sylva Longa, aller frôler Eure-et-Loir et Loiret pour revenir vers la Loire blésoise, voilà un itinéraire peu banal mais qui a eu le mérite de faire, de la Beauce, la vedette d'un jour.

FRÉTEVAL (1)

Il fallait un morceau royal pour accueillir et mettre en appétit les quelque cent vingt férus d'archéologie rassemblés à partir de neuf heures sur les hauts de Fréteval. Fréteval, la tour de Fréteval, c'est un pan de muraille à l'aspect inquiétant qui semble défier les siècles avec ses murs de 2,50 m d'épaisseur, restes d'un donjon circulaire de 15 m de diamètre et 30 m de hauteur. Mais pour les futurs fouilleurs, c'est surtout un authentique complexe médiéval resté intact depuis son abandon et propre à livrer une foule de renseignements précieux concernant les modes d'existence de nos proches ancêtres. L'équipe animée par l'infatigable Claude Leymarios, grand responsable de cette journée, s'emploie déjà avec bonheur à en réunir les premiers éléments.

Pour l'heure, cinquante voitures, sagement alignées, attendent patiemment que s'évanouissent les spectres royaux du XII^e siècle, des Plantagenets aux Capétiens, et nos pacifiques conquérants motorisés du XX^e vont s'enfoncer dans les profondeurs de

LA FORÊT DE MARCHENOIR

C'est la forêt longue du Moyen Age, dont les vestiges de camps, de buttes, d'habitats tardifs, restent autant d'énigmes à déchiffrer.

La vaste enceinte des Porteaux, perdue au milieu des bois d'Ecoman, ne révélera sans doute jamais ses secrets. De la description fort détaillée donnée par Florence il y a une cinquantaine d'années, que retenons-nous aujourd'hui ? Presque rien, sinon un volumineux brassage de terre formant excavation et talus. Comment imaginer maintenant la présence d'une tour et d'un puits dans la partie ouest, de murailles et autres travaux de défense, dans la partie nord. La végétation est en train de reprendre ses droits et d'effacer sans retour une page de l'histoire des obscurs.

A quelques kilomètres de là, en direction de Viévy-le-Rayé, sur notre gauche, c'est l'éperon barré de la Fontenelle, complètement enfoui dans la verdure. Cette importante enceinte a été décrite dans le bulletin de la société en 1889 par M. J. de Saint-Venant. Il pense pouvoir faire remonter au néolithique récent l'occupation de ce promontoire fortifié, occupation qui s'est répétée par vagues successives, jusqu'au Moyen Age.

TRIPLEVILLE

C'est aux confins nord-est du département, dans l'angle Loiret-Eure-et-Loir, que nous abordons maintenant un Loir-et-Cher presque inconnu des Loir-et-Chériens. Ce mini-Carnac, restons modestes, n'est plus que l'ombre, disons même, que le squelette, de ce

qu'il a été vers la fin du grand mouvement dolménique. La Drue à Gargantua ou Quille de Gargantua, est un imposant menhir de 3,60 m de haut, 2 m de long et 1 m d'épaisseur, approchant donc les 6 m de tour. Ce bloc de calcaire de Beauce est environné de plusieurs dolmens dont l'inévitable palet de Gargantua. L'ensemble ne manque pas d'allure et nous n'aurons garde d'oublier que dans un rayon de quelques kilomètres, une bonne dizaine de dolmens attestent la présence d'une population encore mal connue, mais riche de possibilités sociales.

Aujourd'hui, le site est presque décevant dans son aridité, comme d'ailleurs pourra apparaître le Verdes gallo-romain qui semble avoir bénéficié de la désertion de la haute vallée de l'Aigre.

VERDES-LA-ROMAINE

Verdes, c'est une cavalcade célèbre, bientôt cinquantenaire, mais Verdes-la-Romaine, c'est surtout un chantier désormais reconnu, et qui s'affirme de jour en jour sous l'impulsion tenace de Daniel Pussot, spécialiste du Gallo-Romain. Grâce à sa persévérance, les données énoncées un peu hâtivement par Dufaur de Pibrac vers 1860 au moment de ses fouilles, ont pu être contrôlées, précisées, rectifiées parfois, et vont être étendues et complétées grâce à des méthodes modernes de prospection. Il s'agit là, en fait, d'un travail de longue haleine qui s'annonce des plus fructueux. La carte géante des sondages déjà effectués, dressée et commentée par M. Lorain, a parfaitement montré à l'assistance l'état actuel des thermes, du théâtre et surtout fait ressortir l'importance d'un site où l'on a su détecter tant de substructions enfouies plus ou moins profondément. Là, est le Verdes d'hier qui ne manquera pas de surgir demain.

EN VAL DE CISSE

Mais il se fait tard et le convoi omnibus va devoir se muer en express et griller les stations St-Thomas et Châtillon. Nous ne verrons donc pas les vestiges de fours de potiers mis au jour récemment à St-Thomas, et pas davantage le camp-enceinte de Châtillon. Zigzaguant une dernière fois au gré du cours capricieux de la Cisse, nous nous retrouvons dans un décor typiquement XXI^e siècle avec bouchon parking sur autoroute en construction.

Et là, Jacky Despriée, leur inventeur, va nous décrire minutieusement d'autres vestiges d'habitat, d'un habitat encore difficile à dater avec précision, mais presque unique en son genre et surtout révélateur de toute une époque et de tout un mode de vie. Nos lointains ancêtres savaient trouver l'emplacement idéal et profiter au maximum des avantages du terrain et des ressources locales. L'étude des restes et déchets de toute sorte trouvés sur place et classés méthodiquement, va permettre d'échafauder de nombreuses hypothèses et, si possible, remplacer les probabilités existantes par des certitudes. Encore un travail de longue haleine (un de plus) que les passionnés d'archéologie ne manqueront pas de suivre avec intérêt.

Maintenant, une belle nuit de mai préside aux adieux, mais quelques mordus trouveront encore la force d'entrer en ultime communication avec l'âme des pierres, peut-être incarnée dans ce dolmen de La Chapelle Vendomoise, propriété de la Société, dernière halte de ce périple beauceron.

Il serait malséant de passer sous silence le traditionnel repas servi à l'hôtel Lecomte, à Moisy, sous la présidence du maire et conseiller général, M. Reverchon, repas qui fut à l'image de cette journée ensoleillée, plus que copieux.

Et les remerciements chaleureux adressés par M. le Chanoine Gaulandeau à l'ardente équipe du Comité Archéologique de Loir-et-Cher ont recueilli les applaudissements unanimes.

G. JEULIN.

(1) Le bulletin de la Société, année 1969, donne une étude complète de la forteresse de Fréteval, sous la signature de J. Chapelot,

COMPTE FINANCIER

(Année 1973)

RECETTES

Cotisations	5 080,00
Subventions	1 500,00
Ventes d'ouvrages	2 166,90
Intérêts C.E.	422,96
Encaissements pour participation à la sortie annuelle	3 162,00
Divers	22,00
<hr/>	
Total	12 353,86

DÉPENSES

Impression du bulletin	4 299,00
Achat de volumes	457,00
Frais de bureau	1 333,39
Abonnements à publications	334,00
Frais d'encaissement des cotisations à Vendôme	204,00
Sortie de la Société : paiement des dépenses engagées	2 590,00
Divers	183,00
<hr/>	
Total	9 400,39

BALANCE

Recettes	12 353,86
Dépenses	9 400,39
<hr/>	
Excédent de recettes	2 953,47
Reliquat de l'exercice précédent	11 157,61
<hr/>	
Avoir de la Société au 31-12-1973	<u>14 111,08</u>
se décomposant comme suit :	
Avoir au C.C.P.	2 751,71
Livret de C.E.	11 162,97
Espèces	196,40
<hr/>	
Total	<u>14 111,08</u>

Le Trésorier,
B. CHRETIEN.

CHRONIQUE DE L'ANNÉE 1973

DEUILS

Nous avons appris avec peine le décès de plusieurs de nos membres : Mlle Andrée Aubert, à Vendôme ; M. Carli, à Fréteval ; M. Georges Ferrand, à Montoire ; M. Grellet, président du Conseil général, à Saint-Amand-Longpré ; Mme Motheron-Neilz, à Thoré-la-Rochette ; M. André Pairault, à Paris ; M. le chanoine Poitou, à Montoire ; M. Dabe Gilbert, à Montoire ; M. Maurice Labbé, à Vendôme ; Mme Gamard, à Montoire ; M. le colonel Lecomte, à Vendôme ; M. le docteur Gallier, à Paris ; M. Bablin, à la Prazerie.

Que les familles éprouvées, veuillent bien accepter, avec nos condoléances, l'expression de notre profonde sympathie.

Nous aurons également une pensée à la mémoire de M. Raymond Sille, maître-imprimeur à Blois, auquel nous devons une bonne partie des bulletins de notre collection.

DISTINCTIONS

M. Paul Lafontaine, proviseur du lycée Ronsard, à Vendôme, M. Raymond Mac Léod, président de l'Union commerciale de Vendôme sont nommés chevaliers dans l'Ordre national du Mérite.

Mlle Desneux, professeur certifié au lycée Ronsard a été élevée au grade de Commandeur dans l'Ordre des Palmes académiques.

Mlle Bouni, professeur à Vendôme, M. Robert Girond, directeur d'école publique à Saint-Ouen ont été promus Officiers dans l'Ordre des Palmes académiques.

Mlle Avrain, directrice d'école maternelle à Vendôme, M. Raymond Faydi, secrétaire en chef à la Sous-préfecture de Vendôme ont été nommés chevaliers dans l'Ordre des Palmes académiques.

M. Maurice Tardiveau a été élevé au grade de Commandeur dans l'Ordre du Mérite agricole.

M. Louis Guérineau, maire de Savigny-sur-Braye, M. Pierre Touzeau, maire de Sainte-Anne, se sont vus décerner la médaille d'honneur départementale et communale en argent.

M. Jacques Cartraud, secrétaire de mairie à Mesland, s'est vu décerner la même distinction au titre de fonctionnaire des collectivités locales.

M. Gilbert Rigollet, rédacteur à l'agence de Vendôme de la Nouvelle République, a reçu la médaille du Travail d'argent et de vermeil.

M. Paul Lafontaine, proviseur du lycée Ronsard, a reçu la médaille d'argent de la Jeunesse et des Sports ; M. Jean Chavigny, à Blois, M. Paul Ladevie, directeur du C.E.S. Jean Emond, à Vendôme ont reçu la médaille de bronze de la Jeunesse et des Sports.

Nos chaleureuses félicitations.

LE DOCTEUR ALLAIN, MEMBRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE

Nous avons appris avec plaisir la nomination du docteur Jacques Allain, directeur régional des Antiquités préhistoriques pour la région Centre, comme membre du Conseil supérieur de la recherche archéologique.

Il s'agit là d'une nouvelle responsabilité qui témoigne de l'activité intense développée dans la région Centre par le docteur Allain. On sait la part très importante qu'il a prise dans l'étude de la préhistoire et de l'archéologie particulièrement dans la vallée de la Creuse. Nos membres n'ont pas oublié son magistral exposé : « Pourquoi et comment fouiller ». Votre bureau sait combien notre Société et le Comité archéologique de Loir-et-Cher lui sont redevables.

Que M. le docteur Allain veuille bien accepter nos respectueuses autant que chaleureuses félicitations.

ATTESTATION DE DIPLOME

« Le Président de la Section des sciences économiques et sociales de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, VI^e Section, atteste que M. Claude Leymarios a été nommé Elève Diplômé de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes le 25 mars 1973 ».

Cette heureuse nouvelle ne peut que réjouir tous nos amis dans la Société et hors d'elle. Point n'est besoin de présenter M. Leymarios dont les travaux, le sérieux et l'enthousiasme sont connus de tous. Nous sommes heureux et fiers de son succès. Nous avons également la satisfaction de pouvoir publier dans ce bulletin les conclusions de son mémoire : « Le massif forestier de Marchenoir et ses fortifications en terre ». Cela rappellera à beaucoup la magnifique journée du 13 mai dernier.

QUELQUES NOUVELLES

— En février, à l'occasion du repavage de l'allée centrale de l'église St-Hilaire de Villiers, de nombreux ossements ont été mis au jour. Il semble s'agir du regroupement d'ossements provenant de cimetières voisins de l'église.

— La Société a été représentée au Colloque des 30/31 mars et 1^{er} avril qui marquait le 10^e anniversaire de l'« Association pour la sauvegarde du site archéologique d'Argentomagus ».

Ce colloque réunissait de nombreuses sociétés savantes de toute la région. Les participants se sont félicités de la haute valeur des exposés entendus ainsi que de l'accueil parfaitement au point et fort sympathique reçu tant à Argenton qu'à St-Marcel.

Sous la conduite du professeur Picard et du docteur Allain, nous avons revécu aussi notre excursion du 16 mai 1971. Nous ne pouvons qu'encourager nos amis à la renouveler pour y découvrir les derniers résultats d'un travail scientifiquement mené avec une ténacité et un enthousiasme certains.

— Nous étions également présents à Tours aux Journées archéologiques de la région Centre, organisées par la Direction des Antiquités historiques du Centre. Journées enrichissantes, mais l'existence de chantiers bien menés et fructueux ne masque pas la vérité évidente que l'archéologie manque de bras et de moyens.

— Le 13 avril, deux ans presque jour pour jour après que, lors d'une de nos assemblées, nous souhaitions pleine réussite « aux Amis des Arts en Vendomois », Résurgence a présenté la Chapelle Saint-Pierre-la-Motte restaurée.

— Le groupe de nos archéologues Loir-et-Chériens qui nous a conduits le 13 mai sur ses chantiers s'est fort justement manifesté durant tout le printemps par différentes communications, exposés, visites, ainsi à la Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher, ou devant les habitants de Verdes, d'Autainville, de Talcy, enfin avec M. le Préfet et le Conseil général alors en visite dans nos régions du Perche et du Loir.

— Le Comité archéologique de Loir-et-Cher, sous la présidence (1973) du docteur Jean Mornet, poursuit ses activités. Notre sortie du 13 mai (136 participants) a été le meilleur moyen de faire connaître le concret de son action. Notre bulletin a publié et publie autant que faire se peut le résultat des fouilles qui intéressent notre propre

secteur. La presse locale, si elle n'a pas à connaître des réunions régulières du bureau a signalé l'assemblée générale du 5 mai, à Blois, clôturée par une conférence qu'on voudrait réentendre de M. le doyen Michel de Bouard, directeur des Antiquités historiques de Normandie sur « La Motte féodale en France : genèse et diffusion ». Nous engageons nos adhérents à se rendre à de telles réunions. Le Conseil général de Loir-et-Cher voulant bien reconnaître la valeur des recherches effectuées subventionne le Comité et va lui permettre très probablement de présenter bientôt l'ouvrage attendu « Inventaire des Mégalithes de Loir-et-Cher ». (Revoir notre A.G. du 28-11-1970).

— Le 20 mai, Vendôme a célébré le 350^e anniversaire de la fondation du collège César de Vendôme. L'Association amicale des anciens Elèves a marqué solennellement l'événement. De nombreux membres de notre Société ont collaboré souvent de très près aux manifestations qu'a rapportées la presse locale.

— Le Comité municipal des Fêtes, comité des « Huit Jours de Vendôme », animé avec foi par le Président Vérité et qui rassemble depuis douze ans, comité des fêtes, syndicat d'initiative, union commerciale, s'est vu attribuer un premier prix national dans la catégorie manifestations touristiques, décerné par le jury du concours de l'art de la fête ». Nous nous réjouissons de ce succès qui rejaillit sur la ville de Vendôme tout entière.

— La « Nouvelle Association de Sauvegarde du Château de Lavardin » est née. Ayant pour but la conservation des ruines du château dans le cadre des exigences administratives, nous lui souhaitons entier succès dans ses moyens d'action.

— Deux statuettes des stalles de la Trinité, (si chères à M. Bayle et à la regrettée Mlle Trocmé) ont été volées. (Nlle République du 16-7-73). Une statuette disparaît de la Chapelle Ste-Radegonde à La Ville-aux-Clercs. (Nlle République 2-1-74).

— La première tranche des travaux de réfection de l'abbatiale de la Trinité s'est achevée en décembre. Les Vendomois ont pu voir avec satisfaction l'art délicat avec lequel ont été restituées des sculptures d'une extrême finesse datant du XVI^e siècle.

TRAVAUX

— Notre confrère, M. André Proust, professeur honoraire au Lycée Ronsard, a publié, dans la Revue de la Société d'études folkloriques du Centre-Ouest, (numéro de mai-juin 1973) une étude intitulée « Le visage typique et plaisant des villages du nord de l'Angoumois ».

— « Cheminées des pays de la Loire du Moyen Age au XVIII^e siècle » est un important ouvrage qui doit être signalé ici, le docteur Michel Lacroix notre confrère en étant co-auteur avec M. Loïc Clément d'Armont.

— M. Georges Gaume, qui nous a guidés en 1966 sur son chantier de fouilles de Pouillé a publié cette année « Cave sanctuaire à Thésée-Pouillé (Tasciaca) » dans la Revue archéologique du Centre.

AU MUSÉE

— Dons. — De notre confrère M. Laisné, à Fréteval :

Divers objets mérovingiens : une plaque-boucle de bronze ; un fermoir d'aumônière ; une boucle de bronze ; deux boucles de bronze blanc ; une applique de bronze blanc.

— De notre confrère M. le chanoine Hémonée, à Blois :

Une notable partie de sa collection de silex taillés ou polis découverts par lui en Vendomois.

Plusieurs objets mérovingiens provenant de La Colombe, et à lui légués par feu M. l'abbé Pineau : ornements de harnachement, style, scramasaxe, etc.

— Entrées. — Le nombre des entrées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1973 est de 5885. (En 1971 : 4 319, et en 1972 : 4 866).

Inventaire descriptif rapide
du don du Chanoine HÉMONÉE,
à BLOIS

PALEOLITHIQUE ANCIEN, MOYEN et SUPERIEUR

Acheuléen moy. et sup.

— Vallée de la Cisse (« horizon de Conan ») :

- 1 moitié distale de limande-silex
- 1 biface type micoquien

— Huisseau-en-Beauce :

- 1 biface lancéolé

Moustérien

— Averdon :

- 1 pointe typique

— Huisseau-en-Beauce :

- 1 bif. cordiforme

— Mareuil (Les Sables) :

- 1 bif. cordiforme

— Rhodon :

- 1 bif. cordiforme
- 1 bif. ovulaire

Paléo. sup.

— (Petit Citeaux) :

- 1 burin d'angle sur lame

NEOLITHIQUE

— Autainville :

- 2 haches p. silex (h.p.s.)
- 1 molette silex
- Jardin du presbytère : 1 extr. poignard, silex du Gd-Pressigny
- Verthiville : 1 h.p.s.

— Averdon :

- 1 hache taillée s. (h.t.s.)
- 1 pic

— Binas :

- 1 molette grès
- 1 tranchet biface à tr. lustré
- 1 hache roche grise (g)
- Le Marchais Gouin : 1 gde scie à coche, s. du Gd-Pressigny
- 1 gse herminette (galet grès blanc)
- 1 ciseau s. calcédonieux

— Blois :

- 1 ciseau p.s.

— Boisseau :

- Le Meilleray : 1 tranchet bif à tr. lustré
 - 1 ciseau
 - 2 h.t.s.
 - 1 h.p.r. verte
 - 1 ciseau r. verte
- 1 h.r. brun-vert
- 1 moitié distale poignard s. Gd-Pressigny
- 1 fg h.p.s.
- 1 h.p.r. verte
- 1 ciseau p.

— Conan :

- Bas-Moron : 2 h.p.r. grises
 - 1 h.p.r. brune
 - 1 pic
 - 1 ciseau
 - 1 grattoir
- Beaumont : 1 h.p. ret.
- Bellevue : 1 h.p.s.
- Bergeriou : 1 percuteur s.
- Haut-Moron : 1 pic
- Le Moulin : 1 grattoir double/lame
- 6 h.p.s.

- 1 h.p.r. verte
- 3 h.p.r. grise
- 3 fg h.p.s.
- 1 hachette r. fibreuse marron
- 1 hachette
- 3 pics
- 2 ciseaux meulière
- 3 tranchets s.
- 1 percuteur
- 1 percuteur/h.p.s.
- 16 grattoirs
- 1 nucléus à débit. lam.
- 1 burin transversal
- 2 fg. poignards s. Gd-Pressigny
- 3 gdes lames s.
- 2 scies à coches s. Gd-Pressigny

— Huisseau-en-Beauce :

- Bourg : 1 tranchet s.
- Colonie : 1 nucléus discoïde
- Illisible : 1 fg bracelet de schiste
- Prasne : 1 ciseau
 - 1 tranchet
 - 1 herminette géante
 - 13 pics
 - 6 h.p.s. dont 1 ret. et 1 brûlée
 - 1 tranchet passé au feu
 - 1 ciseau
 - 8 grattoirs dont 1 pédonculé
 - 1 râcloir
 - 4 nucléi

— La Colombe : 1 pic

— Lignièrès : 1 moitié h.t.

- La Guinandière : 1 h.t.

— Maves :

- Pontijou :
 - 3 h.p.s.
 - 2 h.p.r. verte
 - 1 h.p.r. grise
 - 1 hachette p.
 - 1 fg bracelet de schiste
 - 1 scie à coches
 - 1 herminette r. verte
- Semerville : 1 ciseau p.
- Villetard : 1 h.r. verte piquetée
- Villethiou : 2 h.p.s.

- Mesland :
 - Moitié prox. h.p.s.
- Ouzouer-le-Marché :
 - Mézières : 1 gde h. taillée s.
- Pezou :
 - 13 ébauches de haches t.
 - 1 moitié de h.t.
 - 5 h.t.
 - 10 éclats larges
 - 1 éclat long
- Prénouvellon :
 - L'Ormeteau : 1 h.p.s.
- Rhodon :
 - 1 h.p.r. verte
 - 1 percuteur/h.p.s.
 - 1 h.t.s.
 - 3 pics dont 2 géants
 - 1 tranchet
 - 1 galet avec début de perforation
- Saint-Avit :
 - 1 tranchet
- Saint-Bohaire :
 - 1 fg distal d'énorme h.r. noire piquetée
 - 1 h.p.r. grise
 - 2 percuteurs sur fg de h.p.s.
 - Dolmen de Buis (?) 1 grattoir circulaire
- Saint-Léonard-en-Beauce :
 - Claisne : 1 h.p.s.
- Saint-Lubin-en-Vergonnois :
 - 1 pic
 - 2/3 d'une très grande herminette Doléite A
- Sainte-Gemmes :
 - La Chambrie : 1 h.r. grise piquetée
 - 1 h.t.s.

- Seigy :
 - 1 h.p.r. grise
- Selommes :
 - 3 h.t.s.
- Tripleville :
 - Au pied du Menhir de la Drue : 1 tranchet
- Vallée de la Cisse :
 - 7 h.p.s. et 2 fg. h.p.s.
 - 6 h.p.r. diverses
 - 1 ciseau poli
 - 2 ht.s.
 - 2 pics
 - 1 rabot/nucléus à enlèvements lamellaires
 - 3 lames
 - 2 grattoirs
 - 2 nucléus atypiques
 - 2 percuteurs
 - 2 moitiés de boules piquetées
 - 1 tranchet
 - 1 perçoir
- Villeneuve-Frouville :
 - 1 h.p.s.
 - 1 fg prox. h. meulière
 - 1 ciseau
- Villerable :
 - Poulines : 1 fg bracelet de schiste
 - 1 gros foret
 - 1 tibia humain (fouilles de Poulines)
- Villexanton :
 - 1 h.t.s.
 - 1 hachette meulière

On ne peut que se féliciter du soin avec lequel M. le Chanoine Hémonée a conservé les origines marquées sur les pièces décrites. Ceci est trop rare pour ne pas être souligné.

Nous publierons dans le prochain bulletin la liste des objets provenant de départements autres.

J. DESPRIÉE.

COMPOSITION DU BUREAU

pour l'année 1974

Président : Chanoine GAULANDEAU, Conservateur du Musée.

Vice-Président : Docteur DATTIN, à Vendôme.

Secrétaire : M^e Paul COUV RAT, avocat à Vendôme.

Secrétaire adjoint : M. ARNOULD, directeur d'école honoraire, à Vendôme.

Trésorier : M. CHRETIEN, instituteur honoraire, à Vendôme.

Bibliothécaire-archiviste : M. POULTEAU, professeur honoraire, à Vendôme.

MM. le docteur COUSIN, à Montoire.

DESPRIEE, instituteur, à Blois.

LEYMARIOS, délégué départemental aux antiquités préhistoriques, à Blois.

MESANGE, à Villiers-sur-le-Loir.

le comte Michel de ROCHAMBEAU, à Thoré.

TOUZEAU, maire de Sainte-Anne.

Pour toute correspondance écrire impersonnellement (ou même en personnalisant l'adresse) à « Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendomois - Cloître de l'Abbaye - 41100 Vendôme ».

BIBLIOTHÈQUE DE LA SOCIÉTÉ

Liste des ouvrages entrés à la bibliothèque en 1973

I. — DONS D'AUTEURS

— De notre confrère, M. Gérard CORDIER, **Un nouveau tumulus à char hallstatiens : Sublaines (Indre-et-Loire)**, 1968 ; **Essai de typologie protohistorique : Les haches à ailerons médians** en collaboration avec MM. J.-P. Millotte et P. Abauzit, 1968 ; **La collection du Docteur Maurice**, 1969 ; **Deux hallebardes du Bronze ancien dans la vallée de la Loire**, 1969 ; **Existe-t-il des pétroglyphes protohistoriques en Touraine ?** 1970.

— De M. CHAMPION, directeur du laboratoire régional de Blois, Ministère de l'équipement et du logement, et de M. LORAIN, assistant-géologue à ce laboratoire, un tiré à part du numéro spécial du bulletin de liaison des laboratoires routiers des Ponts et Chaussées contenant, en particulier, deux études de M. Lorain : **La géologie du calcaire de Beauce**, et **Principe d'étude du réseau karstique de la forêt d'Orléans**.

— De notre confrère M. J. DESPRIÉE, **Une industrie à choppers dans les alluvions du Loir à Pezou (Loir-et-Cher)** par J. Despriée et J.-M. Lorain, extrait de **Gallia Préhistoire**, tome 15, 1972, 1.

— De notre confrère M. Claude LEYMARIOS, **Rapport sur les fouilles archéologiques entreprises sur le château féodal, commune de Fréteval - 41**, année 1973 et **Rapport de synthèse sur les fouilles archéologiques entreprises sur le château féodal, commune de Fréteval - 41**, années 1968 à 1973.

— De Mme MARIET, à Souday, **Notes sur les registres paroissiaux de Souday**. Ce travail dactylographié est le fruit de patientes recherches dans les registres conservés à Souday et aux archives départementales.

— De l'ORGANISATION D'ETUDES ET D'AMENAGEMENT DE LA LOIRE MOYENNE, **Cahiers de l'oréalm**, numéros 4 à 9.

II. — AUTRES DONS

— De notre ancien président, M. G. DENIZOT, professeur honoraire à la Faculté des Sciences de Montpellier, bulletins de la **Société Préhistorique Française**.

— De notre président, M. le chanoine GAULANDEAU, sept numéros de la revue **Notre-Dame de Chartres**.

Documents Archeologia 1. **L'Archéologie aérienne**. 2. **Les souterrains**.

— De M. BAILLY, à Melun, de nombreux ouvrages concernant Ronsard, en particulier :

Gustave Cohen, **Ronsard : le Bocage de 1554**, cours ronéotypé professé en Sorbonne (1934) ; **Ronsard, sa vie et son œuvre**, édition de 1946.

Germaine Lafeuille, **Cinq hymnes de Ronsard**, Genève, 1973.

Alex L. Gordon, **Ronsard et la rhétorique**, Genève, 1970.

Pierre de Ronsard, tome XI de l'édition critique des **œuvres complètes** par Paul Laumonier. Tous les autres volumes de cette magistrale édition nous avaient été offerts l'an dernier par M. Bailly.

Nous avons aussi reçu du même donateur :

Yvonne Bezard, **Fonctionnaires maritimes et coloniaux sous Louis XIV, les Bégon**, Paris (1932). Originaires de Bretagne, les Bégon s'étaient fixés à Blois au XVI^e siècle.

Pierre-Marie Auzas, **Chaumont-sur-Loire et Azay-le-Rideau**.

André Castelot, **Les grandes heures de Chambord**.

Abel Moreau, **Cheverny**.

V. Nadal, **Chambord, son château et son histoire**.

Roger Armand Weigert, **Le château de Chambord**.

J. de Morgan, **Les premières civilisations**, Paris, 1909.

Edmond Cleray, **L'affaire Favras**.

La XVI^e région économique, ses richesses agricoles, industrielles, artistiques, Paris, 1923.

H. Rolland, **Essai sur l'organisation corporative et la vie économique à Blois au XVIII^e siècle**, thèse pour le doctorat, Paris, 1938.

Georges Collon, **La Loire tourangelle**, éditions Arthaud, (1948).

Roger Dévigne, **Le légendaire des provinces françaises à travers notre folklore**, (1950). On y trouve, page 63, la complainte du coq qui chante, relative à la légende du pendu dépendu (pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle).

Sanctuaires et pèlerinages, plusieurs extraits.

Les Pays de Loire, six fascicules de l'encyclopédie Larousse **Découvrir la France**. Les textes sont d'Yves Babonau, auteur de la thèse sur **Villes et régions de la Loire Moyenne**.

— De M. BOUIS, professeur honoraire à Blois, deux **photocopies**, l'une de l'acte de baptême de Jacques Huger, futur curé de Renay, (registres paroissiaux de Saint-Calais, Sarthe), l'autre, communiquée par M. Fayet au donateur, d'une lettre de J. Huger, curé de Renay, à l'abbé Grégoire, évêque de Blois. Cette lettre était devenue le verso du feuillet 28 du manuscrit autographe de l'abbé Grégoire : **Promenades dans les Vosges**, conservé à la bibliothèque municipale de Nancy. (Voir notre bulletin de 1972, p. 75).

— De M. COLIN-COLIN, à Thoré, Roger Verdier, **Les Germes de nos Groies** et un bulletin de la Société Olona.

— De la succession de Mlle Marguerite DARDENNE, à Authon, une **commode Louis-XV**, déposée au musée, divers ouvrages, notes et documents ayant appartenu à son père, en particulier des copies d'actes concernant le château du Fresne et :

A. de Caumont, **Abécédaire d'archéologie**, trois volumes reliés.

H. Taine, **Les origines de la France contemporaine**.

— De M. DOUSTIN, deux études dactylographiées : **Les ateliers de potiers gallo-romains de la Graufesenque (Millau)** par Louis Balsan et Alain Vernet ; **Préhistoire des Grands Causses** par Georges Constantini.

— De M. LEYGUE, membre de l'Institut, Kim il Sung (auteur coréen) **Œuvres choisies**, quatre volumes.

— De M. LEYMARIOS, **Histoire des Pays de la Loire**, par Michel Gruet.

— De M. MET, à Vendôme, **Carte du département de Loir-et-Cher** « autorisée le 26 février 1841 par le Conseil Royal de l'Instruction publique et recommandée aux Recteurs des Académies par le grand maître de l'Université ».

— DE L'AMBASSADE DE L'AFRIQUE DU SUD EN FRANCE, **Panorama**, revue sud-africaine, numéros 45 à 51.

L'Afrique du Sud d'aujourd'hui, de décembre 1972 à juillet 1973.

Nous prions les généreux donateurs d'agréer nos vifs remerciements.

III. — ENVOIS DES SOCIÉTÉS SAVANTES, ÉCHANGES

— **Académie des Inscriptions et Belles Lettres**, comptes rendus des séances, avril-juin, juillet-octobre et novembre-décembre 1972, janvier-mars 1973.

— **Revue de l'Agenais**, 3^e et 4^e bulletins 1972, 1^{er} bulletin 1973.

— **Cahiers de l'Alpe**, numéro 60 et deux numéros spéciaux : **Aperçus sur le Grand Delta** et **Spécial Dauphiné**.

— **Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts d'Angers**, mémoires années 1971-1972.

— **Antiquités nationales**, bulletin publié par le Musée des Antiquités nationales et la Société des Amis du musée et du château de Saint-Germain-en-Laye, numéro 4, année 1972.

— **Société d'histoire naturelle et des Amis du museum d'Autun**, bulletins numéros 64, 65 et 67.

— **Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers**, 5^e série, volume 7, 1971.

— **Société de Borda** (Dax), numéros 347, 348, 349, 351.

— **Société scientifique et littéraire de Cannes et de l'arrondissement de Grasse**, annales tome XXXIII, 1971.

— **Académie du Centre**, (Châteauroux) revue, année 1972.

— **Revue archéologique du Centre** (Vichy), tome XI, fascicules 3-4. **Plaque-boucle mérovingienne d'Assay (Indre-et-Loire)** par notre confrère M. Gérard Cordier ; **Céramiques paléochrétiennes, étude archéologique**, par notre confrère M. Alain Ferdière.

Tome XII, fascicules 1-2, **Précisions sur le cimetière mérovingien du Breuil** (commune de Courçay, Indre-et-Loire), par M. Gérard Cordier ; **Une cave-sanctuaire à Thésée-Pouillé (Tasciana)** par M. Georges Gaume ; **Un ensemble clos à Argentomagus (Indre)** avec vase Drag 11, par M. Raymond Albert.

— **Société archéologique et historique de la Charente**, bulletins mensuels, 1973, numéros 1 à 8. mémoires, année 1971.

— **Société des Amis du Vieux Chinon**, tome VII, numéro 7, **Le polissoir du dolmen de la Pierre Folle de Bournand (Vienne)** par notre confrère M. Gérard Cordier et par MM. R. Mauny et J. Zacchetti.

— **Commission des Antiquités du département de la Côte d'Or**, mémoires, tome XXVII, 1970-1971.

— **Société d'émulation du Doubs**, mémoires, année 1972.

— **Sociétés archéologiques d'Eure-et-Loir** (Chartres et Châteaudun) numéros 41 à 46.

— **Fédération des Sociétés d'histoire naturelle de Franche-Comté**, tome LXXIII, numéro 4, tome LXXIV, numéro 1.

— **Société archéologique et historique du Limousin**, tome XCIX, 1972.

— **Maisons et paysages**, numéros 5 à 7 et 9 à 11.

— **Société d'histoire et d'art du diocèse de Meaux**, bulletin 1972.

— **Académie des Sciences et Lettres de Montpellier**, bulletin 1972.

— **Société archéologique et historique de l'Orléanais**, numéros 41 et 42. Dans le numéro 41, **Un fond de cabane de l'âge du fer à Fleury-lès-Aubrais (Loiret)**, article posthume de notre regretté confrère l'abbé Nouel.

— **Société des Antiquaires de l'Ouest et musées de Poitiers**, bulletins 4^e trimestre, 1971, 1^{er}, 2^e et 3^e trimestres 1972.

— **Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau**, 4^e série, tome VI, année 1971 (bulletin du centenaire de la Société) et année 1972.

— **Le Pays Bas-Normand** (Flers), bulletin de la **Société ornaise d'histoire et d'archéologie**, 1972, numéro 4, 1973, numéro 1 et supplément, feuilles numéros 3 et 4.

— **Société des Antiquaires de Picardie**, 3^e et 4^e trimestres 1972, 1^{er} et 2^e trimestres 1973.

— **Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Saint-Malo**, annales, année 1972.

— **Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe**, numéros 470 à 478.

— **Sites et Monuments**, bulletins de la **Société pour la protection des paysages et de l'esthétique générale de la France**, numéros 60 à 63.

— **Société d'Art et d'Archéologie de la Sologne**, 1973, numéros 1 à 4. Dans le numéro 1, **Le château de Selles-sur-Cher**, par notre confrère M. Jean Martin-Demézil ; dans le numéro 2, **Protection des monuments mégalithiques et plus particulièrement ceux du Loir-et-Cher**, (extrait des **Mélanges à la mémoire de l'abbé Nouel**) par notre confrère M. Leymarios et **Du nouveau sur les origines lointaines de l'habitat en Sologne**, par notre regretté confrère M. l'abbé Nouel ; dans le numéro 4, **Le trésor de Romorantin (trésor N° 2)** par M. de Marcheville.

— **Académie de Stanislas** (Nancy), mémoires années 1970-1971 et 1971-1972.

— **Société archéologique de Touraine**, tome XXXVII, année 1972.

— **Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne**, années 1971 et 1972.

— **Institut archéologique liégeois**, bulletin, tome LXXXIII, 1971.

— **Smithsonian Year** (Washington), année 1972.

IV. — ABONNEMENTS

— **Congrès archéologique de France**, 126^e session, Haute-Bretagne (en 1968).

— **Bulletin monumental**, 1972 : tome 130, numéro IV ; 1973 : tome 131, numéros I à III.

— **Société préhistorique française**, études et travaux, 1972 : tome 69, 2^e fascicule.

Comptes rendus des séances mensuelles, 1972 : numéro 9, **L'ossuaire néolithique de Malvaux, commune de Courchamps (Maine-et-Loire)**, par notre confrère M. Gérard Cordier ; 1973 : numéros 1 à 8.

— **L'année balzacienne**, 1973.

— **Archeologia**, numéros 52 à 65.

— **Histoire locale, Beauce et Perche**, numéros 38 à 41-42.

— **Cercle généalogique du Centre**, bulletins numéros 18 à 20. Dans le numéro 19, **La famille Papin**, par notre confrère M. Jean Chavigny ; **Les aïeux de M. Claude Leymarios** par leur descendant, notre confrère. Dans le numéro 20, **Le menhir des Grotteaux**, par le même auteur.

V. — ACQUISITION

— Bernard Edeine, **La Sologne**, 2 volumes.

Le bibliothécaire-archiviste,
Ph. POULTEAU.

LE MASSIF FORESTIER DE MARCHENOIR ET SES FORTIFICATIONS EN TERRE

*(Mémoire présenté à l'École Pratique des Hautes Études, VI^e section,
sous la direction de MM. Jacques Le Goff et Jean-Marie Pesez)*

par M. Claude LEYMARIOS

De récents travaux de recensement ont fait apparaître, dans de nombreux massifs forestiers, un certain nombre de structures fossoyées. La prospection systématique par M. Paul Bringer de la forêt de Marchenoir, située dans la partie Nord du département de Loir-et-Cher, entre la vallée de la Loire et celle du Loir, a permis de constater que ce massif n'échappait pas à ce phénomène.

Nous livrons, dans les lignes qui suivent, l'ensemble des conclusions auxquelles nous sommes parvenu à la suite d'une étude approfondie sur cette région.

Lorsque nous avons imaginé cette étude, nous pensions surtout réaliser un travail archéologique et apporter ainsi notre contribution à l'étude des habitats fortifiés. Les circonstances nous ont obligé à modifier notre plan de travail et nous nous voyons contraint, à la fin de cette étude, de ne livrer que des hypothèses de travail.

L'étude des sites et des découvertes archéologiques, de la toponymie et de l'implantation religieuse mettent en évidence un déboisement du massif forestier de Marchenoir réalisé en trois phases.

La première se situe à la fin du néolithique. Ne s'agit-il pas plutôt d'une pénétration de l'homme dans le massif forestier, pénétration qui se contente d'en modifier légèrement l'aspect plus qu'elle ne l'élimine totalement ? Cette attaque de la forêt sur le plateau calcaire dut être constante durant de nombreux siècles, peut-être jusqu'à une époque très proche, avant que ce plateau ne prenne le visage que nous lui connaissons maintenant. De nombreux petits bosquets encore disséminés en Beauce semblent en témoigner.

La deuxième phase, que nous situons à la fin de la Tène III, a donné, à la

forêt, ses limites actuelles — à quelques fluctuations près — dans toute sa partie Est, au delà de l'axe Ecoman-Viévy-le-Rayé.

La dernière phase, qui se situe sur l'argile à silex, est médiévale. Nous aurions donc : à l'Est une forêt « celte » et à l'Ouest une forêt « médiévale ».

Cette opposition, nous l'avons retrouvée dans l'étude des dix-huit fortifications en terre recensées.

Cet inventaire n'est certainement pas exhaustif, quelques fortifications ayant pu disparaître dans les zones cultivées, comme en apporte la preuve la destruction toute récente de l'enceinte des Joubardières, commune de Viévy-le-Rayé, et comme cela aurait pu être le cas pour l'enceinte n° 1 du Châtellier, commune de Saint-Laurent-des-Bois, sauvée grâce à la compréhension du propriétaire du terrain. Ces dix-huit fortifications en terre peuvent être réparties en :

- 13 enceintes quadrangulaires simples,
- 1 enceinte quadrangulaire binaire,
- 1 enceinte circulaire,
- 1 motte avec basse-cour,
- 1 éperon barré fortifié,
- 1 enceinte atypique.

Les enceintes quadrangulaires peuvent encore être classées en grandes ou petites enceintes, suivant qu'elles ont, ou non, un côté égal ou supérieur à 100 mètres. nous avons :

- 9 grandes enceintes,
- 5 petites enceintes (y compris l'enceinte binaire du Châtellier de Saint-Laurent-des-Bois).

Toutes ces fortifications sont sur l'argile à silex, certaines très proches de la limite du calcaire de Beauce, d'autres en plein massif. Il peut s'agir là, soit d'un choix délibéré du terrain, en fonction de l'altitude, puisque l'anticlinal de Marchenoir domine le plateau calcaire, soit simplement parce que les fortifications situées sur le calcaire de Beauce auraient été détruites, comme nous venons de le dire, car situées dans une zone très tôt cultivée. A l'appui de cette deuxième hypothèse nous mentionnerons les toponymes « Motte » rencontrés dans la région de Lorges et de Roches à l'Est du massif forestier, sur le plateau calcaire. P. Bringer signale également une enceinte à Marigny, commune de Lorges, nivelée par la culture et dont la forme reste visible sur la photographie aérienne. La présence de cette enceinte est attestée au sol par une coloration différente du terrain et de nombreux fragments de céramique gallo-romaine. Quant à Florance, il signale, toujours dans cette région, la Motte de la Fontenailles, commune de Lorges. Mais cette extension, sur le calcaire de Beauce, semblerait limitée à la région Lorges-Briou-Roches.

Certaines fortifications, dans la partie Est du Massif forestier, se trouvent presque à la limite de l'argile à silex et du calcaire de Beauce (huit sur treize). Ce pourrait être là un choix délibéré : habitat protégé proche des terres riches. Dans la partie centrale, et à l'Ouest, ces fortifications se trouvent toutes au cœur de l'argile à silex.

L'étude d'ensemble montre que le choix de l'altitude a été déterminant dans seize cas sur dix-huit. La dernière courbe de niveau mentionnée sur les cartes de l'Institut Géographique national est celle des 150 mètres. Quelques points culminent au-dessus. Or, nous avons trois enceintes à plus de 150 mètres, deux à 150 mètres et huit entre 140 et 150 mètres.

Seules les mottes de Saint-Mandé et l'enceinte de la Fontenelle ne se trouvent pas sur des points culminants par rapport au relief général de la région.

Les Mottes de Saint-Mandé sont à l'altitude 130 mètres. Elles se trouvent situées dans une vallée dominée à l'Est par un plateau qui culmine à plus de 140 mètres. Mais il semble que le choix de l'emplacement a été fixé en fonction de la présence d'un grand axe de communication, et ce à une époque où les systèmes de défense avaient évolué.

L'éperon fortifié de la Fontenelle est également à 130 mètres. Les versants opposés des deux vallées qui confluent au bout de l'éperon culminent, à l'Est et à l'Ouest, à 140 mètres. Cela peut expliquer l'importance des levées de terre qui protègent la plate-forme intérieure.

L'enceinte circulaire des Porteaux se trouve aussi à 130 mètres, mais sa position est dominante par rapport à la vallée qui coule au Nord.

La position des différentes enceintes, par rapport aux lisières actuelles de la forêt, montre que, pour un massif forestier qui a une largeur moyenne de quatre kilomètres, aucune d'elles ne se trouve à plus de un kilomètre de la lisière, huit sur quatorze étant à moins de 500 mètres. Nous pouvons admettre, principalement pour les enceintes quadrangulaires, et compte tenu des théories avancées pour les étapes de la déforestation, que ces fortifications sont toujours restées très proches des lisières.

Nous avons tout au long de notre étude, opposé la partie Est à la partie Ouest du massif forestier, à partir de l'axe Nord-Sud Ecoman-Viévy-le-Rayé. Nous conserverons ce principe pour les fortifications car la même opposition, que nous avons mise en évidence à propos de la déforestation, se retrouve là.

A l'exception de l'enceinte des Joubardières, commune de Viévy-le-Rayé, les enceintes quadrangulaires se trouvent toutes situées dans la zone Est du massif. L'enceinte des Joubardières, quoique quadrangulaire, avec son fossé réalisé à partir de deux levées de terre, et non creusé dans le sol, n'était pas du même type que les autres.

Dans la zone Est, qui ne possède que des enceintes quadrangulaires, celles-ci se trouvent implantées sur la lisière Nord de la forêt, à l'exception de Châtillon

à l'Est et des Mazureaux au Sud. Elles sont groupées deux par deux :

- Château Gâne et l'enceinte du carré 102,
- les deux enceintes des Châtelliers de Saint-Laurent-des-Bois,
- les deux enceintes du Châtellier d'Autainville,
- les deux enceintes du Chêne de Sainte-Barbe,
- les deux enceintes des carrés 10 et 11.

Seule Citeaux est isolée. On serait assez tenté de rechercher une autre enceinte dans le voisinage.

Cette situation, sur la lisière Nord, correspond-elle à un choix délibéré, ou simplement au fait que celle-ci dut être stabilisée plus tôt que la lisière Sud. Nous opterons plutôt pour un choix topographique. Le massif forestier de Marchenoir est situé sur un anticlinal dissymétrique dont le versant le plus abrupt se trouve justement au Nord.

Un autre élément topographique peut avoir joué un rôle : la ligne de ces enceintes est parallèle à la ligne d'écoulement des eaux qui, au Nord du massif forestier, se déplace d'Est en Ouest, vers la vallée du Loir, en suivant l'actuelle limite de la forêt. A l'Est et au Sud, les enceintes de Châtillon et des Mazureaux se trouvent à la naissance de deux vallées qui, par la vallée de la Cisse, rejoignent le Bassin de la Loire.

Le choix d'une situation haute, relativement proche d'un point d'eau et peu éloigné de la lisière du massif forestier semble donc avoir présidé à l'implantation des enceintes quadrangulaires.

A l'exception du Châtellier de Saint-Laurent-des-Bois qui, primitivement, était peut-être une enceinte simple, réaménagée à une époque tardive — Moyen Age —, toutes ces enceintes se présentent comme édifiées sur un type assez semblable. La castramétation n'est pas très régulière, mais les superficies sont proches les unes des autres, voisines d'un hectare. Elle se rapprochent du type défini par O. Buchsenschutz (1) sous l'appellation « grandes enceintes supérieures à un hectare » ou par M. Wheeler (2) qui les qualifie d'« enceintes secondaires de faible superficie inférieures à dix hectares ».

Huit enceintes quadrangulaires présentent une entrée visible, située dans le milieu d'un côté et orientée : dans deux cas à l'Est, puis trois au Nord-Est, une à l'Ouest et deux au Sud. Ces entrées semblent s'être présentées sous forme d'une simple rupture dans le vallum, sans système de retrait vers l'intérieur. Elle pouvaient avoir des contreforts latéraux parementés, comme cela a été observé à Châtillon.

Trois de ces enceintes possédaient, extérieurement, sur le côté de l'entrée, un système de fortifications : barbacane.

Dans ses observations sur les fortifications en terre du massif forestier de Rambouillet, F. Zuber nous signale que pour des enceintes quadrangulaires

les entrées observables sont soit à l'Est, soit à l'Ouest — ou très approximativement — mais jamais plein Nord ou plein Sud, ce que nous avons noté pour deux cas (Cîteaux et Enceinte n° 11 du Chêne de Sainte-Barbe).

Nous avons remarqué qu'en règle générale les entrées ne sont jamais couvertes sur un côté donnant sur un vieux chemin. Seule l'enceinte des Mazureaux fait exception. Un éventuel assaillant était obligé de contourner l'enceinte pour arriver devant l'entrée, ce qui pouvait éviter l'effet de surprise.

Une seule enceinte a fait l'objet de fouilles assez poussées : Châtillon. Ces fouilles ont mis en évidence des habitats de la Tène II puis gallo-romains des I^{er} et III^e siècles, avec une interruption au second siècle. Les observations faites par D. Piron, lors des fouilles de 1967 et 1968, l'ont incité à émettre une datation de la Tène III pour le vallum, car l'implantation de l'habitat de cette époque semble lié à la disposition de ce vallum, qui, par ailleurs, est coupé par la construction gallo-romaine du III^e siècle.

Les arguments en faveur d'une datation de Châtillon de l'époque de la Tène III sont faibles, mais ils existent cependant. De plus ils sont en harmonie avec les conclusions que nous avons pu tirer de notre étude sur la déforestation. Enfin ces enceintes, type « Châtillon », que nous rencontrons dans la partie Est du massif forestier sont trop vastes pour être médiévales et ne rappellent en rien les fortifications romaines. Nous dirons qu'elles sont antiques pour ne pas dire celtes.

Sur la lisière Nord de la forêt les enceintes sont groupées deux par deux. Les prospections de surface et les rares sondages effectués par P. Bringer permettent une première approche du problème : lorsqu'une enceinte livre de menus indices d'habitats, l'autre semble « stérile ». De plus, sauf dans un cas, une grande enceinte est toujours associée à une plus petite. Les « vestiges » se rencontrent parfois dans la grande enceinte : Châtellier d'Autainville, parfois dans la petite : Château Gâne.

Est-il possible d'avancer l'hypothèse d'une enceinte servant d'habitat et d'une autre servant de parc à bestiaux ? Cela est séduisant, mais prématuré en l'état actuel des recherches. Cette hypothèse a déjà été formulée par Michael O'Kelly à propos des deux enceintes circulaires de Garryduff en Irlande (3). Il s'agit de deux petits ouvrages isolés dans la campagne, distants l'un de l'autre de 200 mètres environ, dont l'un occupe une position dominante par rapport à l'autre.

Les fouilles de O'Kelly permirent une datation de Garryduff I, l'enceinte la plus élevée, de 550 à 700 environ, alors que la seconde enceinte se révéla stérile.

Michael O'Kelly avance l'hypothèse que cette seconde enceinte dut servir de parc à bestiaux pour les habitants de la première qui, placés dans une position plus élevée pouvaient ainsi surveiller leurs bêtes sans se déplacer.

Les enceintes de Garryduff n'ont aucun point commun avec celles de la forêt de Marchenoir, si ce n'est qu'elles sont jumelées. Les premières sont

circulaires, les secondes quadrangulaires. les unes sont du Haut Moyen Age, les autres pourraient être plus anciennes. Enfin les enceintes jumelées de Marchenoir sont à la même altitude.

O'Kelly a également signalé une entrée plus vaste à Garryduff II, et une différence dans la qualité de la construction. Si une étude archéologique systématique des enceintes de la forêt de Marchenoir peut être entreprise un jour, ce sera là un élément de recherche à ne pas négliger.

Autre étude qui pourrait être intéressante : l'analyse chimique d'échantillons de terre prélevés dans ces enceintes « stériles ». M. de Bouard signale que des Américains ont pu, de cette façon, mettre en évidence la présence d'ovins et de bovins.

Dans la partie Est de la forêt, l'enceinte n° 1 des Châtelliers de Saint-Laurent-des-Bois présente un système de fortifications différent des autres enceintes quadrangulaires. Sur une première enceinte, type « Châtillon », de 130 x 100 m, un deuxième système de fortifications a été installé.

L'étude du site montre que la construction du second ouvrage a entraîné la destruction d'une partie du premier, dont les fossés, à l'Est, ont été presque totalement comblés.

S'il y avait eu une relation entre les deux systèmes de fortifications, on aurait pu imaginer deux lignes de fossés concentriques, la première, plus restreinte, renfermant l'habitat principal, la seconde, plus vaste, protégeant le suburbium. La destruction de la grande enceinte, lors de la construction du second ouvrage, élimine l'hypothèse du suburbium.

La petite enceinte des Châtelliers de Saint-Laurent-des-Bois est la seule datable du Moyen Age dans la partie Est du massif forestier. On y a, en effet, rencontré de nombreux éléments de construction de cette époque, principalement des tuiles. A noter que ses fossés Sud-Est et Sud-Ouest sont toujours en eau, fait exceptionnel pour l'ensemble des fortifications que nous avons décrites. C'est également le seul exemple, dans la région, de réutilisation d'une enceinte antique à l'époque médiévale, exemple rare souligne G. Fournier (4).

Dans la zone Ouest de la forêt, qui ne fut pénétrée qu'à partir du XI/XII^e siècle, les cinq fortifications recensées sont toutes d'un type différent :

- Les Mottes de Saint-Mandé,
- l'éperon barré et fortifié de la Fontenelle,
- l'enceinte quadrangulaire des Joubardières,
- l'enceinte circulaire des Porteaux,
- l'enceinte atypique des Rivaudières.

Il est bien difficile d'expliquer cette variété dans les systèmes défensifs, qui, tous, répondent à des fonctions bien précises.

Ce sont d'abord les Mottes de Saint-Mandé, situées en bordure du Chemin du Comte, le principal axe de communication Nord-Sud.

D'après M. de Bouard, il convient d'écarter l'origine celtique ou celto-romaine des mottes, pour admettre qu'elles ont commencé d'exister dès le premier quart du XI^e siècle, et peut-être dès la fin du X^e siècle, dans la région de la Loire Moyenne, en Normandie, et, sans doute, en Flandre (5).

La multiplication de ce système de fortifications serait due, sur le plan politique à l'apparition d'une période d'insécurité, sur le plan social au chassiment des « milites domestici » et , enfin, sur le plan économique à l'utilisation d'un système de construction peu onéreux, à la portée des ressources de ces « milites domestici ».

J. Decaens signale qu'en Normandie les mottes apparaissent très souvent en relation étroite avec le village et notamment avec l'église paroissiale (6).

Ces mottes de Saint-Mandé, que l'on rencontre dans les textes anciens sous l'appellation de château de Montfollet, appartenaient au XI^e siècle aux seigneurs de Beaugency. Ceux-ci donnèrent le droit en 1085, d'abord à l'Abbaye de la Trinité de Vendôme, puis à l'Abbaye de Saint-Lomer à Blois, le droit de construire une église et un bourg au pied de leur château de Montfollet (7).

Le site était donc important au XI^e siècle et les mottes faisaient partie du système défensif des possessions vendomoises des comtes de Beaugency. Peut-être leur rôle consistait-il à protéger le Grand Chemin de Chartres à Bourges par Blois, qui traversait la forêt juste au Nord de Saint-Mandé. Ce chemin passait au pied de l'une des Mottes, à l'intérieur de la basse-cour.

J. Decaens mentionne une relation fréquente entre les mottes et les voies de communication (8).

Ainsi les Mottes de Saint-Mandé présentent les caractéristiques générales des ouvrages de ce type, signalées par J. Decaens : église paroissiale et village au pied de la motte, — l'un et l'autre disparus depuis longtemps —, présence d'une voie très ancienne, probablement gallo-romaine. Enfin Saint-Mandé se trouve proche du château médiéval de Viévy-le-Rayé et du village, fortifié dès le Haut Moyen Age, et dont les douves sont encore visibles.

Le site de la Fontenelle représente le plus vaste ouvrage en terre de la région. Il s'agit d'un éperon naturel, au confluent de deux petites vallées encaissées dont le système défensif consiste en une levée de terre sur le périmètre de l'éperon et en deux énormes mottes barrant l'accès côté plateau. Ce système a été observé par G. Fournier en Auvergne. Celui-ci se demande si la motte qui était construite de manière à barrer le relief sur sa face la plus accessible ne serait pas à l'origine des mottes, à la suite d'une transformation du traditionnel éperon barré, ce qui impliquerait une plus grande ancienneté pour les mottes barrages (9).

L'importance de l'enceinte (7 ha 64 a au total), laisse supposer la présence d'une population y cherchant refuge.

Les fouilles de l'enceinte, sur l'éperon barré de Kaarlsbiurg à Clairefontaine — commune d'Autelbas, en Belgique — par J. Mertens, en 1954 et 1957, et celles de Dinas Powys au Pays de Galles par Leslie Alcock, de 1954 à 1958, ont montré que ce système de fortifications présentait une continuité dans l'occupation depuis, parfois, une haute antiquité, puisque Dinas Powys était déjà occupé à l'âge de fer et que sa phase d'occupation la plus intensive se situe aux V^e et VI^e siècles. Le système de fortifications actuel ne date, sur ces sites, que du Moyen Age (10).

La présence de céramique médiévale des XIII^e et XIV^e siècles à la Fontenelle ne permet de donner qu'un niveau d'occupation final, en l'absence de fouilles systématiques sur ce site.

On est tenté de lier l'enceinte des Joubardières à celle de la Fontenelle, puisqu'elle n'en est, à vol d'oiseau, qu'à 700 mètres à l'Ouest. Nous avons vu qu'elle différait des enceintes type « Châtillon », principalement dans la structure de ses fossés réalisés à l'aide de deux levées de terre, alors que dans les autres cas ils sont creusés dans le sol, la terre ainsi obtenue étant rejetée vers l'intérieur.

Cet ouvrage se trouve dans une zone de défrichement tardif, vaste clairière encore limitée au Nord, à l'Est et à l'Ouest par le massif forestier. Le toponyme qui le désigne est du XII/XIII^e siècle. Ces différents éléments pourraient permettre d'avancer une datation médiévale pour le site.

Quant à sa destination, son système défensif comprenant une double levée de terre nous incite à penser à un parc à bestiaux. Il aurait été intéressant de vérifier, par la fouille, si les vallums n'étaient pas couronnés de palissades.

Si cette enceinte a joué un rôle plus spécifiquement économique que militaire, nous rejoignons J. Decaens qui écrit que « la datation tardive oriente aussi vers l'hypothèse d'une destination économique » (11).

L'enceinte des Porteaux est le seul ouvrage de type circulaire que nous trouvons dans la région. Ses dimensions la rattachent aux petites enceintes circulaires de Normandie ; d'autre part, sa situation, sur un territoire à peuplement tardif, correspond bien à ce qui a également été observé dans cette région (12).

Un élément intéressant de cet ouvrage est le système défensif avancé, qui se compose d'une levée de terre coupant le plateau à l'Ouest et au Sud. Nous n'avons pu le suivre dans son intégralité, mais une étude attentive de la photographie aérienne en stéréoscopie (13), laisse supposer qu'il rejoignait le rebord de la vallée au Sud-Est, isolant ainsi complètement l'enceinte du plateau.

Nous avons pu, en un endroit, dégager un fragment de mur qui faisait partie de cet ouvrage avancé. Peut-être s'agissait-il du contrefort d'une porte ? Nous avons relevé une identité dans le mortier, le parementage extérieur et le remplissage de ce mur, avec certains éléments de murs du château de Fréteval, datés du XII^e siècle. Cet ouvrage pourrait donc être postérieur à la construction de l'enceinte elle-même.

La dernière enceinte, celle des Rivaudières, pose un problème typologique. Nous avons une zone d'habitats fortifiée, dont le système de lignes de défense ne suit aucun plan précis. Sur le côté Ouest nous avons une succession de redans, les trois autres côtés étant rectilignes, le côté Est servait à délimiter la zone d'habitats d'une vaste basse-cour quadrangulaire de plan régulier.

Dans la première enceinte, les traces d'un bâtiment, construit en rognons de silex et pierres de calcaire de Beauce taillées, sont très nettement visibles. Certains des éléments travaillés, dont deux jambages de cheminée, ont une facture XIII^e siècle. Nous sommes peut-être en présence des vestiges d'une maison forte.

Nos recherches sur le site ne nous ont livré aucune tuile de toiture, absence assez troublante, à moins que le bâtiment ne fut couvert en bois ou en chaume. Il est toutefois certain qu'une partie des matériaux ont été réutilisés pour la construction de la ferme des Thesnières, située à 200 mètres au Nord-Ouest.

L'emplacement du site, dans une zone de déforestation tardive, le toponyme typiquement médiéval, accréditent l'hypothèse d'une datation du XII^e/XIV^e siècle.

Arrivé au terme de cette étude sur le massif forestier de Marchenoir et ses fortifications en terre, nous ne voulons pas formuler de conclusions trop hâtives, et nous nous contenterons d'avancer l'hypothèse d'un massif forestier, coupé par un axe Nord-Sud Ecoman-Viévy-le-Rayé, dont la partie Est pourrait être celte et abriterait des fortifications en terre quadrangulaires que nous qualifierons d'antiques et dont la partie Ouest serait médiévale, avec des fortifications en terre de même époque.

(1) O. Buchsenschutz — Les « oppida » dans la « Civitas » des Bituriges. Fortifications en terre du Berry. (Mémoire pour la Maîtrise d'Histoire — Université de Paris, 1968).

(2) Sir M. Wheeler and K. M. Richardson — Hill Forts of Northern France. Londres 1957 (Etude de cet ouvrage par P. M. Duval in Gallia 1959).

(3) Michael O'Kelly — Two Rings forts at Garryduff, Cork, in Proceedings of the Royal Irish Academy — Vol. 63 — Sect. C, n° 2 — 1962 (étudié par J. Decaens — op. cit. pp. 48 et suivantes).

(4) G. Fournier — Le peuplement rural en Basse Auvergne durant le Haut Moyen Age — PUF, 1962.

(5) M. de Bouard — La Motte, in l'Archéologie du village médiéval — publication n° 5 — Louvain et Gand, 1967.

(6) J. Decaens — op. cit., p. 66.

(7) Dr F. Lesueur — Thibaud le Tricheur — Blois, 1963 — p. 122.

(8) J. Decaens — op. cit. — p. 67.

(9) G. Fournier — Vestiges de mottes castrales en Basse Auvergne — Inventaire provisoire et essai de classement — in Revue d'Auvergne — Tome 75, n° 4 — 1961 — p. 163.

(10) J. Decaens — op. cit. — pp. 37 à 39 et 50/51.

(11) J. Decaens — op. cit. — p. 158.

(12) J. Decaens — op. cit. — pp. 67/68.

(13) Photographies I.G.N. — Mission Bouloire à Patay (1949) — Photos 1819 - 2119 - 400 et 1819 - 2119 - 401.

LES AVOUÉS DE VENDÔME (1800 - 1972)

par M^e Paul COUV RAT
avocat, ancien avoué.

La loi du 31 décembre 1971, entrée en application le 16 septembre 1972 a supprimé la profession d'avoué de première instance pour créer une nouvelle profession englobant les anciens avocats, les anciens avoués et les anciens agréés près les Tribunaux de Commerce ; le nouveau professionnel porte le nom d'avocat.

Si le nouvel avocat est assez proche, dans ses fonctions de l'ancien avoué plaident, tel qu'on l'a toujours connu à Vendôme, il n'en demeure pas moins que l'avoué caractérisé par son statut d'officier ministériel nommé par le Gouvernement et propriétaire de sa charge a disparu.

Aussi les avoués entrent-ils dans la petite histoire et il nous a semblé bon, à cette occasion, de nous pencher sur leur passé.

Nous ne disposons pour cela que d'une documentation réduite, les archives du Tribunal de Vendôme ayant été détruites lors du sinistre du Palais de Justice en 1940. Nous possédons cependant le registre des délibérations de la compagnie des avoués de Vendôme tenu depuis 1845 et nous pouvons consulter aux Archives Départementales les minutes des jugements du Tribunal civil de Vendôme de 1800 à 1880 environ.

Ces documents ont permis de dresser le tableau annexé ; une quarantaine d'avoués se sont succédés à Vendôme ; leurs carrières ont été d'une durée variable (deux ans pour la plus courte, quarante-deux ans pour la plus longue). Avant 1906 ils commençaient jeunes leur activité, entre vingt-six et trente ans ; après 1926 ils avaient souvent dépassé la trentaine à la date de leur prestation de serment. Six d'entre eux ont été clercs chez leur prédécesseur ou chez un autre avoué de Vendôme, cinq ont succédé à leur père, beau-père ou oncle.

Nous allons examiner brièvement l'histoire des avoués de Vendôme au sein de l'évolution de la profession, puis nous parlerons de quelques avoués qui ont laissé un souvenir pour une activité extra-professionnelle, généralement d'ordre politique enfin nous dirons quelques mots des avoués de Vendôme dans leur activité professionnelle.

I — HISTORIQUE DE LA PROFESSION

Dans l'histoire judiciaire française, les procureurs — ancêtres des avoués — apparaissent dès le 13^e siècle : ce sont des légistes, mandataires habituels des parties, attachés à la cour, avec charge exclusive de représenter les parties et de faire pour elles les actes de procédure. Sous Louis XII et François I^{er} les fonctions de procureur deviennent un office vénal que le titulaire pouvait transmettre héréditairement à son fils ou résigner à personne capable, moyennant paiement de l'impôt.

A cette même époque la profession d'avocat est mal déterminée, les règles de répartition des compétences ne sont établies que devant les juridictions où les avocats sont en nombre important. Ils plaident longuement, dans un style ampoulé, mais le nombre des causes plaidées est faible.

Les procureurs furent l'objet de nombreuses critiques mais en fait ils possédaient une discipline corporative stricte et, forts de leur utilité sociale ils n'attachaient aucune importance aux griefs malveillants qui circulaient.

Un procureur connu dans l'histoire, pour tout autre chose que son activité professionnelle, fit les frais de la discipline corporative. Il s'agit de Fouquier-Tinville. Il succéda à son patron Cornillier, procureur au Châtelet de Paris, et fit prospérer sa charge : « il possédait parfaitement l'art de conduire une affaire quelque injuste qu'elle soit à travers toutes les tortuosités de la chicane... il prodiguait à des courtisanes les fruits de son imposture et ses confrères l'obligèrent à se démettre ». On connaît la suite de la carrière de ce procureur sans emploi et comment il exerça ses talents au Tribunal révolutionnaire avant d'être lui-même exécuté.

Peu de renseignements nous sont parvenus sur les procureurs qui exerçaient à Vendôme. Nous connaissons l'étude d'un procureur par un tableau du Musée et l'existence de « André Jean Henri Godineau, procureur au bailliage de Vendôme magistrat, citoyen et philosophe chrétien, d'un savoir profond et d'une justice impartiale décédé en 1783 » et « André Jean Godineau, ancien procureur du roi en l'Election et en la Maîtrise des Eaux et Forêts du Vendomois, procureur du roi au bailliage de Vendôme, conseiller honoraire en fonction jusqu'à l'âge de 92 ans, maire de ville et conseiller d'Etat décédé dans sa 100^e année, le 15 avril 1793 », deux frères dont les épitaphes sont à l'église de la Trinité.

En 1782, deux juridictions vendomoises étaient pourvues de procureurs : le bailliage et l'élection.

Les procureurs au bailliage étaient : Deschamps, Mereaux, Beaunier, Marganne, Moulinier, Leroy, Morard et Marganne G.P.

Les procureurs en l'élection étaient : Mereaux, Marganne, Bourgogne et Leroy.

Plusieurs d'entre eux exerçaient donc leurs fonctions auprès des deux juridictions.

Lors de la célèbre nuit du 4 août, l'Assemblée constituante a supprimé la vénalité des charges de judicature, mais a précisé qu'aucune atteinte n'était portée aux offices des procureurs.

Le décret du 7 septembre 1790 de la même assemblée a supprimé les Tribunaux et Parlements : les juges sont alors élus parmi les gens de justice. A Paris, le 15 octobre, Bailly, Lafayette et le corps municipal ont pris possession du Palais. Les procureurs existent toujours, mais ils n'ont plus de tribunaux devant lesquels exercer leurs fonctions.

Par décret des 2 et 11 septembre 1790 les avocats sont supprimés.

La Constituante par la loi des 20 janvier et 20 mars 1791 crée des avoués, en nombre illimité (il s'agit d'une profession libre) : « Il y aura près les Tribunaux de district des Officiers ministériels ou avoués dont la fonction sera exclusivement de représenter les parties, d'être chargés et responsables des titres et pièces et de faire les actes de forme nécessaires pour la régularisation de la procédure et mettre l'affaire en état. Les avoués pourront même défendre les parties, soit verbalement soit par écrit, pourvu qu'ils soient expressement autorisés par les parties, lesquelles auront toujours le droit de se défendre elles-mêmes ou d'employer le ministère d'un défenseur officieux ».

Le terme d'avoué apparaît ainsi pour la première fois dans l'histoire judiciaire française. D'où vient ce nom ? Au Moyen Age les évêques et les abbés avaient des avoués qui menaient à la guerre leurs vassaux et arrière-vassaux ; on donnait encore ce nom au seigneur qui se chargeait de la défense des droits d'une église ; le Pape Etienne III sacrant Pépin en 752 lui donna le titre d'avoué et de défenseur de l'Eglise. L'avoué c'est donc en quelque sorte le champion qui combat pour autrui.

A Paris et dans les grandes villes le désordre commença à s'instaurer dans la Justice. En province la transition se fit sans graves heurts, les anciens procureurs étant devenus naturellement les avoués.

C'est ainsi qu'à Vendôme l'annuaire de 1792 cite dans la rubrique « hommes de lois et avoués » : Ballyer, Deschamps le jeune, Deschamps l'ainé, Marganne-Bourgogne, Marganne-Rullier, Morard, Mereaux-Desbancheries, Leroy, Bourgogne, Desrouzières, c'est-à-dire généralement les anciens procureurs.

La Convention décida le 22 septembre 1792 que les juges seraient tous élus, sans condition de capacité. Par la loi du 3 brumaire an II (24 octobre 1793) la procédure et les avoués ont été supprimés, les parties pouvant se faire représenter par de simples fondés de pouvoir tenus seulement de justifier de certificats de civisme. Le désordre le plus total s'en suivit : « Autrefois on avait une garantie authentique de la probité, de la bonne conduite et de la capacité de ceux qui étaient chargés de l'instruction des affaires. Aujourd'hui l'ignorance s'assied à côté du légiste habile et l'inexpérience présomptueuse et cupide rivalise avec le talent éprouvé par l'étude ». (Riou, au Conseil d'Etat le 25 octobre 1897).

Aussi le 27 ventôse an VIII (18 mars 1800) les avoués sont-ils rétablis, mais en nombre fixe, avec droit exclusif de postuler et de prendre des conclusions. Ils sont nommés par le Premier Consul, sur proposition du tribunal. La procédure de l'ancien régime et le tarif des procureurs sont rétablis.

En 1801 les avoués de Vendôme sont les citoyens : Morard, Bourgogne, Hésine, Dehargnes, Desbancheries et Viet.

Les avocats ne seront rétablis qu'en 1810 (création des ordres d'avocats), avec limitation de leur droit de plaider au ressort de leur juridiction, et interdiction sauf exceptions du cumul des fonctions d'avocat et d'avoué. Aussi jusqu'à cette époque, dans les actes de procédure (V. notamment le registre des saisies immobilières aux Archives départementales) Hésine, Morard, Martin s'intitulent « avocat et avoué près le Tribunal de Vendôme ».

Pour être nommé avoué à l'époque il faut être titulaire d'un certificat de capacité délivré par la faculté de droit, après un cours d'une année consacré à la procédure civile et aux lois criminelles, et un stage de cinq ans.

L'ordonnance du 24 mars 1820 fixe à six le nombre des avoués de Vendôme, à sept le nombre des avoués de Blois et à cinq celui des avoués de Romorantin.

Ces six avoués vendomois sont : Mereaux-Desbancheries, Martin Lubin, Martellière François-Simon, Morard Auguste, Bourgogne père et Bourgogne fils.

Ils sont dotés d'un tarif « leur assurant un salaire juste et modéré de leurs peines, de manière que des hommes probes ne repoussent pas un état qu'ils pourront exercer avec fruit, sans blesser leur délicatesse » ! (Répertoire Dalloz 1840).

Malgré quelques menaces épisodiques sur leur profession, les avoués de Vendôme exercent dans le calme leur activité. Leur nombre se réduira progressivement à cinq (suppression de l'étude Picard par décret du 13 juillet 1867, à charge par les avoués restant en fonction de payer à titre d'indemnité aux représentants dudit sieur Picard une somme de cinq mille francs), à quatre (suppression de l'étude Jean Martellière en 1924) puis à trois (suppression de l'étude Favrel en 1925).

Une sérieuse alerte atteint la profession en 1926 : les tribunaux de sous-préfecture sont supprimés, mais les avoués conservent leurs fonctions avec leur monopole territorial... les avoués de Vendôme commencent à prendre le chemin de Blois. Mais dès 1930 on revient sur cette réforme et la justice reprend son cours à Vendôme avec les trois avoués subsistants Lavillauroy, Girault et André.

Le glas de la profession est sonné en 1958 avec la suppression définitive de 179 tribunaux de première instance. Instruit par les leçons de 1926, le législateur sait que s'il maintient la compétence des avoués des tribunaux supprimés sa réforme ne pourra durer ; il impose la compétence départe-

mentale pour tous les avoués et souhaite que ceux des tribunaux supprimés transportent leur étude au chef-lieu. La cession de l'étude n'est permise en toute hypothèse qu'après transfert, et ce n'est que par une tolérance à titre personnel et viager que les avoués peuvent rester à leur ancienne résidence. Cette disposition entraîne la démission d'un grand nombre d'avoués.

Enfin, après des menaces durant depuis plusieurs années ayant eu pour effet de tarir le recrutement professionnel, la loi du 31 décembre 1971, opérant réforme des professions judiciaires supprime les anciennes professions d'avoué de première instance et crée une profession nouvelle dotée du titre d'avocat.

C'est la fin des avoués de Vendôme ; il n'en restait d'ailleurs plus qu'un, par suite d'une démission et d'un transfert d'étude à Blois à la suite d'une cession de l'office.

II. — *LE ROLE POLITIQUE OU LITTÉRAIRE DES AVOUÉS*

C'est avec le procès Babeuf que commence à Vendôme le rôle politique des avoués (ou procureurs). Ballyer père et fils, inscrits en 1792 comme « hommes de lois et avoués » sont des défenseurs du principal accusé. Jean Baptiste Claude Morard, procureur puis avoué, et aussi marchand libraire et imprimeur assure la défense de plusieurs inculpés et publie un des trois journaux relatifs au procès. Il a été également secrétaire-greffier de l'administration municipale en cette période troublée.

Mais c'est surtout d'Hésine qu'il faut parler. Nous ne le ferons que très sommairement puisque celui-ci a fait l'objet au présent bulletin, d'études très complètes de M. Bouis. Hésine sera avoué à Vendôme de 1801 à 1815. Nommé en l'an IV par le pouvoir central commissaire exécutif de la municipalité, il arrive à Vendôme le 26 frimaire an IV (17 décembre 1795). Ses opinions favorables à la Révolution et ses activités antérieures lui avaient valu d'être emprisonné à Blois ; il venait d'être élargi à la suite d'un jugement d'incompétence du Tribunal Criminel départemental. Il fut révoqué le 9 juin 1796 (21 prairial an IV) et contraint de quitter Vendôme à la veille du procès Babeuf.

Malgré son éloignement, grâce à son épouse demeurée à Vendôme et à ses amis, il fut l'auteur d'un important journal relatant les débats du procès, le « journal de la Haute Cour de Justice ou l'Echo des Hommes Libres Vrais et Sensibles ».

Le 7 avril 1797 il a été condamné par le Tribunal de Blois à la déportation ; cette décision ne fut pas exécutée et Hésine put reparaitre à Vendôme le 17 octobre 1797 et y exercer ses fonctions d'avoué.

Très rapidement il fit l'objet de la part de l'assemblée des avoués de Vendôme d'une demande de révocation. Ses confrères faisant état de son activité politique, lui reprochant d'avoir été « provocateur et complice de

l'assassinat du 19 frimaire an III de neuf malheureux prisonniers, d'avoir enfreint la loi du 17 fructidor an IV le bannissant de Vendôme », enfin, plus grave encore « d'ignorer jusqu'aux principes élémentaires de la procédure », prononcèrent contre lui par une délibération du 19 nivose an IX « la non admission et l'interdiction de la chambre ». Cette décision avait pour effet d'empêcher cet avoué d'être élu membre de la chambre, organisme officiel de la corporation, chargé notamment de la discipline professionnelle. Hésine protesta contre cette délibération qu'il jugea illégale, injurieuse au Gouvernement, « violatrice » de l'arrêté des Consuls.

La même année les avoués adressèrent une pétition au Premier Consul réclamant « la révocation de la commission d'avoué accordée à Hésine ».

Ces démarches réitérées n'aboutirent que sous la Restauration, par la destitution d'Hésine prononcée par ordonnance royale du 15 septembre 1815 ; Celui-ci voulut alors exercer le métier d'agent d'affaires à Vendôme, mais la chambre des avoués interdit à ses membres de seconder le négoce d'affaires d'Hésine, d'entretenir des relations quelconques avec lui et prescrivit aux avoués de lui interdire l'entrée de leurs cabinets. Ainsi mis à l'index, Hésine quitta Vendôme en octobre 1817 pour s'installer comme agent d'affaires à Rouen où il mourut le 24 février 1821.

Mereaux-Boutrais, dit Mereaux-Desbaucheries (autre procureur et avoué) remplaça Hésine après prairial an IV dans ses fonctions de commissaire exécutif de la municipalité.

C'est avec la Révolution de 1848 qu'il est à nouveau question des avoués : le conseil municipal fut dissout, et Bourgogne, avoué, nommé président de la commission municipale désignée alors. Lecoy, avoué de 1840 à 1848 devint maire, fonction qu'il n'a conservée que peu de temps. Il fut aussi candidat malheureux aux élections les 23 et 24 avril (assemblée constituante). Il est vrai que ses adversaires l'ont présenté comme le défenseur des charges et offices, ce qui à l'époque constituait un bon argument électoral !

Au même moment, mais avec une position politique opposée, Richard de la Hautière, avocat à Vendôme et futur avoué (1856-1861), avant de devenir avocat à Blois, a été nommé par le Gouvernement républicain président de la commission municipale. Il était connu comme un écrivain très avancé, auteur d'articles dans le journal *le Loir*, et d'ouvrages à tendance fourriériste.

M. Georges Dupeux dans son livre *Aspects de l'histoire sociale et politique de Loir-et-Cher, 1848-1914* s'exprime à son propos ainsi qu'il suit : « Il avait publié un *petit catéchisme de la réforme sociale*, en 1841 un ouvrage intitulé *de la loi sociale et les déjeuners de pierre*, que le ministre de l'intérieur caractérisait ainsi : espèce de catéchisme populaire dans lequel l'auteur se propose d'exposer et de développer les doctrines du communisme. Ce pamphlet destiné aux classes ouvrières est une violente satire de l'ordre social actuel présenté comme immoral, hostile à la famille ; c'est un appel aux mauvaises passions qu'il cherche à exciter par le contraste irritant de l'intrigant qui siège dans

les hôtels fastueux, avec l'honnête homme qui meurt à l'hôpital. Dans son ouvrage : *les sources françaises du socialisme scientifique* R. Garaudy considère Lahautière comme un des représentants du communisme néo-babouviste, de tradition jacobine ».

De la Hautière fut aussi un fin lettré, auteur de délicats poèmes qu'on peut lire notamment au *bulletin* de notre Société 1866 p. 127.

Signalons enfin François Simon Martellière avoué de 1811 à 1843, qui fut conseiller d'arrondissement de Morée (1834 à 1848) puis conseiller général de Selommes (1848-1871). Il fut maire de Vendôme de 1862 à 1870 ; c'est sous son administration que fut construit l'actuel Hôtel de Ville.

A partir de cette date les avoués n'accédèrent plus à des fonctions électorales importantes. Ils furent seulement très souvent conseillers municipaux.

C'est sur le plan littéraire que s'est distingué Charles Baussan, avoué de 1890 à 1905. En relations étroites avec René Bazin, il collaborait de Vendôme même au journal *La Quinzaine*. Il a fait des vers publiés par ce journal et des nouvelles regroupées plus tard sous le titre : *Fleurs de Guerre, Fleurs de Paix*, et la *Charrue* ouvrage couronné par l'Académie française. En 1906 il devint rédacteur en chef aux Editions de la Bonne Presse de la publication *Le Mois Littéraire*. Il écrivit dans *la Croix*, *la Croix Illustrée*, au *Catholic World* de New York et aux *Studies* de Dublin, expédiant un article chaque semaine de 1920 à 1951. Il a donné de nombreuses conférences sur le mouvement social chrétien possédant des renseignements de première source pour avoir été en rapport par son beau-père Léon Gautier avec les frères de Mun, le Play, Paul Bourget etc... En 1923 il devint membre de la Société des Gens de Lettres. Il n'a cessé son activité qu'en 1952 à l'âge de 92 ans. Il a été l'auteur de vingt-quatre ouvrages de littérature et de poèmes, de sujets profanes ou religieux et d'ouvrages d'art. Il eut pour correspondants les plus grands auteurs, artistes ou personnages contemporains : Mistral, Daudet, Maurois, Daniel Rops, André-François Poncet, Jammes, H. Bordeaux, de Gaulle, Maurice Denis, Picasso.

M. Couturier journaliste à Longué vient de lui consacrer un ouvrage et la Société des Lettres, Sciences et Arts de Saumur doit faire poser une plaque sur sa maison de Longué, tandis que le même hommage doit être rendu par la Société d'Angers sur sa maison natale la Malvindièrre à Saint-Martin du Bois. Il habita à Vendôme, 5, rue Guesnault.

Pour en terminer avec les avoués qui, — à notre connaissance, cette énumération n'étant sans doute pas complète — se sont fait remarquer par quelque activité extra-professionnelle n'oublions pas les rapports de ceux-ci avec notre Société archéologique :

Soudée (notre prédécesseur lointain) a été secrétaire de 1877 à 1886. Il avait cédé son étude en 1876. Pineau a été membre du bureau en 1891. Jean Martellière, pendant son activité professionnelle a été bibliothécaire de 1901 à 1907. Il a été l'auteur de nombreuses études parues au bulletin de la société sur les sujets les plus divers. Il a même parlé de ses ancêtres,

membres de la profession d'avoué, en un article relatif à la création à Vendôme d'une éphémère société d'Arts et Lettres (Bull. 1903 p. 90), au nombre de ses fondateurs étaient : « Louis Pierre Simon François Bourgogne-Moulnier (1761-1831), fils et gendre de procureur, procureur lui-même de 1788 à 1831, tant à Vendôme qu'à Blois sous les différentes dénominations de procureur, avoué, deffenseur officieux et encore avoué... et encore père, aïeul, bisaïeul, et ce n'est pas fini, d'avoués à Vendôme, qui, comme lui, ont demeuré dans la rue St-Jacques... » Contrairement à ce qu'espérait Jean Martellière la « dynastie » des Bourgogne et Martellière avoués à Vendôme devait se terminer avec lui, par la suppression de son étude, après son décès en 1922, mettant un terme à une longue carrière (41 ans d'activité professionnelle).

III. — LES AVOUÉS DANS LEUR EXISTENCE PROFESSIONNELLE

Les avoués passent leur vie au tribunal et dans leur étude. Pour connaître la description et l'atmosphère d'une étude au début du 19^e siècle, il suffit de s'adresser à Balzac. S'il a décrit un notaire de Vendôme, dans la *Grande Bretèche*, il n'a point peint d'avoué de Vendôme, mais il connaissait bien les avoués parisiens pour avoir été lui-même clerc chez un procureur.

Voici comment il décrit dans *le Colonel Chabert*, tome X, l'étude de M^e Derville avoué à Paris :

« L'étude était une grande pièce ornée du poêle classique qui garnit tous les antres de la chicane. Les tuyaux traversaient diagonalement la chambre et rejoignaient une cheminée condamnée sur le marbre de laquelle se voyaient divers morceaux de pain, des triangles de fromages de Brie, des côtelettes de porc frais, des verres, des bouteilles et la tasse de chocolat du maître-clerc. L'étude avait pour tout ornement ces grandes affiches jaunes qui annoncent des saisies immobilières, des ventes, des licitations entre majeurs et mineurs, des adjudications définitives ou préparatoires, la gloire des études !

« Derrière le maître-clerc était un énorme casier qui garnissait le mur du haut en bas, et dont chaque compartiment était bourré de liasses d'où pendaient un nombre infini d'étiquettes et de bouts de fil rouge qui donnent une physionomie spéciale aux dossiers de procédure. Les rangs inférieurs du casier étaient pleins de cartons jaunis par l'usage, bordés de papier bleu, et sur lesquels se lisaient les noms des gros clients dont les affaires juteuses se cuisinaient en ce moment. Les sales vitres de la croisée laissaient passer peu de jour.

« D'ailleurs au mois de février, il existe à Paris, très peu d'études où l'on puisse écrire sans le secours d'une lampe avant dix heures, car elles sont toutes l'objet d'une négligence assez concevable : tout le monde y va, personne n'y reste, aucun intérêt personnel ne s'attache à ce qui est si banal ; ni l'avoué, ni les plaideurs, ni les clerks ne tiennent à l'élégance d'un endroit qui pour les uns est une classe, pour les autres un passage, pour le maître

un laboratoire. Le mobilier crasseux se transmet d'avoué en avoué avec un scrupule si religieux que certaines études possèdent encore des boîtes à résidus, des moules à tirets, des sacs provenant des procureurs au Châtelet, juridictions qui représentaient, dans l'ancien ordre de choses le tribunal de première instance actuel.

« Cette étude obscure, grasse de poussière, avait donc, comme toutes les autres, quelque chose de repoussant pour les plaideurs, et qui en faisait une des plus hideuses monstruosité parisiennes. »

Sans doute cette description peut-elle s'appliquer aux études de Vendôme, qui naguère encore présentaient ce caractère sombre et poussiéreux, garnies de meubles noirs envahis de dossiers, avec, bien sûr, les affiches apposées les unes sur les autres pour annoncer les ventes judiciaires.

Des progrès ont été faits ces derniers temps... on a vu successivement arriver les machines à reproduire, les machines à écrire, le téléphone (dont les appels dérangent à tout moment...), les appareils à dicter et à photocopier. Les clercs écrivant les actes de procédure sous la dictée du maître-clerc, ont été remplacés par des secrétaires (au féminin) frappant la machine à écrire d'un texte dicté par l'avoué en sténographie ou enregistré sur une bande magnétique. Mais le fond n'est pas changé, ni même les termes des actes de procédure en dehors cependant de modifications diverses qui, sous couleur de simplification ont presque toujours compliqué et alourdi les formalités !

Et les émoluments des avoués ?

Voici ce qu'en dit encore Balzac :

« Il se trouve une grande différence entre les avoués de Paris et les avoués de Province. A Paris, un avoué remarquable, et il y en a beaucoup, comporte un peu des qualités qui distinguent le diplomate ; le nombre des affaires, la grandeur des intérêts, l'étendue des questions qui lui sont confiées, le dispensent de voir, dans la procédure, un moyen de fortune. Arme offensive ou défensive, la procédure n'est plus pour lui, comme autrefois, un objet de lucre. En province, au contraire, les avoués cultivent ce qu'on appelle dans les études de Paris la « broutille », cette foule de petits actes qui surchargent les mémoires de frais et consomment du papier timbré. Ces bagatelles occupent l'avoué de province, il voit des frais à faire là où l'avoué de Paris ne se préoccupe que des honoraires ».

L'avoué de Vendôme cultivait-il « la broutille » ? Il est bien difficile de s'en rendre compte. Il semble cependant à l'examen des minutes des jugements détenues aux archives que si, devant les Juges de Paix (où les avoués ne se rendaient pas avant 1880) les litiges consistaient surtout en des réclamations pour des empiètements de deux ou trois « raies de charrue » sur la parcelle voisine, au Tribunal civil de Vendôme les procès étaient sérieux, nombreux, mais d'une importance qu'il est difficile de connaître étant donné la rédaction limitée à la décision, sans exposé préalable de l'affaire. Il y avait principalement, à une époque où on ne connaissait pas les accidents de circulation, ni les divorces, de nombreux litiges successoraux.

En tous cas, les avoués de Vendôme n'étaient pas tout à fait satisfaits de leur tarif, lequel comportait un abattement forfaitaire sur le tarif des avoués de Paris. En 1874 la chambre des avoués de Vendôme, questionnée par M. de Saint-Vincent, président du tribunal, pour éclairer une commission créée au ministère de la justice, sur le point de savoir s'il convenait d'étendre le tarif de Paris à tous les tribunaux, répondait de la manière suivante le 5 mai 1874 :

« On s'explique très bien la différence d'émolumentation qui existe dans le tarif de 1807. Au commencement du siècle il existait en effet quant au chiffre des dépenses matérielles de la vie entre Paris et celle de la province une augmentation réelle supérieure à plus d'un quart : mais depuis, et actuellement, la cherté toujours croissante des loyers dans nos départements où les avoués sont forcés d'avoir une habitation assez spacieuse en rapport avec leur position sociale au centre même des villes, d'autre part le nivellement général en France dans les prix des choses de consommation, toutes ces circonstances ont établi quant à la dépense de ce genre une égalité de situation entre les avoués des départements et ceux de Paris.

« Mais quant aux frais d'exploitation de l'office il est vrai de dire qu'ils sont bien plus élevés dans les départements. Les jeunes gens y sont rares, généralement peu instruits et largement rémunérés ; autrement ils préfèrent le séjour d'un grand centre comme Paris, bien qu'à cause du grand nombre des licenciés ou d'étudiants fréquentant les études ils soient moins rémunérés et astreints à un travail infiniment plus grand. Si maintenant l'on compare le revenu élevé et toujours croissant des études de Paris avec celui décroissant des charges de la province, les frais généraux d'exploitation paraîtront d'autant plus excessifs.

« En résumé : égalité dans les dépenses de la vie matérielle, augmentation dans les dépenses de l'exploitation non proportionnelle aux revenus de la charge, et cependant tarif plus élevé à Paris : N'est-ce pas l'inverse qui aurait plutôt sa raison d'être en province ? »

Laissons-là ces plaintes, peut-être justifiées d'ailleurs, d'avoués qui ne connaissaient pourtant ni charges sociales, ni impôt sur le revenu.

L'examen du registre des délibérations des avoués de Vendôme nous apprend encore que ceux-ci entretenaient entre eux des rapports courtois. Contrairement au registre de compagnies voisines il ne contient trace d'aucune plainte d'un avoué contre un de ses confrères.

A une certaine époque (fin du 19^e et début du 20^e siècle) les avoués ont pu apparaître comme peu occupés ou dotés d'une existence particulièrement agréable : ils se rendaient par exemple au cercle à cinq heures après l'audience, mais il leur arrivait aussi de travailler fort tard dans la nuit ; s'ils avaient une existence moins bousculée qu'aujourd'hui sans téléphone, avec des clients moins exigeants et surtout parce qu'ils bénéficiaient d'une législation stable n'exigeant pas un « recyclage continu », ils travaillaient généralement beaucoup et ne connaissaient pas les vacances.

Ils ne devaient guère s'enrichir dans leurs fonctions puisque certains d'entre eux les ont exercées très longtemps et que d'autres quittaient Vendôme pour acquérir un étude plus importante ; nombreux aussi étaient ceux qui abandonnant la profession sont devenus juges de paix. Nous ne pouvons manquer de signaler en terminant les avoués Martellière père et fils qui ont tenu la même étude pendant près d'un siècle à eux deux (1839-1922).

Sans doute beaucoup d'autres observations pourraient être faites sur les avoués de Vendôme, au moment où ils disparaissent. Il nous suffira de constater qu'ils ont rempli, modestement, mais avec exactitude, ponctualité et compétence les fonctions qui leur étaient dévolues et qu'ils ont bien servi, à leur place, les justiciables du Vendomois et de la région.

BIBLIOGRAPHIE

- Les annuaires de Loir-et-Cher.
- DUPEUX : Aspects de l'Histoire sociale et politique du Loir-et-Cher 1848-1914.
- A. PEYTEL : Balzac, juriste romantique - Ed. Ponsot.
- Louis SIENNE : Les avoués dans l'œuvre judiciaire. Numéro spécial du Bulletin de la Chambre Nationale des avoués près les tribunaux de première instance : avril 1956.
- DALLOZ : Jurisprudence générale, répertoire de législation, doctrine et jurisprudence, tome VI édition 1847 v^o Avoués.
- Bulletins de la SOCIÉTÉ ARCHEOLOGIQUE, SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE DU VENDOMOIS, et principalement :
 - 1882, p. 271 notice nécrologique sur Richard de la Hautière ;
 - HAMELIN : la Révolution de 1848 à Vendôme, bull. 1952, p. 14 ;
 - J. DUPUY : le Socialisme en Loir-et-Cher, bull. 1961, p. 39 ;
 - J. DUPUY : la Municipalité de Vendôme : 1790-1940, bull. 1966, p. 71 et 1967, p. 26 ;
 - R. BOUIS : Pierre Nicolas Hésine, bull. 1969, p. 86, 1970, p. 33, 1971, p. 45 ;
- Annales Historiques de la Révolution Française, par M. R. BOUIS sur Hésine, n^{os} 4, 1960 et 1, 1961.
- Archives Départementales de Loir-et-Cher : série U. Particulièrement registre des saisies et ventes judiciaires, et minutes des jugements civils du Tribunal de Vendôme.

AVOUÉS DE VENDÔME DE 1800 A 1820

- 1801 : les citoyens : MORARD, BOURGOGNE, HESINE, DEHARGNE, DESBANCHERIES, VIET
- 1805 : les mêmes
- 1808 : MORARD, BOURGOGNE, HESINE, DEHARGNE, VIE, MEREAX, MARTIN
- 1809 : MORARD, MEREAX, BOURGOGNE, VIE, HESINE, MARTIN, MARTELLIERE
- 1811 : les mêmes
- 1820 : MEREAX - DESBANCHERIES, MARTIN, MARTELLIERE, MORARD, BOURGOGNE père, BOURGOGNE fils

AVOUÉS DE VENDOME 1820-1972						
1820	MEREAUX- DESBANCHERIES Philippe Auguste fils 1804-1831	MARTIN Lubin 1810-1840	MARTELLIERE François Simon 1811-1843	MORARD Auguste ... 1840	BOURGOGNE père 1788-1831	BOURGOGNE fils .. 1839
1825					JOURDAIN Jules 1831-1856	
1830	FONTENEAU Pierre 1831-1850					
1835		LECOY 1840-1848	FOUGEREUX Jean Baptiste 1843-1850 †	PICARD Elie François 1840-1867		MARTELLIERE BOURGOGNE Philippe 1839-1881
1845		SOUDÉE François 1848-1876	PINEAU Hcnri 1851-1869			
1850	FILLY Eugène 1850-1888				de la HAUTIERE Auguste Richard 1856-1861	
1855					POIGNANT Florentin 1861-1880	
1860						
1865			PINEAU Pierre 1869-1890 neveu du précéd.	Etude supprimée D. 13-7-1867		
1870		JAMES Louis 1876-1908				
1875						
1880					PELTIER Théobald 1880-1895	MARTELLIERE Jean 1881-1922 † fils du précédent
1885						

1890	BRION Rodolphe 1888-1893 THUILLARD Gabriel 1893-1905		BAUSSAN Charles 1890-1905			
1895					JOLAIN Joseph 1895-1902	
1900					ROGER Louis 1902-1919	
1905	BERNARD Constant 1905-1907 BAUCHET Joseph 1907-1910	BROUDIN Henri 1908-1925	BERNIGUET Joseph 1905-1928			
1910	FAVREL Albert 1910-1925					
1915					ANDRE Victor 1919-1932	
1920						Etude supprimée 1924
1925	Etude supprimée 1925	LAVILLAUIROY Aristide 1925-1930 (?)	GIRAULT Ernest 1928-1934 †			
1930		COUV RAT Louis 1932-1954 †			HAMELIN André 1932-1964	
1935			DUFRECHE Jean 1935-1943			
1940			COTTET Maurice 1943-1960			
1945						
1955		COUV RAT Paul 1955-1972				
1958	TRIBUNAL de BLOIS					
1960			Etude supprimée		BIDARD Pierre 1964-1972	
1972						

QUELQUES REMARQUES A PROPOS DES CONGLOMÉRATS TERTIAIRES DU VENDOMOIS

par M. J.-M. LORAIN

Parmi les formations géologiques du Vendomois, s'il en est de bien connues, il en est d'autres pour lesquelles de nombreuses questions se posent encore. Parmi ces dernières, les formations à grès et conglomérats sont peut-être celles qui ont été les plus discutées, et le seront sans doute encore longtemps.

De quoi s'agit-il donc exactement ? Le plus souvent épars à la surface du sol, ou tout au plus recouverts d'une faible épaisseur de limon, existent dans tout le Vendomois de nombreux « perrons ». Ce terme du vieux français (il est utilisé dans la Chanson de Roland) correspond presque toujours dans notre région à des blocs de conglomérats et de grès (1). Ces rochers ont de tous temps gêné la culture et avec le développement de la mécanisation agricole, ils sont de plus en plus arrachés, pour être entassés le long des chemins ou au coin des bosquets. Ils ont par contre été abondamment utilisés par les préhistoriques, l'inventaire des mégalithes du Loir-et-Cher [1] ayant dénombré :

— 19 dolmens construits en totalité ou en partie de blocs de ce conglomérat,

— 13 menhirs de même nature,

— 20 polissoirs fixes, soit la totalité.

C'est d'ailleurs à l'occasion de cet inventaire que l'essentiel des observations présentées dans cette note ont été effectuées. Les conclusions générales sont données en annexe de cet ouvrage, mais il est apparu intéressant de traiter ici la question plus en détail.

Après avoir fait le point de la question, à partir de la littérature scientifique existante, nous étudierons la pétrographie et le mode de gisement de ces conglomérats.

Le point de la question :

Rappelons tout d'abord les grandes lignes des divisions du Tertiaire (du haut en bas) qui nous intéressent :

SYSTEMES	ETAGES ET SOUS-ETAGES	FORMATIONS REPRESENTEES	PRESENCE DE GRES ET CONGLO- MERATS
MIOCENE	Pontien	—	
	Vindobonien	Faluns du Blésois	+
	Burdigalien	Sables de Sologne Sables et marnes de l'Orléanais	
OLIGOCENE	Aquitanien	Calcaire de Beauce	
	Stampien s.l.	Stampien s.s.	—
		Sannoisien	Calcaire de Touraine
EOCENE	Bartonien	Ludien	Formations de la Brenne ; Cailloutis à chailles roulées
		Marinésien	
		Auversien	
	Lutétien	Calcaire de Morancez	
	Yprésien	Cuisien	—
		Sparnacien	Argiles bariolées, sables arkostiques
		Argile à silex (2)	+
CRETACE	Sénonien	Craie de Villedieu	

Sans vouloir remonter trop loin, voyons maintenant les principales données fournies par la bibliographie.

Faupin, dans son étude parue en 1909 [2] s'étend peu sur la question, il distingue cependant :

— des brèches à silex intraformationnelles à l'Argile à silex,

— des poudingues et grès ladères épars et résiduels, en signalant qu'ils ont appartenu à la formation des « Grès et poudingues à silex », définie par Dolfus, et rattachée par ce dernier au Sparnacien.

Denizot, d'abord dans sa thèse [3] en 1927, puis dans les nombreuses cartes géologiques publiées ultérieurement, étudie la question en détail. A côté des « simples conglomérats de résidu de craie » (notice de la feuille de Beaugency), il porte toute son attention sur la formation principale bien visible dans les régions de Chartres et Bonneval. Il s'agit d'un ensemble de grès lustrés (c'est-à-dire à cassure brillante) et de poudingues à éléments de silex de la craie peu ou pas roulés, mais fragmentés ; ces niveaux durs, généralement lenticulaires, rarement en bancs, sont associés à des sables blancs fins. Cette formation est intercalée entre l'Argile à silex et les calcaires lacustres notamment le Calcaire de Morancez d'âge Lutétien ; elle est d'autre part en continuité avec le groupe de l'Argile plastique de la région parisienne. Son âge est donc Sparnacien. Disons tout de suite que l'auteur de la nouvelle carte géologique de Chartres au 1/50 000, Ménillet, (3) est d'accord avec cette interprétation puisqu'il classe ces grès et poudingues dans l'Yprésien (le Sparnacien n'en étant qu'un sous-étage, voir plus haut). Mais dans le Vendomois la question est plus délicate, le Calcaire de Morancez n'existe plus ; il est remplacé par le Calcaire de Touraine, (La Chappe, Pouline) ; d'âge Sannoisien, donc plus récent. Les poudingues, bien visibles entre autres dans la vallée de la Brisse, passent sous ce calcaire ; cependant Denizot admet encore le parallélisme avec le Chartrain, donc l'âge Sparnacien. Mais en allant plus à l'Ouest et plus au Sud, les difficultés commencent, il n'y a plus d'assises superposées, et pour le Perche « pas mal de ces grès... sont plus récents » ([3] p. 70). Ailleurs vers la Touraine et le Sud du Blésois, on voit ces poudingues se charger de galets étrangers et alors il est « impraticable de ce côté de maintenir un Sparnacien » ([3] p. 74).

Il existe aussi tout un vaste ensemble que Denizot appelle « formation argilo-détritique et ferrugineuse » et qui comprend : des argiles blanches, grises, vertes ou violacées, des sables grossiers mêlés d'argile blanche, des sables roulés ayant abouti à la formation de grès et de poudingues, des amas ferrugineux et aussi, et c'est l'élément caractéristique, de gros galets (8 à 10 cm) bien roulés à patine grise ou noire et qu'il qualifie de galets étrangers. Denizot suit cet ensemble depuis Valençay jusque dans la région de Montoire - Savigny-sur-Braye. Il le rattache au « groupe de gypse » de la région parisienne, ce qui lui donne un âge Bartonien.

Si Denizot est parti du Chartrain, Lecointre lui, part de la Touraine et de la Brenne. Dans son ouvrage sur la Touraine, en 1947, [4] il situe tout d'abord les perrons dans leur contexte d'argile sableuse blanche, bariolée de

rouge, il note qu'ils contiennent des silex fragmentés ou non, plus ou moins roulés, ainsi que des quartz, eux, bien roulés ; il les parallélise enfin avec les formations détritiques uniquement sablo-graveleuses ou argileuses, telles celles de Château-Renault ou de Chambray-lès-Tours. A propos de l'âge de ces formations, il rappelle que de Grossouvre et Rolland, les ont parallélisés avec les grès de la Brenne, ce qu'il admet en première hypothèse, bien que des observations dans la vallée de la Claise lui en suggèrent une seconde, à savoir un remaniement de ces formations à poudingue par celles de la Brenne. Quoi qu'il en soit sur les cartes géologiques dont il est l'auteur, Lecointre classe ces poudingues dans l'étage Bartonien. Les auteurs des nouvelles cartes géologiques au 1/50 000, Alcaide pour la feuille d'Amboise et Rasplus [5] pour la feuille de Loches, parues en 1968, doutent de l'attribution au Bartonien et préfèrent seulement parler d'Eocène.

Il nous reste à parler des observations de Nicolesco faites à propos du lever de la feuille du Mans, parue en 1963 [6]. Il distingue :

— des brèches à silex anguleux, dans l'argile à silex dérivant au Turonien sableux ;

— des grès brèches et poudingues lustrés, au Bartonien ;

— Des poudingues siliceux à « galets crétaciques polychromes et cortex noirâtre » attribuables au Burdigalien et au Vindobonien.

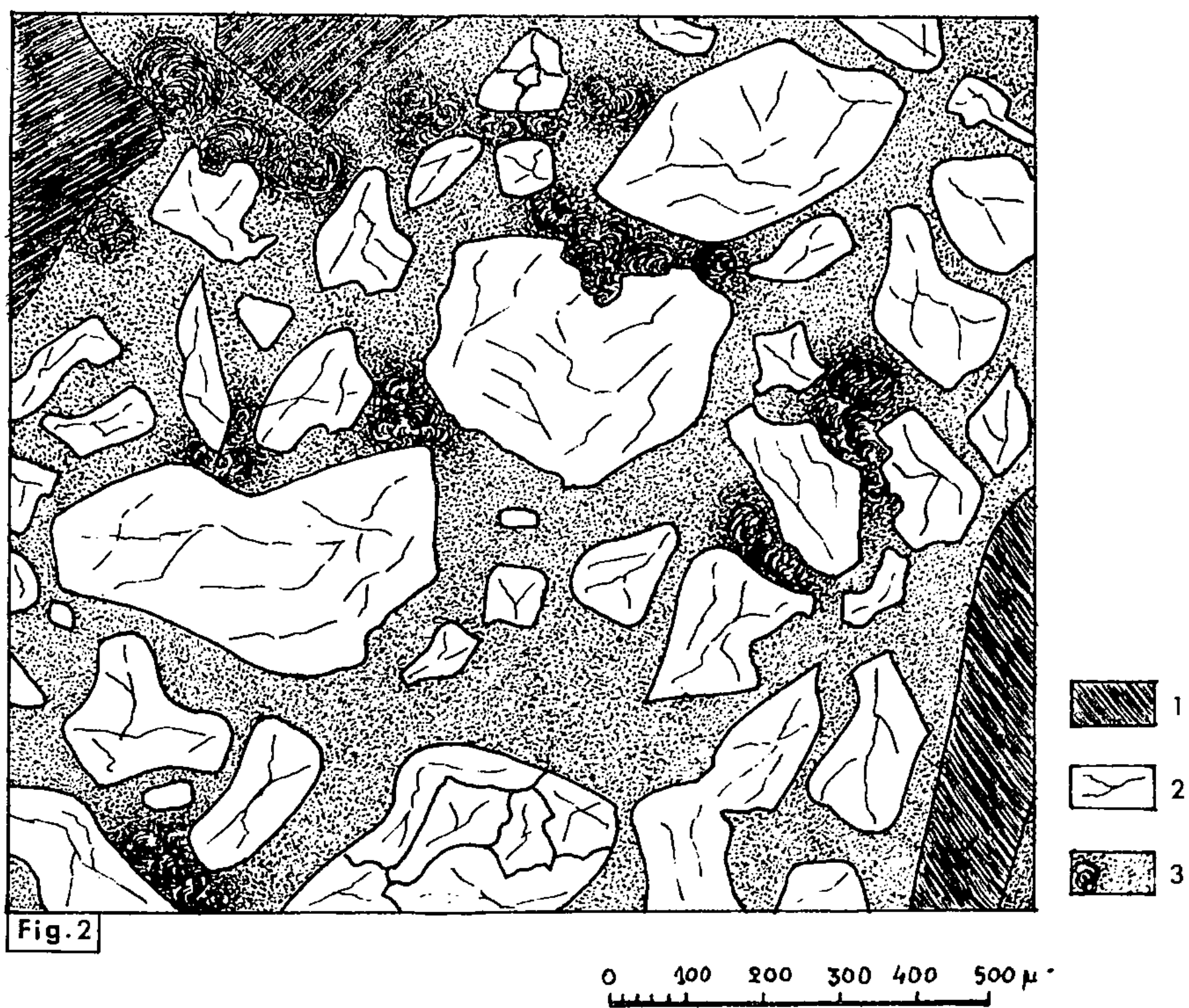
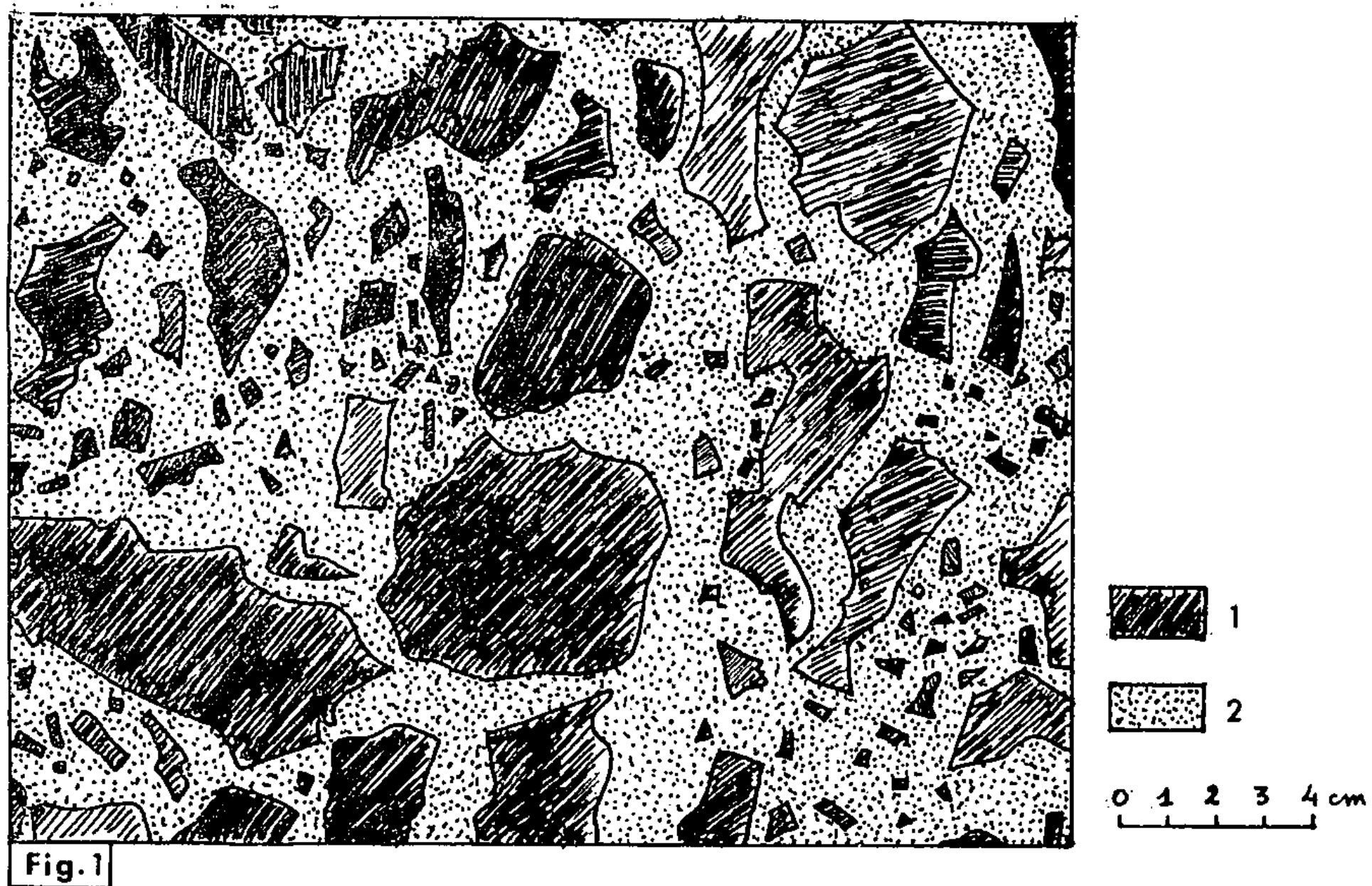
Nicolesco rencontre donc tous les types de conglomérats déjà cités, mais en plus, il en a trouvé une quatrième série attribuée au Vindobonien, ce qui en fait l'équivalent continental des Faluns du Sud de la Loire.

Pétrographie :

Il faut tout d'abord éclaircir un point de vocabulaire. On appelle *conglomérat* une roche constituée d'un assemblage d'*éléments* rocheux de taille et de nature variées, réunis entre eux par un liant quelconque appelé *ciment*. Si la majorité des éléments sont anguleux, ce sont des *brèches* ; si les éléments sont roulés, ce sont des *poudingues*. Ces définitions pourtant simples et non sujettes à discussion sont hélas très souvent mal utilisées par les géologues eux-mêmes, et dans les lignes qui précèdent où nous avons scrupuleusement respecté les termes utilisés par les différents auteurs, il faut bien reconnaître que la majorité des « poudingues » sont en fait des brèches, à l'exception de la Touraine toutefois.

Nous n'avons étudié un peu en détail que deux types extrêmes de ces conglomérats, une brèche provenant de Villiersfaux, du type de celles rattachées au Sparnacien, et un poudingue de Saint-Martin-des-Bois correspondant à ceux de la Touraine et classiquement rattachés au Bartonien.

La brèche de Villiersfaux (Fig. 1 et 2) est composée d'éléments presque uniquement de silex de la craie, blonds ou plus souvent noirs. Ces silex sont, soit entiers à l'état de rognons, soit brisés et même légèrement usés sans pour cela aboutir à de véritables galets. Le ciment d'aspect lustré est uniquement siliceux ; il se montre au microscope formé de grains de quartz laiteux



ou translucides de 50 à 500 microns, anguleux ou légèrement émoussés, liés entre eux par une pâte de calcédonite généralement amorphe, mais localement mamelonnée. Les proportions relatives de ciment et d'éléments sont variables, l'un ou l'autre domine parfois dans le même perron et l'on trouve également des blocs uniquement de grès. L'ensemble de la roche est très dur et la cassure franche affecte dans un même plan les éléments et le ciment. La densité variable selon l'importance des silex est de l'ordre de 2,6.

Le poudingue de Saint-Martin-des-Bois (Fig. 3 et 4) est formé d'éléments bien roulés, de véritables galets qui sont soit dans des silex de la craie, soit des chailles (= silex) jurassiques, soit encore des quartz. Le ciment est constitué de grains de 0,2 à 1 mm de quartz laiteux ou translucide ronds ou tout au moins toujours émoussés ; ces grains sont pris dans une mosaïque de petits quartz de taille moyenne égale à 20 microns. En quelques points se développe une tendance quartzitique : certains quartz jointifs s'engrenent les uns dans les autres.

Les deux types décrits ci-dessus sont les termes extrêmes de toute une série. Des faciès mixtes existent : brèches avec quelques galets, ou bien poudingues avec des éléments anguleux. Il existe à côté de cela d'autres types, variables surtout par la nature du ciment qui peut être gréseux et n'avoir pas l'aspect lustré, ou même ne comporter aucun grain de quartz et être formé uniquement de silice amorphe : c'est le cas de brèches de l'Argile à silex comme on en rencontre en forêt de Blois (voir plus loin).

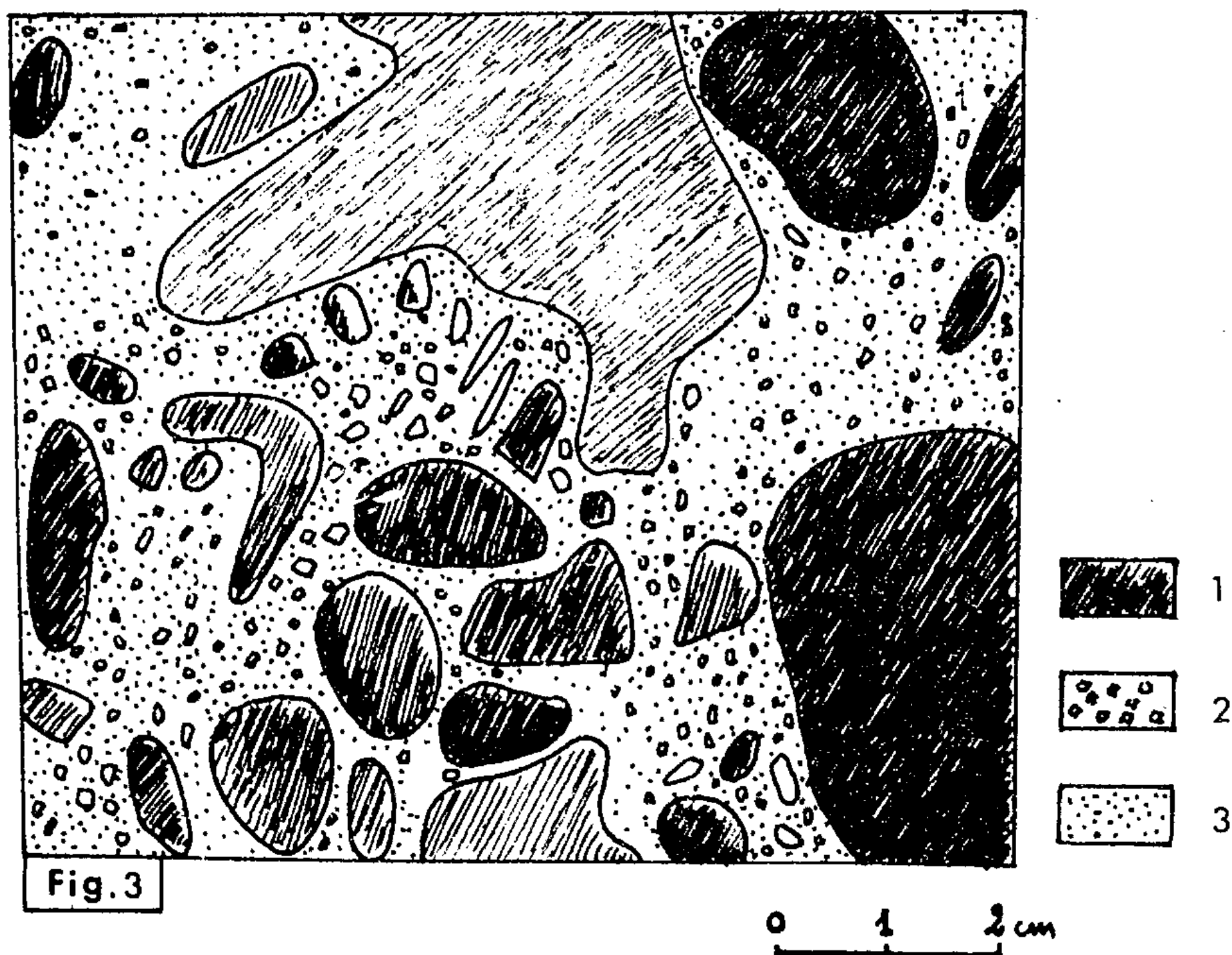


Fig. 3. — Poudingue de Saint-Martin-des-Bois, vue macroscopique
1. - Silex 2. - Quartz 3. - Ciment

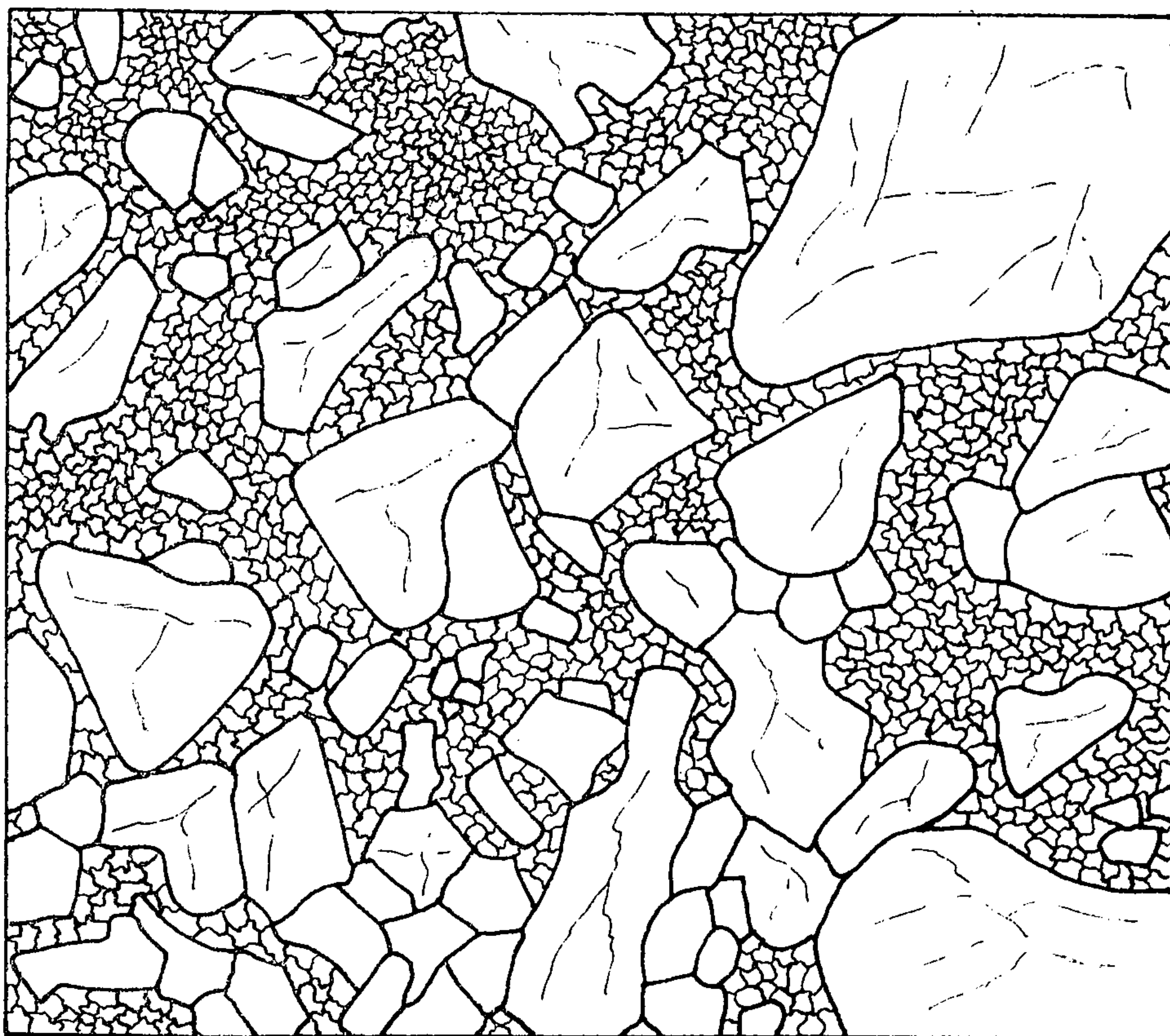


Fig. 4

0 100 200 300 400 500 μ

Fig. 4. — Poudingue de Saint-Martin-des-Bois, vue microscopique du ciment quartzeux

Mode de formation :

Les conglomérats dans les cas qui nous occupent, dérivent de formations détritiques continentales, c'est-à-dire mises en place par des rivières. Il s'est déposé à des époques diverses du début du Tertiaire de vastes ensembles comprenant des argiles, des sables et des graviers dont une partie des constituants était locale, les silex de la craie et une autre partie plus lointaine telles les chailles jurassiques ou les quartz qui peuvent provenir soit du Massif Central soit du Massif Armoricaïn. Après le dépôt de ces formations, par circulation d'eau une partie de la silice a été dissoute puis s'est à nouveau sédimentée reliant entre eux le sable et les éléments pour donner des conglomérats. Il faudrait donc distinguer l'époque de dépôt des sables et graviers et l'époque de formation des conglomérats, ce qui ne simplifie par les problèmes ; mais le plus souvent seule la première époque peut-être déterminée.

Mode de gisement :

C'est en ce qui concerne ces formations que la question est plus délicate et c'est justement à cause de cela que les problèmes d'âge sont loin d'être résolus. En effet, et nous l'avons déjà dit, le plus souvent les perrons sont épars à la surface du sol, dégagés par l'érosion et seuls témoins de la formation originelle qui les contenait ; ils sont donc presque toujours environnés de formations colluviales, et ne semblent reposer que sur l'Argile à silex. D'où deux difficultés. Tout d'abord l'Argile à silex est déjà une formation dont on discute l'âge et l'origine, les théories classiques voulant qu'elle se soit formée durant tout le Tertiaire par altération de la craie, alors que pour d'autres c'est un faciès terminal du Sénonien [7]. Ensuite, rares sont les points où l'on observe un recouvrement par une série plus récente.

Les observations que nous vous proposons ci-après sont très fragmentaires et elles ne permettront de régler aucune des questions en suspens. Ce ne sont que quelques jalons et il en faudra beaucoup d'autres.

Coupe en Forêt de Blois. (Fig. 5)

Sur le versant Sud de la forêt de Blois à la limite des Grouets et de Chouzy, existe une vallée sèche assez profonde et appelée Vallée des Cigognes. Ayant fait l'objet d'une coupe de déboisement il y a quelques années, cette zone permet des observations intéressantes et l'on voit notamment l'intercalation dans l'Argile à silex d'une masse de brèche de 2 à 3 m d'épaisseur sur 5 à 6 m de long. Cette brèche peu compacte est constituée de rognons de silex brun jaune tout juste fragmentés liés par un ciment

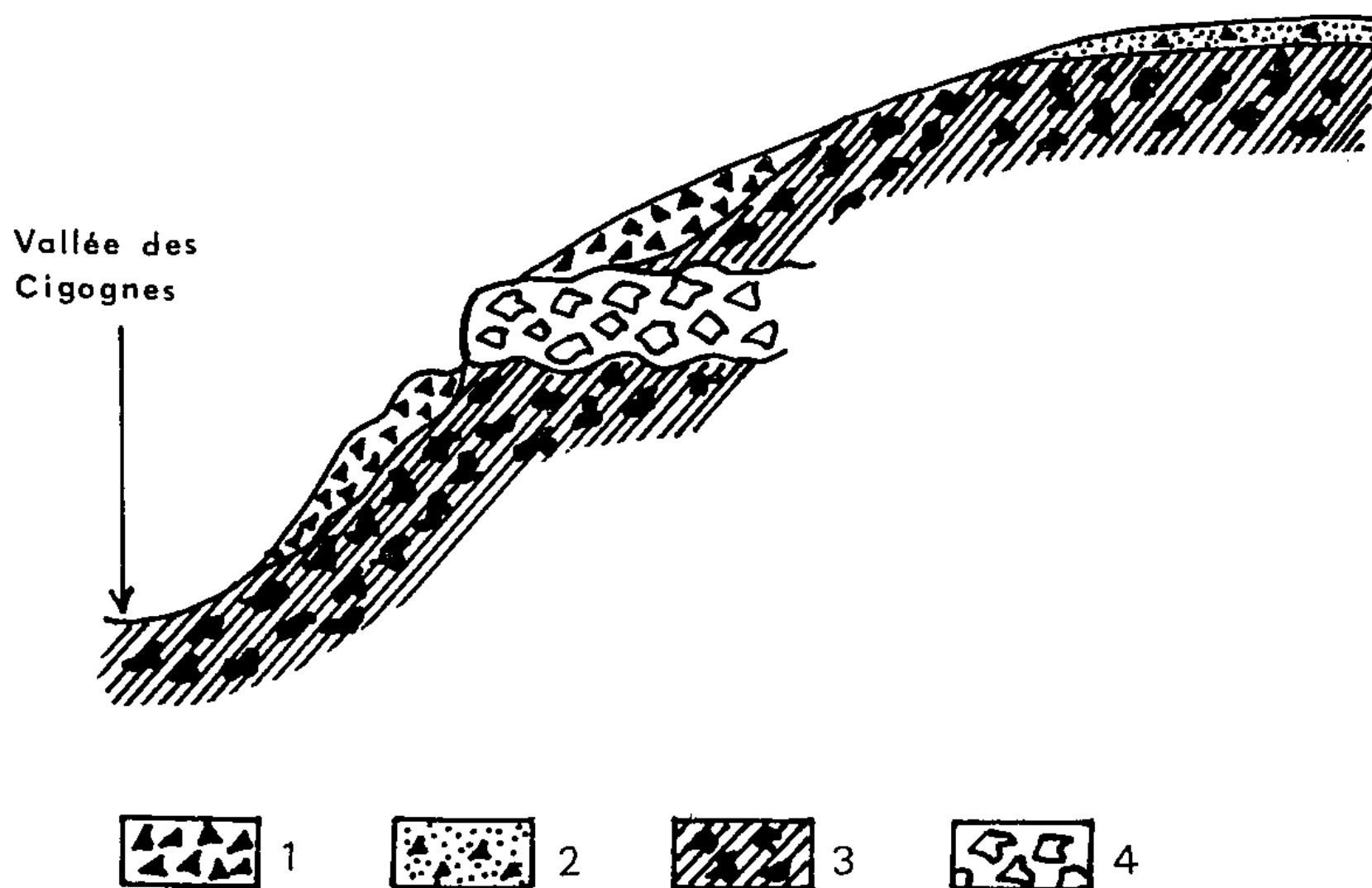


Fig. 5

Fig. 5. — Coupe en forêt de Blois

1. - Eboulis 2. - Eocène 3. - Argile à silex 4. - Brèche

siliceux amorphe. Cette brèche est totalement différente des conglomérats à ciment lustré classique de l'Eocène et bien connus au Nord de la Forêt

de Blois sur le versant de la Cisse ; d'ailleurs l'Eocène existe, à l'état résiduel toutefois, tout en haut de cette petite vallée.

Il semble donc, malgré la présence d'éboulis masquant en partie les contacts que l'on ait bien là un de ces exemples de brèches intraformationnelles à l'Argile à silex comme les citent Faupin, Denizot et Nicolesco. Coupe à Naveil (Fig. 6)

Il existe à Naveil, au lieu dit Mondétour, vers le haut de la pente du coteau, un peu au-dessus de la voie ferrée de beaux polissoirs constitués d'une brèche à silex à ciment lustré. Pour une raison pour le moins obscure, le propriétaire du champ où se trouvent ces monuments, sous prétexte de dégager des blocs alentour a creusé l'an dernier une profonde excavation de plus de 3 m qui montrait la superposition de 2 niveaux :

— à la partie supérieure et sur 80 cm se trouve un limon argileux contenant quelques silex, c'est typiquement un colluvion, c'est-à-dire une formation glissée sur la pente. Dans ce colluvion, et reposant sur la couche sous-jacente, se trouve un premier niveau de perrons, dont les blocs utilisés comme polissoirs.

— à la partie inférieure se trouve une argile grise et ocre finement sableuse et contenant également des silex, dans cette couche se situe un deuxième niveau de brèches.

L'interprétation de cette coupe peut être la suivante : le niveau inférieur (argile sableuse à silex et brèches) représente la formation en place, alors

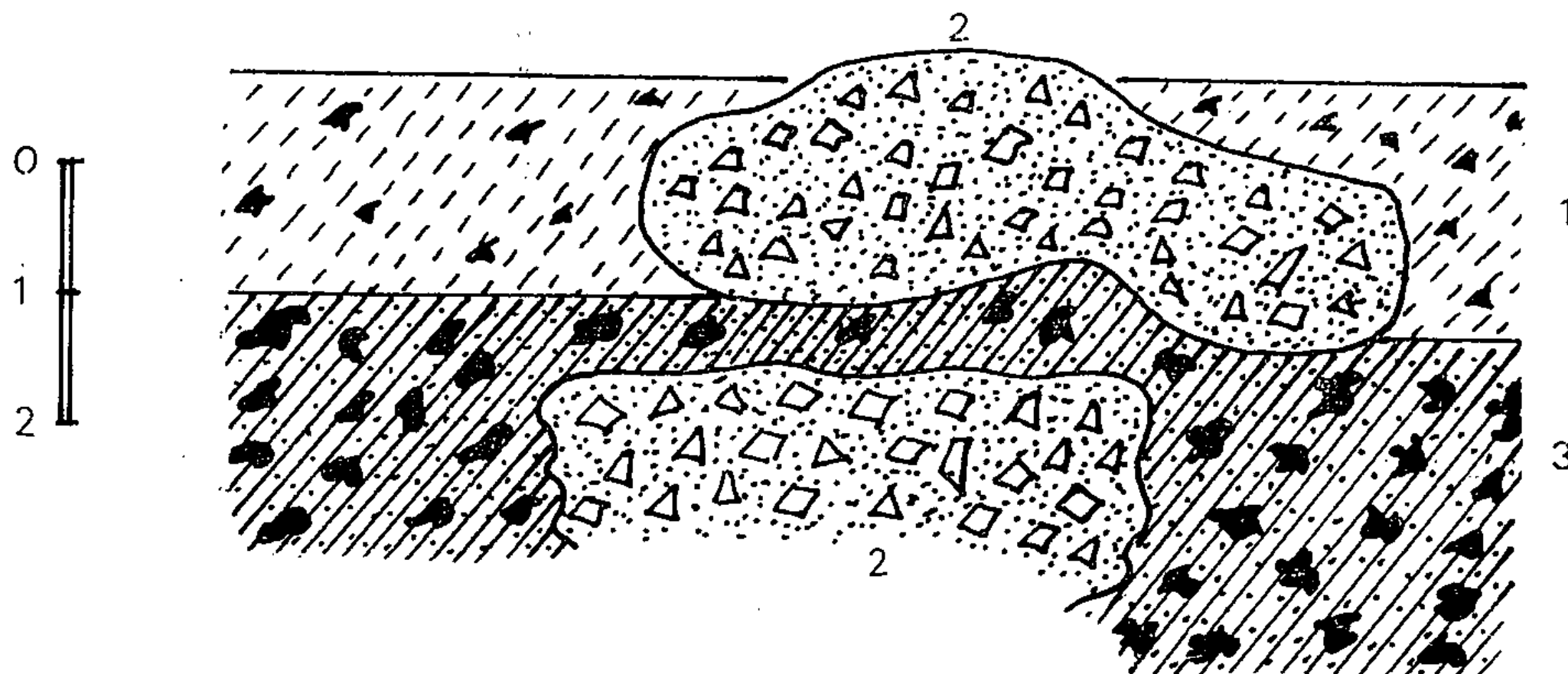


Fig. 6

Fig. 6. — Coupe à Naveil, lieudit Mondétour

1. - Limon argileux à silex 2. - Brèche 3. - Argile sableuse à silex

que la série de perrons supérieure a été dégagée par l'érosion, a pu glisser plus ou moins sur la pente et avoir été ensuite noyée dans les colluvions.

Coupe à Huisseau-en-Beauce (Fig. 7).

C'est encore à propos de polissoirs déplacés que des coupes ont pu être relevées à Huisseau-en-Beauce près de la ferme de la Touche (4). La plus caractéristique de ces coupes montre, venant buter contre un bloc de conglomérat ;

- de 0,00 à 0,55 m un limon contenant quelques silex et des cailloux de grès,
- de 0,55 à 0,70 m une argile rouge finement sableuse,
- de 0,70 à 0,95 m une argile rouge contenant de minces lits de sable,
- de 0,95 à 1,10 m la même argile rouge mais se chargeant de petits blocs de grès,
- à partir de 1,10 m et visible sur 20 à 30 cm un grès tendre blanc bleuté.

Du fait de la présence du bloc, il est difficile de faire la part, dans cette coupe, de ce qui est colluvial et de ce qui est en place. Le limon est certainement colluvial, vraisemblablement aussi l'argile rouge sableuse supérieure ; au-dessous on devrait avoir des niveaux non remaniés.

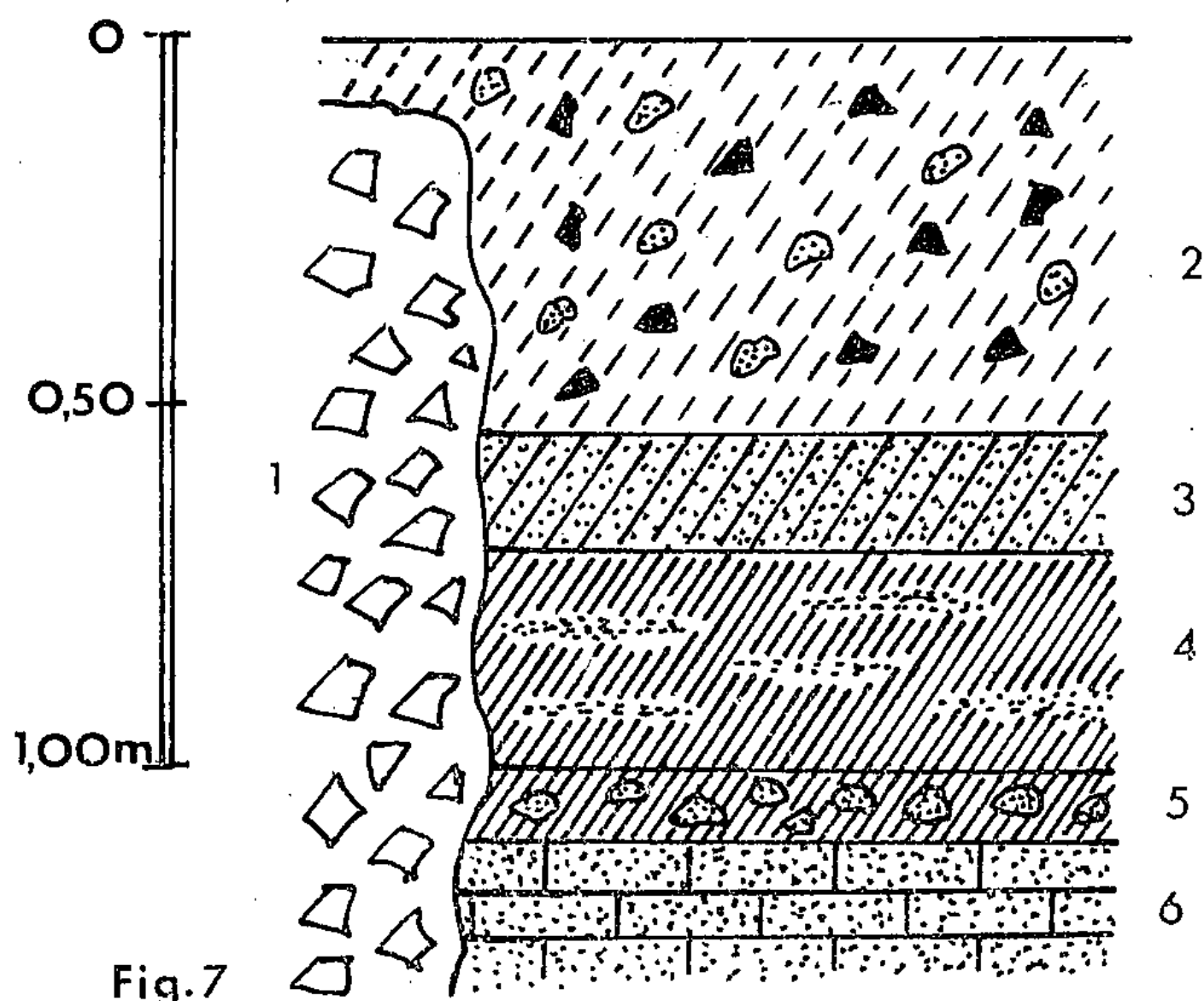


Fig. 7

Fig. 7. — Coupe à Huisseau-en-Beauce

- | | | |
|------------------------------------|--|--------------------|
| 1. - Brèche | 2. - Limon avec silex et cailloux de grès. | 3. Argile sableuse |
| 4. - Argile rouge et lits de sable | 5. - Argile et cailloux de grès | 6. - Grès tendre |

Région de Pouline (Commune de Villerville).

C'est cette fois-ci toute une zone que nous avons étudiée un peu plus en détail, à l'aide des affleurements visibles, mais aussi de coupes dans les fossés de drainage. L'une de ces coupes (Fig. 8) bien que ne contenant pas de conglomérats est intéressante, car elle montre les dispositions relatives des différents niveaux en présence. De haut en bas on distingue :

- une faible couche d'humus,
- un limon brun grisâtre contenant quelques silex brisés,
- une argile limoneuse brune contenant d'assez nombreux silex brisés de 5 à 10 cm ; ce niveau repose soit :

Sur un sable blanc très fin et argileux dont on voit bien la terminaison en lentille,

Sur l'Argile à silex dont on voit bien les gros rognons.

Plus à l'aval dans le sable argileux on voyait apparaître des blocs de brèche.

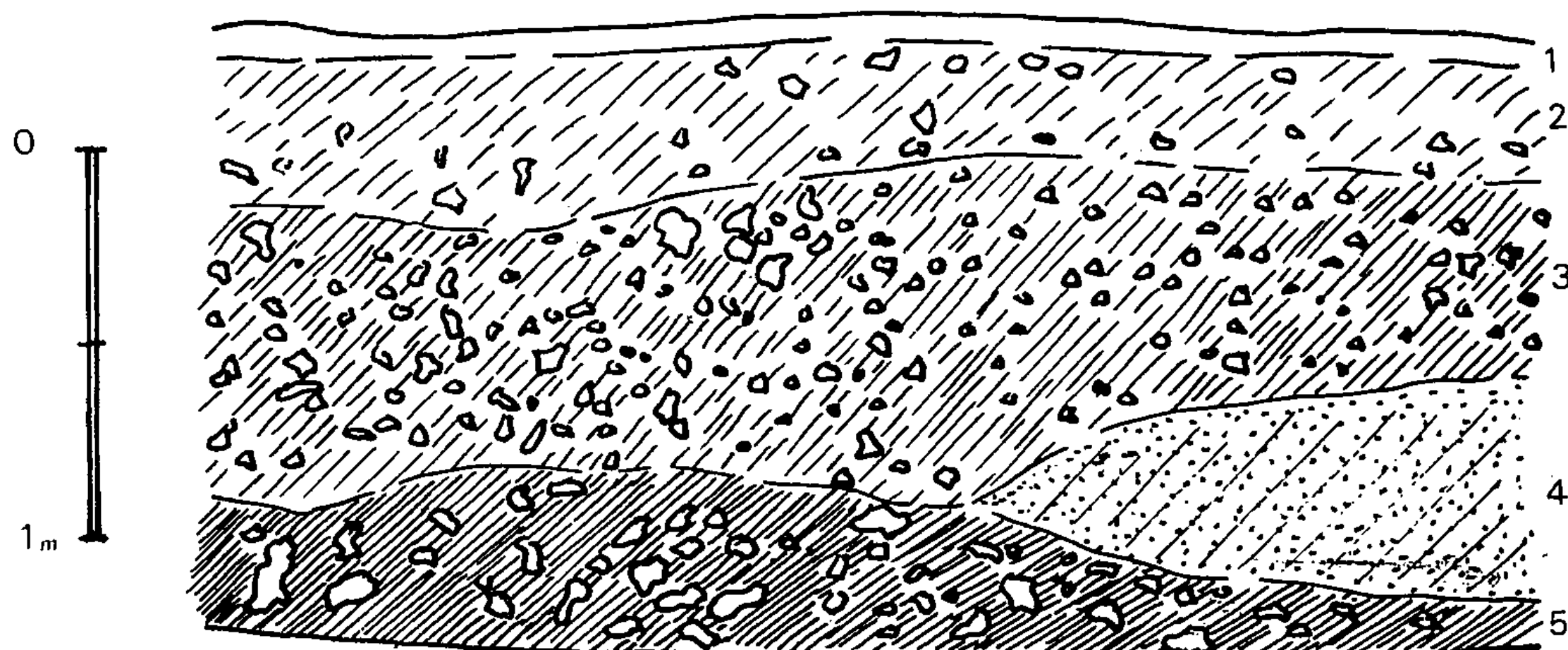


Fig. 8. — Coupe d'un fossé à Pouline (Commune de Villerable)

1. - Humus 2. - Limon 3. - Argile limoneuse à silex 4. - Sable argileux
5. - Argile à silex

L'ensemble des observations faites dans cette zone permet de dresser le schéma théorique donné dans la figure 9 et qui montre les rapports des différents terrains en présence. Le substratum est formé par l'Argile à silex, au-dessus on trouve des niveaux lenticulaires de sables plus ou moins argileux et de brèches représentant l'Eocène ; ces formations passent sous le calcaire de Pouline, rattaché à l'étage Sannoisien et qui forme le sommet des collines. Sur les pentes existe une formation colluviale limoneuse à silex dérivant probablement par solifluxion des affleurements d'Argile à silex ; enfin l'ensemble est recouvert de limons quaternaires. Sur ce schéma on voit bien les différentes positions que peuvent prendre les perrons : en place au sein du sable argileux, en partie dégagés, puis recouverts d'argile limoneuse à silex, voire même entièrement dégagés, résiduels sur l'argile à silex et affleurants.

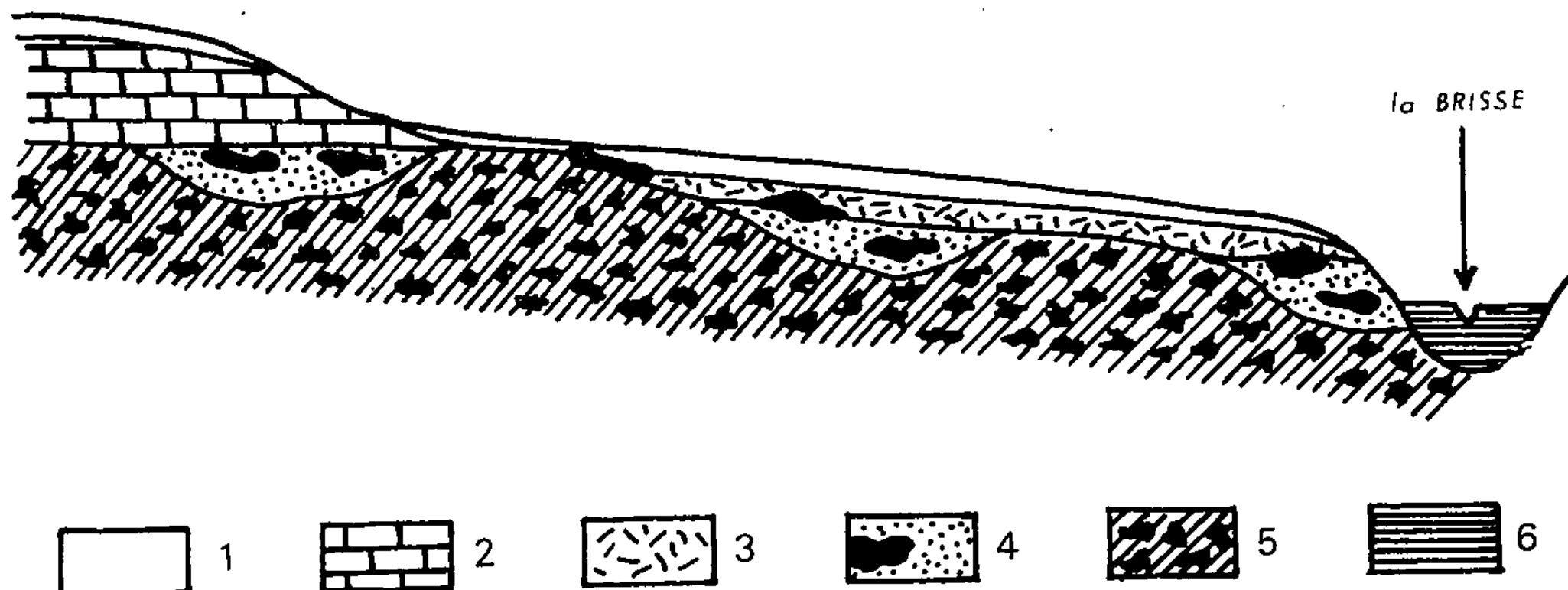


Fig. 9. — Coupe synthétique de la région de Pouline (Villable)

1. - Limon 2. - Calcaire de Touraine 3. - Argile limoneuse à silex
4. - Sables et brèches, Eocène 5. - Argile à silex 6. - Alluvions

Conclusions :

Il est sûr que tous les perrons de la région vendomoise ne sont pas du même âge, et il semble qu'il faille en retenir quatre séries :

- des brèches intraformationnelles à l'Argile à silex,
- des brèches et grès qui, par comparaison avec le Chartrain, peuvent être rattachés à l'Yprésien,
- des poudingues et des grès classiquement considérés comme Bartonien, mais dont l'âge est maintenant mis en doute,
- des poudingues que nous n'avons pas eu l'occasion d'étudier et qui sont rattachés par Nicolesco à l'Helvétien.

Les types caractéristiques sont bien tranchés, mais il existe de nombreux faciès mixtes. Les conditions de gisement de ces perrons sont, sauf exception, difficiles à observer, la formation étant le plus souvent résiduelle et mêlée de colluvions. Ce ne sont donc pas les critères classiques de la stratigraphie tels que la superposition qui permettront de résoudre seuls la question de leur âge. Il faut chercher ailleurs. Une solution pourrait être trouvée en étudiant les minéraux lourds contenus en faible quantité dans ces formations ; mais cela nécessite, outre une compétence particulière, l'examen de nombreux prélèvements pour caractériser les différentes séries et remonter jusqu'à l'origine de ces minéraux, donc de nos perrons. Perrons si maltraités à notre époque, où, considérés comme une gêne, ils sont détruits, alors qu'il y a, somme toute, pas si longtemps, ils furent si utiles à nos ancêtres néolithiques.

Février 1973.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] J. DESPRIÉE, C. LEYMARIOS, J. CARTRAUD, J.-M. LORAIN. Inventaire des mégalithes de la France. 3. Loir-et-Cher. 7^e supplément à Gallia Préhistoire. CNRS. en cours de publication.
- [2] E. FAUPIN. 1909. Essai sur la géologie du Loir-et-Cher.
- [3] G. DENIZOT. 1927. Les formations continentales de la région orléanaise. Thèse.
- [4] G. LECOINTRE. 1947. Géologie régionale de la France. La Touraine.
- [5] L. RASPLUS 1968. Données stratigraphiques et structurales nouvelles sur la région de Loches (Indre-et-Loire). Bulletin du BRGM. Deuxième série N° 3, 1968.
- [6] C.P. NICOLESCO. 1952. Contribution à l'étude pétrographique et stratigraphique de certains dépôts de désagrégation : Argile à silex, brèches et poudingues, sables, gravières et galets de quartz granitiques. Bulletin du Service de la Carte géologique de France. N° 237, tome 50.
- [7] M. GIGOUT, J. ESTEOULE, J. ESTEOULE-CHOUX, L. RASPLUS. 1969. Compte rendus de l'Académie des Sciences. Tome 268.

(1) On remarquera toutefois que ce terme est également utilisé pour toutes sortes de blocs épars à la surface ; ainsi à Tripleville, un dolmen est désigné sous le nom de « Gros Perron », et il est en Calcaire de Beauce.

(2) Nous avons volontairement placé l'Argile à silex à cheval entre le Secondaire et le Tertiaire, c'est aussi une question très discutée.

(3) Renseignement oral, la feuille de Chartres est en cours de publication.

(4) Ces coupes ont été relevées par J. Despriée qui a bien voulu nous les communiquer, ce dont nous le remercions bien sincèrement.

Le Patriote PIERRE NICOLAS HÉSINE

*Ses luttes ardentes en Loir-et-Cher
de la veille de la Révolution à la Restauration (1785-1817)
à Pontlevoy, Blois et Vendôme*

Par M. R. BOUIS

LES DÉBOIRES DE 1814 A 1817
SOUS LA PREMIÈRE RESTAURATION, LES CENT JOURS
ET SURTOUT LA SECONDE RESTAURATION

Les lecteurs de ce Bulletin manifesteront sans nul doute quelque étonnement de me voir aborder dans cette étude consacrée à Pierre Nicolas Hésine la période ultime de son existence (1814-1821) alors que je m'étais arrêté (Bulletin 1971) à la date de son second retour à Vendôme le 20 vendémiaire an VI (11 octobre 1797).

Je me dois de m'excuser auprès d'eux. D'importants documents portés tout récemment à ma connaissance par M. André Bouton, du Mans, me contraignent à remettre à un Bulletin suivant la période intercalaire 1797-1814 correspondant au second Directoire, au Consulat et à l'Empire.

Le préfet de l'Empire, Christiani de Ravaran, en fonction à Blois, depuis le 6 août 1811, soumis à de périlleux exercices de corde raide dès le temps de la Régence de Marie-Louise, dans sa propre ville, au moment même où s'installait à Paris le gouvernement provisoire, sut se maintenir à son poste sous deux gouvernements successifs jusqu'au lendemain de Waterloo. Belle prouesse, convenons-en. Ne jetons cependant pas la pierre à ce fonctionnaire qui brûlait ce qu'il avait adoré la veille toujours au nom de l'intérêt supérieur du pays. Ne traduisait-il pas, il faut bien en convenir, sinon l'opinion du menu peuple des campagnes et des villes et de quelques isolés, réduits au silence, celle, du moins, du cercle étroit des notables aussi bien royalistes que bourgeois dont l'opportunisme fortement mêlé de crainte restait la constante.

Si Hésine eut certes à se plaindre, sous la première Restauration et les Cent Jours, ce fut bien pis, dès le lendemain de l'installation à Blois, du préfet ultra Bacot, le 18 juillet 1815, et le retour, au même moment, à Vendôme, de l'ex-sous-préfet de Beaumont qui avait abandonné son poste le 20 mars précédent. Le sort d'Hésine était dès lors scellé et l'intéressé ne dut pas s'y méprendre.

Un seul document, qu'on peut dater de la première semaine de mai 1815, émanant d'Hésine, une lettre au duc d'Otrante qui avait repris aux Cent Jours le ministère de la police générale, donne quelques renseignements sur ce qu'il eut à souffrir sous la première Restauration comme au cours des Cent Jours. Si nous n'avons pu recouper par d'autres textes les indications fournies dans cette lettre, à l'exception cependant de l'une d'elles, nous ne saurions les passer sous silence. Il s'agit là d'un témoignage de l'intéressé que l'historien n'a pas le droit de rejeter. On nous permettra d'observer que le fait, pour Hésine, de s'adresser au ministre de la police lui imposait l'obligation de respecter l'exactitude de ce dont il avait à se plaindre car il ne pouvait ignorer que le ministre était parfaitement à même, et mieux que tout autre, de s'informer auprès des autorités locales. Mais que contient cette lettre relative à un nombre limité de faits s'échelonnant du 15 mars 1814, veille de la première Restauration, à la fin de la première semaine également de mai 1815, soit près de deux mois avant la chute du gouvernement des Cent Jours ? (1).

« Le 14 mars (1814), à sept heures et demie du matin, un émissaire du parti des Bourbons vient clamer sous sa fenêtre que Bonaparte est blessé à mort et son armée détruite. Il lui répond que l'Empereur est à Fontainebleau, que dans deux jours, il sera à Paris et qu'il se moque de tous ses ennemis. Quelques heures plus tard un sergent de la garde nationale de Vendôme, accompagné de deux soldats, viennent se saisir de lui et le conduisent au violon du corps de garde. Il doit y subir les propos atroces des soldats à l'égard de Bonaparte.

Le 16 mars (ce qui suppose qu'il reste incarcéré depuis le 14), venue du Mans à Vendôme du 35^e régiment se rendant à Orléans ; le service du corps de garde est partagé entre ce régiment et la garde nationale sédentaire. Ce sont les mêmes atroces propos de la part des gardes nationaux (l'Empereur, après avoir brûlé Moscou, avait abandonné son armée et fait manger de la chair humaine) tandis que les soldats du 35^e gardent le silence. Quant à Hésine, Lebas Javary et leurs amis, une commission militaire en fera prompt justice.

C'est alors qu'il tente de se suicider « en s'enfonçant un couteau dans la poitrine ; mais il se casse. A l'aide d'une grosse pierre il essaye ensuite de s'enfoncer un clou dans le crâne. Il tombe à terre baigné de sang. On le laisse dans cet état jusqu'à huit heures et demie parce qu'il était à craindre que le peuple se soulevât si on l'eut porté à son domicile avant la nuit sombre » (2).

Il est resté au lit jusqu'au 26 avril (entendez 1815, ce qui suit impose cette date) et ses blessures sont cicatrisées. A ce moment, poursuit-il, « Blondeau, l'ex-condamné de la Haute-Cour, domicilié à Tours, passant à Vendôme est entré chez moi ; il s'y est arrêté quelques instants, pour avoir des nouvelles de Méry, l'un de mes voisins. Nouvelle visite domiciliaire, chez moi, dans la nuit du quatre au cinq mai (1815), sans arrêté du maire, sans réquisition, par le commissaire de police ».

Et de conclure : « Une telle vexation met le comble aux outrages dont j'ai été abreuvé pour mon attachement à la cause de l'Empereur. Veuillez y

mettre un terme. Je ne demande aucune indemnité pour les souffrances endurées. Le vrai moyen de les faire cesser : régénérer cette garde nationale dévouée aux Bourbons et les autorités qui la font mouvoir pour tourmenter les citoyens honnêtes et amis du gouvernement, pour répandre la terreur et comprimer l'élan patriotique du pays ».

Qu'Hésine eût voulu, de propos délibéré, attenter à ses jours, en mars 1814, au violon du corps de garde de Vendôme, nous ne le pensons pas. De multiples raisons d'ordre psychologique et affectif s'y opposaient. Un tel lutteur, nous l'avons vu, à maintes reprises déjà, n'abandonnait pas la partie, fût-elle désespérée, laissant le champ libre à ses adversaires. L'excellent époux et père qu'il était, lui interdisait, par ailleurs, de recourir à cette solution extrême. Il ne s'agissait, à notre avis que d'une mise en scène destinée à frapper l'opinion sensibilisée par les événements.

L'indication rapide et prudente faite à Fouché, de cette courte visite, postérieure de peu au 26 avril 1815, que lui fit Blondeau pour avoir des nouvelles de son voisin, le jacobin Méry, ne cacherait-elle pas d'autres préoccupations ? C'est tout à fait vraisemblable.

Blondeau, dont les historiens ont perdu la trace depuis la fin de sa captivité en 1802 et dont ils placent la mort à cette époque, réapparut à Vendôme le premier avril 1815, plongeant Boisbercy, qui faisait alors fonction de sous-préfet, dans un abîme de perplexités que nous rencontrons tout au long de sa correspondance avec son préfet. « Si Blondeau est attaché à la police je n'ai aucune objection à faire... si cet individu est chargé de soulever la classe ignorante du peuple et la militaire, il s'acquittera de sa mission avec succès car je le crois très propre à faire perdre aux soldats toute discipline » (2 avril 1815). « Si Blondeau n'est pas employé par la police, il est un conspirateur anarchique » et d'ajouter : « je vous prie, en grâce, Monsieur, de solliciter l'envoi d'un sous-préfet, le mois de mai approche et il est nécessaire que je m'occupe de mes comptes, d'ailleurs mes affaires m'appellent à Paris et mon intention est de me rendre au champ de mai » (4 avril 1815). « Le nommé Blondeau muni d'un passeport très en règle s'est présenté ce matin chez moi pour obtenir l'autorisation de publier l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire. Cet acte a été publié par les soins du maire ; il est placardé dans tous les lieux où s'affichent les lois. Je ne connais aucun caractère à Blondeau, qui a toujours abusé des différentes permissions qu'il a reçues, en ajoutant aux publications qu'il faisait des réflexions anarchiques qui ont excité les plaintes de plusieurs maires... Blondeau doit me dénoncer. Je l'ai engagé à m'adresser une réclamation en l'assurant que je motiverai mon refus, refus que je renouvellerai pendant mon administration... les habitants du Vendomois n'ont pas besoin des instructions des partisans du Bonheur commun et de la doctrine de Babeuf » (5 mai).

On admettrait difficilement que Blondeau, qui parut au moins à deux reprises à Vendôme, le premier avril 1815, d'abord, puis, le 5 mai suivant, au cours d'un séjour d'un mois dans la région où nous le rencontrons à Sougé et Montoire, colportant journaux et publications, n'eût pris langue

qu'une seule fois avec Hésine, « quelques moments seulement et pour l'andine raison que ce dernier donnait au ministre de la police : avoir des nouvelles de son voisin Méry. On ne peut et on ne doit passer sous silence la communauté d'esprit qui unit les deux hommes au temps du procès de Babeuf. N'avait-on pas vu Blondeau, détenu en la maison de Justice de Vendôme, tenter de faire passer, par le canal de l'avocat Ballyer père (le 10 floréal an V), une lettre à la femme d'Hésine dans laquelle il lui demandait de lui faire parvenir quelques numéros qui lui manquaient de la collection du journal de son mari ? Il n'est pas osé de penser que cette communauté d'esprit entre les deux hommes subsistait encore au temps des Cent Jours.

Les tergiversations de l'Empereur qui « n'indiquait ni avec qui ni contre qui il voulait gouverner » (3) n'étaient, sans nul doute, pas de nature à les satisfaire. Mais, bon gré mal gré, leur passé révolutionnaire les rejetait du côté de Napoléon. Blondeau pouvait ainsi apparaître aux yeux des autorités locales comme un agent à la solde du gouvernement tandis qu'Hésine, politique plus perspicace et qui avait position assise à Vendôme, tenait à se confiner, du moins apparemment dans une attente exempte de tout éclat. Ce qui ne le mit cependant pas à l'abri d'une visite domiciliaire, dans la nuit du 4 au 5 mai (1815), en liaison, à coup sûr, avec la présence de Blondeau, à ce moment, à Vendôme. Le sous-préfet Boisbercy, vieil et tenace adversaire d'Hésine, pensait assurément que ce dernier pouvait donner asile à Blondeau ; d'où cette visite inopinée du commissaire de police au milieu de la nuit du 4 au 5 mai, au domicile d'Hésine, rue du Mail, pour y constater, but essentiel de l'opération, la présence de Blondeau, ce qui n'eût pas manqué de fournir à Boisbercy une charge nouvelle à l'encontre d'Hésine : ses relations avec un agent de la faction anarchique.

Première Restauration et Cent Jours, en Loir-et-Cher, apparaissent comme des périodes de calme relatif, d'attente angoissée de la classe politique, malgré les bavures précédentes, relevant bien plutôt d'inimitiés locales que d'un dessein politique affirmé.

Sur le plan religieux, il importe de signaler que, sous la première Restauration, cinq prêtres dont Thoinier, l'ex-curé de St-Martin et son vicaire Gauthier (4), qui exerçaient clandestinement à Vendôme et dans les environs, comme ayant refusé de se rallier au Concordat, se « crurent autorisés, d'après les heureux événements qui venaient de s'opérer », de célébrer leur culte d'une manière ostensible. « Aujourd'hui, écrit Boisbercy au préfet, le 1^{er} juin 1814, ils chantent l'office. La célébration des saints mystères dans leur chapelle est, disent-ils, la véritable messe de la paroisse ». Quand on sait que dans le nombre considérable de leurs fidèles « figuraient, parmi les hommes, ceux qui conservaient une fidélité inviolable à l'ancien ordre de choses et, pour le peuple, la partie de ceux qui avaient été préservés de la contagion révolutionnaire et irrégulière » (5), il est permis d'imaginer ce que serait bientôt, sous la seconde Restauration, la réaction ultra.

Sous les Cent Jours, à l'occasion de la tenue « des assemblées primaires, dans les églises », une correspondance entre l'évêque d'Orléans et le préfet de Loir-et-Cher nous apprend « que des curés très estimables sont décidés

à abandonner pour jamais leurs paroisses et se retirer du saint ministère si leurs églises servent à cet usage » (6). Les abstentions massives tant dans les collèges d'arrondissements que dans celui du département (7), pour les élections à la chambre des représentants, traduisent d'une manière indéniable l'état d'esprit des électeurs quant à la solidité et à l'avenir du régime.

Les fonctionnaires de l'Empire, préfet en tête, restaient cependant en place ; Hésine exerçait ses fonctions d'avoué, son ami Ballyer fils occupait, sous les deux gouvernements, le même siège de procureur près le tribunal civil.

Dans une intéressante lettre adressée au Roi, le 15 octobre 1816, et sur laquelle nous reviendrons, il avoue « qu'il a eu la faiblesse d'adhérer sur le registre ouvert au greffe à l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire (8). C'est une contradiction dans ma conduite qu'on peut me reprocher, mais, Sire, j'ai été averti que le tribunal avait donné son adhésion à cet acte sur le registre ouvert à la sous-préfecture. Voulant éviter, dans un âge assez avancé, les persécutions des satellites du tyran j'ai adhéré par crainte non par sentiment » (9).

Si un détachement de 400 cosaques s'aventura jusqu'à Blois, le 11 avril 1814, pour y camper, sur la Grande Pièce, la nuit du 11 au 12 et en repartir le lendemain 12 (10) pour Etampes, le Loir-et-Cher ne connut pas l'occupation et ses charges cette année-là. Ce fut un an plus tard, aux termes de la convention du 3 juillet 1815, que les troupes prussiennes pénétrèrent dans ce département et que 500 de leurs soldats occupèrent Vendôme peu après cette date, abstraction faite des autres éléments dispersés dans le seul arrondissement de Vendôme (11).

Dans sa lettre au Roi du 1^{er} octobre 1815 dont toutes les assertions ne pouvaient manquer de faire l'objet de vérifications par des hommes nullement enclins à la complaisance et que nous déplorons de ne pouvoir publier intégralement dans le cadre de cet article, Hésine fait état de ces bruits sinistres qui précédaient les troupes prussiennes. « Heu fuge crudeles terras, fuge litus avarum » lui conseillaient ses amis. Mais il lui paraissait dur de quitter une femme, des enfants, une profession ; il resta donc au sein de sa famille et fit aux soldats prussiens qui avaient été logés chez lui le meilleur accueil possible. L'homme, on le voit, se tenait sur ses gardes et observait la plus grande prudence, comme au temps de la première Restauration.

L'installation à la préfecture de Blois (18 juillet 1815) de l'ultra Bacot (12) qui suivit de peu la venue des troupes prussiennes, le retour à Vendôme du sous-préfet de la première Restauration, le comte de Beaumont marquèrent le début de la Terreur Blanche (13) en ce département. Hésine en fut la première victime, et ce, dès le 22 juillet. On se proposait, en le frappant, d'en imposer à une multitude de mécontents, en même temps qu'on ne tarderait pas à sévir contre Jacobins et Bonapartistes ou présumés tels et que se préparait à l'échelle départementale une large épuration de fonctionnaires à la requête ou sur les indications, trop souvent, de tel bon royaliste de leur voisinage (14).

Le 22 juillet 1815, à 10 heures du soir, deux officiers prussiens arrêterent Hésine. Le colonel Baron Hiller, commandant le corps stationné à Vendôme, le fit conduire à Paris en compagnie d'un certain Pilet, jardinier, appréhendé dans les mêmes conditions et au même moment que lui pour comparaître devant le général Muffling, gouverneur de Paris. Le 29, le baron de Pfuel, sur l'autorisation du général Muffling, le fit remettre en liberté sur la simple considération qu'il n'avait été arrêté qu'en raison de ses opinions politiques. Et il en fut de même pour Pilet. Les deux hommes purent alors prendre, le lendemain 30 juillet, un passeport à la préfecture de police et revenir à Vendôme le 1^{er} août au matin par la voiture publique.

Il faut lire la lettre de M. le sous-préfet de Vendôme à son préfet, en date du 23 juillet, moins de 24 heures après l'arrestation d'Hésine : « Les sieurs Hésine, avoué en cette ville, et Pilet jardinier ont été arrêtés la nuit dernière par les Prussiens en vertu d'ordres supérieurs adressés directement à M. le commandant des troupes stationnées à Vendôme et dont il m'a informé ce matin. J'ignore absolument d'où émanent ces ordres et où ont été conduits ces deux individus. Ce que je sais bien, c'est qu'ils étaient de mauvais sujets. Je me dispenserai de vous narrer la conduite d'Hésine. Il est tellement connu par son opinion et ses actions révolutionnaires... Il est encore quelques esprits remuants et dangereux que l'opinion publique accuse fort. Peut-être seront-ils signalés aux Prussiens. Je le désire fort. Ce serait purger le pays que leur appliquer la mesure suivie pour Hésine. Ces messieurs disparus, les autres ne bougeront pas, je l'espère... ».

M. le sous-préfet n'abusera personne. Ces ordres supérieurs dont il ignorait absolument l'origine, a-t-il l'impudence d'écrire, et qu'il souhaitait voir s'étendre à quelques autres esprits remuants et tapageurs mais c'était à sa prière qu'on les avait exécutés. Le 28 septembre suivant, dans une nouvelle lettre à son préfet, il n'hésita point à s'en attribuer l'initiative : « Le sieur Hésine, arrêté à Vendôme le 22 juillet 1815, d'après la demande que je fis au colonel de Hiller de délivrer le pays d'un homme aussi dangereux, qui ne cessait d'employer tous les moyens de soulever le peuple contre l'autorité royale en répandant des propos trop dangereux pour que le peuple, sur qui cet homme a beaucoup d'influence, n'y croie pas dans les moments où il étoit en souffrance, Hésine disait que les royalistes avaient voulu les alliés et qu'il fallait les punir de faire souffrir les malheureux... De commune en commune lui et ses agents répandaient des propos séditions contre le roi et sa famille même depuis le 20 mars... ». Cette lettre du 28 septembre 1815 nous apprend, entre autres détails sur lesquels nous ne devons anticiper, que notre sous-préfet informa le ministre de la police de l'arrestation d'Hésine, au moment où elle venait de s'effectuer, (22 juillet) et lui demanda, à cette occasion, que cet homme fût envoyé hors du département — et qu'il ne reçut pas de réponse de ce ministre.

On imagine quelle fut la déception de M. de Beaumont de voir Hésine revenir à Vendôme muni d'un passeport de Son Excellence le ministre de la police. « Les honnêtes gens, écrit-il au préfet (2 août), ont vu avec le plus grand chagrin le retour inopiné de ces deux mauvais sujets... Les Jacobins

dont il est le chef en cette ville sont triomphants. Je ne vous cache pas que si cet homme est de nouveau mis en liberté je ne peux répondre de la tranquillité publique qu'il cherchera toujours à troubler par de sourdes menées. D'un autre côté M. le colonel prussien m'a rendu responsable de ce qui pourrait arriver de fâcheux, soit par les intrigues d'Hésine, soit par celles de ses créatures. Il a même menacé le maire de Vendôme de le faire enlever s'il arrivait le moindre mal à ses soldats... ». Dans la même lettre il informait son préfet que le colonel prussien (sur sa demande sans nul doute) avait fait garder Hésine à vue à son domicile par un soldat prussien, (trois nous dit Hésine). N'avait-on pas surpris la religion de son Excellence ? ». Le 4 août, le préfet Bacot, en transmettant au ministre de la police la lettre du sous-préfet de Vendôme du 2 août, le priait de bien vouloir lui donner la plus grande attention. Nous avons conservé la minute laborieuse de cette lettre chargée de ratures.

Mais ses tenaces adversaires avaient pensé qu'à l'occasion de son arrestation par les Prussiens le 22 juillet le moment était alors venu de provoquer sa destitution de ses fonctions d'avoué. Nous possédons à cet égard une lettre du président du tribunal Vié, un ex-collègue d'Hésine, au sous-préfet, en date du 23 août 1815. « Hésine arrêté par les Prussiens je crus que le moment était venu de provoquer sa destitution. Le tribunal partagea mon opinion, les avoués la provoquèrent (15) par un mouvement spontané... chargé d'assister à la levée des scellés apposés à son cabinet je n'avais pu procurer à l'autorité les pièces de correspondance qui eussent pu faire la matière d'un crime punissable ». Sans doute Vié signale-t-il « le portrait de Babeuf répandu avec profusion sur les cheminées avec une apothéose » (16). Mais cela ne constituait pas une charge, ce que le président Vié n'eût pas manqué d'indiquer dans le cas contraire.

Cette levée de scellés « sur ses papiers » en son domicile eut lieu immédiatement après son retour inopiné et brusque de Paris d'après les renseignements que nous avons pu recueillir aux archives nationales (17).

Quant aux dossiers de son étude qui avaient été déposés au greffe pendant son absence « ils me furent rendus (nous dit-il) dans les premiers jours de septembre, à la simple réquisition du sous-préfet, ce qui prouve qu'il est le principal mobile de mon affaire » (18).

La persécution dont il avait été l'objet jusque-là semblant s'apaiser, il n'hésita pas à adresser une lettre, le 5 septembre 1815 (19), en tous points conforme à ce que nous savons de lui, à son plus tenace adversaire, le sous-préfet de Beaumont. Il lui fait observer que ce n'est point d'après une note insérée dans un journal en l'an V, au milieu des orages de la Révolution, que sa conduite politique et ses sentiments doivent être jugés. Il lui rappelle que l'ordonnance du 24 juillet dernier a indiqué les individus dont la conduite devait être soumise à l'examen des tribunaux, que la liste en est close et qu'elle ne peut être étendue pour aucun motif et sous aucun prétexte quelconque (Ch. 2, 4) ; encore est-il à observer que l'examen des tribunaux et des chambres portera sur des faits bien postérieurs à l'an V et tous relatifs à la trahison du 20 mars 1815... « Or je suis absolument étranger à la trame

dont il s'agit ; jamais je n'ai eu de correspondance avec les agents du gouvernement ni avant, ni depuis le 20 mars 1815 ». Et crânement il poursuit : « Mon opinion depuis l'an 1800 étant que le gouvernement du légitime souverain, si la république est jugée impossible, est préférable à celui d'un vulgaire usurpateur. Depuis le mois d'avril 1814 j'ai été plusieurs fois menacé d'un traitement pareil à celui que j'éprouve aujourd'hui. J'en ai témoigné mon mécontentement en disant que ce n'était pas par des persécutions qu'on pourrait rallier au trône de Louis XVIII des personnes disposées par cœur (?) et par système à embrasser sa cause. Quoiqu'il en soit la fermeté de mon caractère me rend supérieur à toutes les tracasseries auxquelles d'ailleurs vous êtes étranger et rien ne m'ébranlera dans la foi politique que j'ai professée ouvertement depuis 1800 et qui se trouve consignée dans les papiers saisis à mon domicile. Mon intention, M. le sous-préfet, en vous écrivant la présente, est uniquement de vous pénétrer de la vérité de ce que je vous écris et, (dernière flèche), de vous manifester le désir que j'ai de vous être redevable d'un service et de pouvoir vous en témoigner ma reconnaissance, d'obtenir la permission de me présenter chez M. le baron d'Hiller pour lui faire des remerciements et le prier d'être l'interprète de mes sentiments auprès de MM. les commandants prussiens de Bonneval, de Chartres et de Rambouillet... » N'était-ce pas faire entendre clairement au sous-préfet qu'il n'ignorait pas quel pouvait être le véritable instigateur des persécutions dirigées contre lui ?

Sa situation en réalité n'était guère brillante : sans doute les scellés sur ses papiers avaient-ils été levés, les dossiers de son étude remis à sa disposition mais l'exercice de sa profession lui restait interdit du fait de la présence d'une garde de trois soldats prussiens qui le privaient de toute communication avec ses clients. Il avait bien réclamé auprès de l'autorité prussienne. Celle-ci lui répondit qu'elle agissait conformément au désir de l'autorité locale, mieux, qu'elle n'avait fait qu'adoucir ces mesures provoquées par l'autorité française.

Mais les événements allaient se précipiter. L'ampliation d'une ordonnance du Roy du 24 août (1815) par laquelle « la destitution du Sieur Hésine, avoué près le tribunal, est prononcée » parvint au procureur du Roi le 12 ou 13 septembre. L'ordonnance n'était pas motivée certes, mais qu'importait. N'a-t-on pas vu à des périodes plus proches de nous et ne verra-t-on pas encore, hélas, de pareilles décisions ?

Selon le sous-préfet, un huissier du tribunal signifia sa destitution à l'intéressé le jeudi 14 septembre. Celui-ci, que les Prussiens gardaient toujours à vue s'échappa ce même jour entre 9 et 10 heures du soir. « On a la certitude que cet homme ne s'est pas fait périr et je le présume caché chez quelques-uns de ses partisans » écrit de Beaumont à son préfet (20).

Hésine, dans sa lettre au Roi du 1^{er} octobre 1815, indique seulement que le commandant prussien accompagné de deux officiers entrèrent dans son domicile le 13 septembre et tinrent à son endroit des discours menaçants et que, craignant un sort plus rigoureux, il quitta sa maison, y revint secrètement le 17 et partit, dans la matinée du 18, pour Herbault.

Il avait écrit la veille à sa fille aînée, mariée à Chaumont-sur-Loire, de venir le trouver le lendemain à Herbault. Son intention, à ce moment, était d'obtenir du préfet l'autorisation de résider provisoirement à Chaumont-sur-Loire. Mais le maire d'Herbault, ayant appris sa présence par le bruit public, le fit arrêter et conduire, le 18 au soir, devant le préfet, lequel le renvoya le 20 à Vendôme sous l'escorte de deux gendarmes pour prendre telle mesure qu'il appartiendrait.

Le sous-préfet de Vendôme, devant lequel les gendarmes l'avaient amené, lui déclara qu'il venait de recevoir une lettre du « général Hiller » par laquelle ce dernier le réclamait. Était-ce bien exact (21) ? Puis il le fit déposer à la maison d'arrêt. Mais rien ne motivait à ce moment, d'une manière légale, la détention d'Hésine. Bacot, l'ultra Bacot, le reconnaissait (22). Quelle excellente et opportune demande que celle du commandant prussien ; elle permettrait de maintenir Hésine en prison. On ne le retiendrait incarcéré à la maison d'arrêt que pour le soustraire à d'éventuels mauvais traitements de la part des étrangers. Mais il fallait obtenir sa requête « tendante à être détenu dans la maison d'arrêt de Vendôme pour sa propre sûreté jusqu'au départ du corps prussien ». Un des principaux employés du sous-préfet, un certain Deniau, se rendit peu après à la maison d'arrêt, ce même jour 20 septembre 1815, pour inviter Hésine à signer un tel acte. Celui-ci hésita, demanda un délai pour délibérer avec sa famille ; en réalité il voulait faire prévenir le général prussien avant de signer un tel acte. Mais « un quart d'heure plus tard le même Deniau m'a exhibé une note du sous-préfet portant déclaration expresse qu'il allait me faire déposer de suite au corps de garde des Prussiens. J'ai donc prêté le consentement exigé de moi et me suis placé sous la sauvegarde de l'autorité française » (23).

Coup de théâtre. Fouché, duc d'Otrante, ministre de la police, informe le préfet le 19 septembre 1815 qu'il a reçu un exposé des plaintes d'Hésine. La lettre du ministre donne un très clair résumé de ces plaintes :

« Monsieur le Préfet, Monsieur Hésine avoué à Vendôme expose qu'au mois de juillet dernier il fut arrêté par les Prussiens, conduit d'abord à Châteaudun, ensuite à Paris et là mis en liberté par ordre du gouverneur commandant, monsieur le Baron Pfult (sic) ; qu'en retournant chez lui il apprit cependant que les scellés avaient été mis sur ses papiers et que tous les dossiers de son étude avaient été transportés au greffe ; que de retour à son domicile il a vu s'établir auprès de lui une garde de trois soldats prussiens ; qu'ayant réclamé auprès du commandant étranger il en a reçu la réponse que ces mesures avaient été provoquées par l'autorité française et que l'autorité prussienne n'avait fait que les adoucir. Il ajoute que, d'après cette explication, il s'était adressé à monsieur le Sous-préfet de Vendôme qui lui a fait rendre ses papiers mais qu'il est toujours gardé de manière à ne pouvoir reprendre l'exercice de sa profession puisque toute communication avec ses clients lui est interdite. Il assure au reste que les étrangers ne lui reprochent rien et sont prêts à le laisser libre ».

En conclusion le duc d'Otrante croit devoir s'exprimer d'une manière telle qu'on ne peut pas ne pas y sentir le blâme :

« S'il en est ainsi, cette intervention de l'autorité étrangère, réclamée par l'autorité française, dans une affaire de police et d'administration intérieure, est une sorte d'outrage fait à l'autorité du roi. Je vous prie de vouloir bien prendre à ce sujet des renseignements positifs, m'en transmettre le résultat et faire cesser les arrêts imposés à M. Hésine si le compte qu'il rend de l'affaire est exact et si les mesures prises contre lui n'ont réellement pour motifs que des inculpations vagues sur lesquelles dans aucun cas l'intervention des étrangers ne devait être invoquée. J'attends incessamment votre réponse ».

Le Ministre de la police générale,

Signé : Le Duc d'Otrante (24).

Ce 19 septembre 1815, jour où Fouché signait cette lettre relative à Hésine, fut aussi le dernier d'un dernier ministère avant l'exil définitif. Il fut remplacé par Decazes dont ne ne saurait dire si les souvenirs vendomois purent jouer en faveur ou non d'Hésine qu'il avait connu pendant le Directoire à Vendôme.

Les élections du 25 août 1815, à la nouvelle chambre, la Chambre Introuvable, amenèrent, parmi les trois députés, le préfet Bacot. Cet homme, de connivence avec le sous-préfet de Vendôme, s'acharna contre le malheureux avoué vendomois et réussit à lui faire appliquer les dispositions de la loi de sûreté générale (29 octobre 1815) sous le coup de laquelle il ne tombait pas, de l'aveu même du ministre de la police !

Bacot, dès la réception de la lettre de Fouché, le ministre disgrâcié, écrivit le 21 septembre à de Beaumont de « ne négliger aucun des détails propres à démontrer le danger de la présence d'Hésine. Attachez-vous à indiquer les faits qui le concernent depuis le 20 mars et plus particulièrement depuis la rentrée du Roi. C'est de ce dernier point que partent les griefs les plus puissants », ce qu'évidemment l'on aurait dû faire conformément aux textes en vigueur, et que l'on n'avait pas fait, et pour cause, puisque, comme nous l'avons déjà dit, aucune disposition légale ne pouvait justifier de la détention d'Hésine à la maison d'arrêt de Vendôme.

Point n'est besoin de dire que lorsque le corps prussien et son état-major quittèrent Vendôme, à la fin de la seconde quinzaine de septembre, Hésine ne fut pas relaxé comme le stipulait pourtant le document dont on lui avait arraché, bon gré mal gré, la signature le 20 septembre et qui impliquait sa mise en liberté lors du départ des troupes prussiennes. « Voici ce moment arrivé, répondait de Beaumont le 28 septembre à M. Deméloizes (chargé de l'intérim de Bacot retenu à Paris par ses obligations à la nouvelle Chambre) et je vais être obligé de le remettre en liberté si Son Excellence le Ministre de la guerre n'en décide autrement. Tous les honnêtes gens sont effrayés de le voir remettre en liberté. Je sollicite de nouveau, M. le préfet, le bannissement de cet homme. Veuillez me répondre courrier pour courrier. J'attendrai votre réponse avant de le faire mettre en liberté ».

M. de Beaumont ne chôma pas. Il constitua un dossier composé des pièces les plus diverses : lettres du maire, du président du tribunal, de la chambre des avoués, sollicitant toutes l'expulsion. Il y ajouta la copie de la lettre d'Hésine par laquelle il demande de rester en prison jusqu'au départ des troupes prussiennes ainsi que des lettres absolument insignifiantes de Lenain et de Méry adressées à leur ami Hésine les 27 mars et 28 avril 1815, des extraits du registre des délibérations de la chambre des avoués du 19 ventose an IX, la minute d'une lettre d'Hésine au duc d'Otrante depuis le retour de l'usurpateur, le n° 231 de la Quotidienne du 13 décembre an IV contenant un article de la façon d'Hésine, des lettres d'Emile Babeuf, des portraits de Babeuf « victime de son amour pour la liberté » célébré par des vers d'Hésine qui expriment ses regrets, tous documents dont nous avons pu prendre connaissance aux Archives Nationales.

Le 29 octobre M. de Beaumont s'adressant au préfet lui avoua que malgré toutes ses démarches et tous ses soins il n'a pu obtenir que des pièces insignifiantes qui, si elles ne le compromettent pas, prouvent au moins que, par ses liaisons, ce n'est pas l'ami du gouvernement et qu'il a été et qu'il est encore l'appui et le protecteur de la secte jacobine dans ce pays. « Joignez, je vous prie M. le Préfet, vos efforts aux miens pour débarrasser le pays de ce mauvais sujet. S'il n'y était plus, ses partisans seraient bientôt réduits au silence et à l'impuissance de nuire. Il est ici le rouage et l'unique soutien de son parti... frappons le chef et les partisans tomberont » (25).

Le préfet joignit effectivement ses efforts à ceux de son sous-préfet le 3 novembre suivant. De sa lettre au ministre de la police nous détachons le passage suivant. Il est relatif aux motifs qui portèrent les Prussiens à s'assurer de la personne d'Hésine « qui leur avait paru compromettre essentiellement leur tranquillité sachant qu'il ne cessait de mettre en jeu tous les ressorts imaginables pour indisposer le peuple et l'exciter à la sédition et à la révolte... Le Sr Hésine livré depuis 25 ans à l'étude des moyens à employer pour travailler l'esprit du peuple et en même temps à se mettre à couvert de tout soupçon l'ont rendu assez habile pour se soustraire aux recherches d'une simple police ». Mais qui avait donné ces renseignements aux autorités prussiennes ? (26). M. de Beaumont nous en a donné la réponse dans sa lettre précitée du 28 septembre à son préfet.

Harcelé par son préfet, Decazes lui répondit, le 18 novembre 1815, qu'il se rangeait à son avis, qu'il partageait son opinion sur la nécessité d'assigner à Hésine une autre résidence. Mais nous croyons devoir donner un plus large extrait de la lettre du ministre de la police : « Il n'existe, à ce qu'il paraît aucune charge assez récente, assez positivement établie pour donner lieu, contre le Sr Hésine à l'application de la loi du 29 octobre dernier. Mais la part active qu'il a prise aux excès révolutionnaires, le mauvais esprit qu'il n'a cessé de manifester et l'influence dangereuse qu'il peut excercer auprès d'une certaine classe justifient suffisamment les craintes que vous m'exprimez. La proposition que vous me soumettez à son égard me paraît être dictée par une sage prévoyance. Vous voudrez bien notifier au Sr Hésine qu'il ait à s'éloigner sous le plus bref délai de votre département. En me rendant

compte de son départ vous aurez soin de m'indiquer le lieu sur lequel vous l'aurez dirigé ». Il n'est pas superflu de transcrire la note apposée par le préfet en marge de cette intéressante et importante lettre : « Comme les mesures prises ne sont pas ordonnées pour tourmenter inutilement le Sr Hésine mais pour protéger le pays de sa dangereuse influence on sera fort aise de donner pour sa retraite, de préférence, un lieu qu'il aura choisi ».

On ne manquera pas d'être frappé par le fait que deux ministres de la Restauration, Fouché et Decazes, marquèrent le premier quant à l'arrestation d'Hésine par les Prussiens, le second quant à l'application de la loi de sûreté générale du 29 octobre 1815 quelques réserves.

On me permettra pour ne pas abuser de l'hospitalité que m'offre ce Bulletin de résumer à grands traits les dernières années de l'existence de ce personnage hors série que fut Hésine. Je suivrai à cet effet ce que j'en ai écrit dans les A.h.R.f. que le regretté Dautry a repris dans le Dictionnaire du Mouvement Ouvrier Français de Maitron.

Assigné à résidence à Rouen, il quitta Vendôme le 13 décembre 1815, accompagné de son fils Charles, sans avoir pu céder son cabinet d'avoué, toucher son cautionnement et traiter avec ses créanciers et débiteurs. Sans doute Decazes lui accorda-t-il un séjour d'une quinzaine à Vendôme pour tenter d'y terminer ses affaires. Sa présence y suscita à nouveau les dénonciations et l'hostilité de l'administration locale. Rendu enfin à « l'entier exercice de sa liberté » (28 février 1817) il revint à Vendôme. Mais comme il avait été destitué de ses fonctions d'avoué en 1815 il n'y pouvait subsister lui et les siens. On faisait littéralement le vide autour de lui. Une coalition de la basoche vendomoise lui interdit même de s'installer comme agent d'affaires. L'administration, en la personne surtout du sous-préfet de Beaumont, envisagea même de faire état de ragots de basse police et de le poursuivre. Mais Decazes refusa de suivre ce trop zélé fonctionnaire. Il faut des preuves pour provoquer l'action de la justice et il ne convient pas que des agents de police puissent intervenir dans l'affaire que le sous-préfet se proposait de soulever.

Hésine retourna donc à Rouen, s'établit comme agent d'affaires rue des Ramassés n° 17. Sa mort dans un état voisin de la misère, le 21 février 1821, fut déclarée par deux hommes du peuple, un voiturier et un gendarme.

(1) F 7.9093. A.N.

(2) Le sous-préfet de Vendôme était depuis le 8 mai 1813 M. de Contades, ex-officier de cuirassiers en retraite. Le comte Armand de Beaumont, nommé par le Roi, le 24 février 1815, devait lui succéder. De Beaumont fut installé le 13 mars 1815 par le maire Jacques René Josse Boisbercy faisant alors fonction de sous-préfet. Arrivé en réalité le 10 précédent il informait, le jour même de son installation, le Directeur général

de la police que le Roi pouvait compter sur ses sujets de l'arrondissement de Vendôme et sur sa fidélité, que l'escadron de cuirassiers royaux qui était dans cette ville, partait le lendemain pour Montargis, que son commandant le comte de Bryas et ses officiers s'étaient prononcés en faveur des Bourbons, que M. de Marescot avait été chargé par lui d'organiser la cohorte de la garde nationale et qu'une revue sera passée, le lendemain 14 mars, « sous prétexte d'arrivée de la duchesse d'Angoulême ». Il indiquait en outre que M. Delaforêt, ex-intendant à Naples qui demeurait à Fréchines avait la réputation de s'être prononcé en faveur de Bonaparte. « Des personnes marquantes dans ce département et attachées à la bonne cause prétendent qu'il distribue de l'argent pour faire des partisans à l'Empereur... quoique je n'aie rien de plus positif j'ai cru devoir informer Votre Excellence, dans des circonstances aussi urgentes ». F 7.9093 A.N. Mais 7 jours plus tard, le 20 mars 1815, c'était le jour de l'arrivée de Napoléon aux Tuileries, de Beaumont demanda un congé pour aller soigner, disait-il, son enfant, proposant pour le remplacer, son premier secrétaire Maréchal, sous la surveillance de M. de Boisbercy. Son préfet M. de Ravaran, lui répondit, le jour même, qu'il ne pouvait l'autoriser, que son devoir était de maintenir l'ordre et la tranquillité publique. « Dans les grands événements, ajoutait-il, les fonctionnaires publics doivent sacrifier leurs intérêts à la chose publique ». Quatre mois plus tard, le 8 juillet 1815, M. de Beaumont, ce qui ne saurait nous étonner, se trouvait à Paris lors de l'entrée du Roi. Ce fut le maire de Vendôme M. de Boisbercy qui assumait, à la prière du préfet, les fonctions de sous-préfet, à partir du 20 mars 1815.

(3) Charléty in Lavis. Histoire de la France contemporaine. Tome quatrième. La Restauration, page 52.

(4) A ces deux dissidents de la petite église, il faut ajouter, pour la région voisine de Vendôme, Beaunier, curé de Cloyes, Compoint, de Chauvigny, Pasquier, de St-Jean-Froidmantel.

(5) Le nombre des dissidents, d'après les estimations officielles, s'élevait à 500 environ, pour la seule ville de Vendôme, tandis que le curé conformiste de la Trinité, paroisse de 4 000 âmes, n'avait à son catéchisme que 12 filles. Josse Beauvoir, le propre frère du sous-préfet, futur député royaliste de la seconde Restauration et M. de Marescot, commandant des gardes nationales, les deux personnages marquants de Vendôme, figuraient au nombre des dissidents.

(6) Evêque d'Orléans à préfet de L.-et-Ch. in série V.A.D.

(7) Cinquante-trois votants sur deux cents électeurs pour le collège du département, 47 sur 180 pour celui de l'arrondissement de Vendôme. D'après Bergevin et Dupré. Histoire de Blois. Tome II, page 148.

(8) Nous avons cherché vainement, les registres contenant les signatures de ceux qui avaient « juré obéissance aux constitutions de l'Empire et fidélité à l'Empereur ». Série M non inventoriée des A.D. de L.-et-Ch. Nous croyons pouvoir affirmer que ces registres, transmis au préfet, dans la seconde quinzaine d'avril 1815, pendant les Cent Jours, avaient disparu des bureaux de la préfecture dès janvier 1816, détruits, selon nous, volontairement et sciemment ; trop de royalistes, sinon tous, ayant eu la faiblesse de prêter, eux aussi, serment de fidélité à l'usurpateur. Parmi ces royalistes, bornons-nous à mentionner l'un des plus influents, Charles Turpin, substitut du procureur général à la cour d'Orléans, et fixé à Blois comme procureur criminel près la cour spéciale du département de Loir-et-Cher. Son registre de correspondance (L. 2298 A. D. L.-et-Ch.) nous a conservé le procès-verbal du serment prêté par les juges du siège, militaires et suppléants militaires, ainsi que par le procureur impérial criminel lui-même (16 avril 1815). A la suite de ce texte non équivoque, Turpin a cru bon d'ajouter, de sa propre main, mais après Waterloo, les lignes suivantes : « Je ne me suis prêté à ce serment que parce que M. d'Avaray (le favori de Louis XVIII) m'a dit que c'était là l'intention du Roi comme le seul moyen que les fonctionnaires qui lui sont attachés conservassent leurs places, m'ajoutant qu'il le ferait lui-même s'il était dans ce cas ». Turpin ne s'était pas comporté autrement durant le cours de la Révolution.

(9) F. 9093 A. N.

(10) Voir R. Bouis. Les cosaques à Blois. Flambeau du Centre. Février-mars 1947.

(11) Ces troupes quittèrent le département dans le courant d'octobre 1815. Elles y restèrent donc près de quatre mois.

(12) Bacot fut l'un des trois élus du L.-et-Ch. à la Chambre introuvable avec M. de Salaberry et Pardessus fils aîné. Bergevin et Dupré nous donnent d'intéressants renseignements sur ces élections (T. II p. 149) « Sous prétexte que les collèges électoraux (collège départemental et collèges d'arrondissements) étaient incomplets les préfets furent autorisés à ajouter aux listes de chaque collège 20 membres qu'ils choisiraient savoir : 10 parmi les plus imposés et 10 qui auraient rendu des services à l'Etat. On conçoit toute l'élasticité de cette dernière catégorie. M. Bacot, alors préfet de Loir-et-Cher, composa ces listes supplémentaires de nobles, de fonctionnaires, de chevaliers de St-Louis qui ne payaient pas le cens électoral ; les lettres de remerciement que plusieurs lui adressèrent, révèlent l'esprit politique de ces adjonctions influentes... le parti royaliste obtint une faible majorité car les opinions, ajoute Bergevin, étaient encore indécises ».

Nous retrouvons Bacot en 1816 préfet d'Indre-et-Loire. Qui peut ignorer, depuis la pétition de Paul-Louis Courier aux deux Chambres, les centaines d'arrestations auxquelles il fit procéder, plus de 500, dans l'espace d'un mois. « On mit en prison des personnes accusées d'avoir mal parlé de Louis XVIII et du gouvernement. Les unes furent condamnées à la déportation, les autres à une détention très longue. Parmi celles-ci plusieurs moururent dans les prisons et leurs familles persécutées périrent de misère ». Œuvres de P.-L. Courier. Notes de P. de Caussade. Paris. A. Lemerre 1880, p. 406

Salaberry et Pardessus se signalèrent à la Chambre introuvable par leur violence, le premier n'insista-t-il pas pour l'application de la peine capitale à tout individu convaincu d'avoir arboré un drapeau tricolore.

(13) La Terreur Blanche dans le Loir-et-Cher n'a fait l'objet d'aucune étude. Les documents pourtant ne manquent pas : registres d'audiences des tribunaux correctionnels, rapports du préfet et de ses sous-préfets, correspondance si caractéristique entre préfet et sous-préfets.

(14) Il faut préciser que cette épuration affecta surtout les fonctionnaires les plus modestes : juges de paix et leurs assesseurs, huissiers, percepteurs, instituteurs, gendarmes, gardes-forestiers et champêtres.

(15) Rappelons qu'en nivose an IX les avoués de Vendôme P.A. Méraux, Morard... sollicitèrent mais vainement du Premier Consul la révocation de la commission d'avoué qu'il avait accordée à Hésine. En 1815, on le voit, ils persévéraient dans les mêmes sentiments.

(16) Il faut entendre par là les vers d'Hésine à la mémoire et à la louange du Tribun du peuple transcrits par lui sur chacun de ses portraits. Nous les avons publiés dans les A.h.R.f.

(17) F7. 9093. A. N.

(18) Idem.

(19) M. A. D. Loir-et-Cher (non inventoriée).

(20) M. 28. A. D. L.-et-Ch. (non inventoriée) lettre du 16 septembre 1815.

(21) Hésine dans sa lettre au Roi du 1^{er} octobre 1815 (F7. 9093 A. N.) rapporte que « le 20 septembre 1815 sur les 10 heures du matin sa femme et ses enfants s'étant présentés chez le Baron Hiller celui-ci leur a déclaré qu'il n'entendait s'immiscer en rien en ce qui le concernait lui Hésine et que son affaire ne le regardait pas mais seulement le sous-préfet, ne s'agissant que d'opinions politiques ».

(22) M. A. D. Préfet à Sous-Préfet Vendôme. 21 septembre 1815.

(23) A. N. F7. 9093.

(24) M. A. D. L.-et-Ch.

(25) M. A. D. L.-et-Ch.

(26) Idem.

Aperçu sur l'implantation et l'influence des Celtes en Gaule

LES SURVIVANCES CELTIQUES DANS NOTRE PAYS

par M. Claude MOAL

C'est bien sûr à cause de mon origine bretonne que j'ai été amené à rechercher, très en amateur, quelques données sur ce peuple de l'Ouest qu'on a appelé Celte, ou plutôt qui s'est appelé lui-même Celte. Il vaut mieux dire tout de suite que ce que j'en sais reste malheureusement assez superficiel et qu'il ne m'était jamais venu à l'idée de mettre ce peu par écrit.

Pourtant un jour, au hasard d'une navigation estivale, je surpris la fille d'un de nos camarades en train de lire « l'Epopée Celtique en Bretagne » de M. Jean Markale. Questionnée, la demoiselle m'avoua être très intéressée, voire passionnée, mais complètement perdue, car autant nous avons entendu parler de Jupiter, Mercure ou autres Eros, qui dont connaît encore Bran, Ana, qui va encore à la recherche d'Avallon ? Et pourtant, la curiosité de cette demoiselle et la demande de M. le Chanoine Gaulandau, m'indiquent qu'il existe un intérêt pour ces choses, aussi aurais-je mauvais cœur de ne pas au moins essayer d'y répondre.

Nous ne savons plus grand chose de ces gens, de cette culture que nos livres d'histoire traitent en une seule phrase, brève, concise, un modèle de proposition française, et qui merveille ! à cause de son pouvoir d'évocation reste gravée dans toutes les mémoires.

« Autrefois notre pays s'appelait la Gaule et ses habitants les Gaulois ».

Mais justement, ce pouvoir d'évocation que l'on trouve dans tout ce qui touche aux Celtes, est un danger, un écueil pour toutes les personnes qui veulent s'y intéresser. Aucun peuple européen n'a manié comme les Celtes le symbolisme, voire le rêve, allant jusqu'à dédaigner l'écriture, aucun n'a été aussi personnel, individualiste dirait-on maintenant, (et ce fut sa perte) aucun ne présente autant de goût pour le mystère.

Le Celte est une sorte de « Contre-frère » du Grec, et ceci fait qu'il a été, et qu'il est toujours très difficile d'en parler raisonnablement.

Ayant été de tous les romantismes, le Celte a été porté au pinacle par beaucoup d'esprits exaltés, provoquant des abus et des exagérations extraordinaires. On voulait y voir le père de tous les peuples européens et Dieu sait quoi encore. Ceci par exemple : « le breton est la langue de nos premiers parents, en effet au paradis terrestre, lorsque notre mère à tous offrit la

pomme (vous savez) à notre ancêtre, elle lui dit « A Tamm » (ce qui signifie « un morceau ») et lui ne voulant pas être en reste, lui offrit son premier verre en lui disant « Ev » (ce qui signifie « bois ») (ORTF). Ce genre d'exagération, la celtomanie, fit que toutes les époques raisonnables, par réaction, se méfièrent terriblement de tout ce qui sentait le gaulois, jusqu'à donner à cet adjectif un sens si précis qu'il devient difficile de l'utiliser de façon sérieuse. Cette méfiance a d'ailleurs conduit à des exagérations inverses, et on vous parle très sérieusement des influences perses-sassanides sur la sculpture des chapiteaux romans en ignorant superbement toutes les monnaies gauloises et les sculptures gallo-romaines produites au même endroit, par la même population, relativement peu de temps auparavant ». (Régine Pernoud).

Je voudrais donc éviter cet écueil, parler calmement, raisonnablement, ne rien enlever à la culture gréco-latine, dont les humanités m'ont nourri l'esprit, mais y ajouter quelque chose, vous faire prendre conscience de cette autre culture que nous avons tous sucée avec le lait de notre mère (elle vous a bien raconté des contes de fées !). Et puis je vous demanderai de me pardonner d'avance, il est bien difficile d'être objectif devant ce que l'on aime.

LA PROTOHISTOIRE

Les Celtes sont un peuple Indo-Européen, proche des Italiotes, qui émerge de l'aurore néolithique en Europe Centrale et plus précisément dans la région du Harz — forêt de Bohême — ; de là ils ont gagné petit à petit les bords de la Baltique et de la mer du Nord, et y sont restés jusqu'au jour où une catastrophe naturelle, dont on retrouve la trace sur les « horizons » des rivages de la Baltique, les a projetés à travers l'Europe, vers l'Ouest. Cet événement est resté marqué par les légendes et particulièrement dans la légende, toujours très connue, de la Ville d'Is (1).

Cette légende n'est pas propre à la Bretagne armoricaine ; on la retrouve en Irlande où il s'agit d'une fontaine qui déborde parce que la femme chargée de la surveiller le fait mal. Seule la fille du roi, Libane, échappe au désastre et vit une année dans une chambre sous le lac Neag'h (lac d'en bas) puis elle se transforme en Saumon, et trois cents ans plus tard se réincarne et est appelée Muirgen (Morgane, née de la mer). En pays de Galles, on raconte qu'un ivrogne, Seizenin Mezo (2), fit ouvrir les vannes d'un barrage et que l'eau libérée détruisit les vingt-et-une cités de Cantre'r Gwaelod, le pays d'en Bas. Nous sommes ici très proches de la légende bretonne. Mais on raconte aussi cette histoire dans le pays où la catastrophe eut lieu ou presque. Selma Lagerloff dans le merveilleux voyage de Nils Holgersson à travers la Suède, emmène son héros minuscule dans la cité engloutie dont les marchands muets essaient de vendre quelque chose, c'est-à-dire « essaient d'entrer en communication », pour être libérés du sortilège qui les oblige à réapparaître tous les ans (3). Ce qu'il y a de curieux dans cette version, c'est le nom de la ville que Selma Lagerloff appelle Vineta (la blanche) — vous y reconnaissez Venise (Venetia) mais aussi Vannes (Gwened) et même le Cantre'r Gwaelod gallois qui est aussi appelé Gwyddno (gweзно). Nous avons

l'occasion de revenir sur cette racine celtique Gwenn, ou venn dans certains cas, qui signifie blanc. L'adjectif gaulois était vindos, le superlatif féminin de cet adjectif est vindosama comme Belisama, la très brillante, popularisée par Astérix. Vous reconnaissez immédiatement dans Vindosama, la très blanche, l'origine du nom de notre ville — (Etymologie donnée par J. Markale, d'après Falc'hun).

Pour revenir à ce que nous savons de l'histoire des Celtes, on a pu dater du VI^e siècle avant J-C cette inondation catastrophique qui répandit les Celtes sur l'Europe. Les voici donc errant partout, cherchant à se fixer, puis reprenant la route au gré d'une fantaisie assez curieuse. Le sac de Rome, puis le sac de Delphes marquent leur extrême avance vers le sud, la Méditerranée. Finalement, ils sont à peu près stabilisés dans l'Ouest : la Gaule, le N-O de l'Espagne, les Iles Britanniques, toutes les Alpes (il ne faut pas oublier que le nord de l'Italie s'appelait la Gaule Cisalpine), la vallée du Danube.

Contenus au nord par les peuples germains qui sont leurs « frères », au sud par les méditerranéens, ils continuent entre eux des déplacements considérables. On vous a parlé des Cimbres et des Teutons ; on a des traces de migrations tectosages (Toulouse) vers le Danube (4) et c'est d'ailleurs à la faveur d'un début de migration des Helvètes vers l'Océan que César saisira l'occasion de s'emparer de la Gaule, car les Romains avaient depuis le sac de Rome, une peur panique des Gaulois : il existait à Rome une alerte spéciale pour les Gaulois (Tumultus gallicus).

Ici nous entrons dans une histoire qui nous est beaucoup plus connue ; aussi, avant de continuer, je voudrais essayer de fixer les grands traits de cette population.

L'ORGANISATION SOCIALE

D'apparence hétérogène, mélange de tribus franchement indépendantes, les Celtes étaient pourtant paradoxalement un peuple dont l'unité profonde était grande. Très grande sur le plan linguistique d'abord. Tous les témoignages anciens : César, Tacite, Tite-Live lui-même d'origine gauloise, Strabon, St Jérôme, attestent que les Celtes ou, pour reprendre les noms que les latins leur donnent : les Belges, les Gaulois et les Bretons, se comprennent sans interprète. Ils parlent la même langue avec des accents différents. Saint Jérôme atteste que les Gaulois et les Galates d'Asie Mineure parlaient la même langue. Plus près de nous encore, Grégoire de Tours (VII^e s.) va chercher en Armorique des missionnaires pour évangéliser les campagnes reculées de Touraine, et peut-être du Vendomois. Enfin ce n'est qu'au XI^e siècle que le breton, le gallois et le cornique se mettent à évoluer chacun de leur côté, pour devenir actuellement trois langues différentes.

Le nom même que se donnent ces peuples est unique : ils s'appellent tous « Keltoi ». C'est la version grecque, ou Galli suivant les latins. On peut remarquer qu'il s'agit toujours de la racine Gal ou Kel. J'aurais tendance à interpréter ce mot par le verbe breton Gallout : pouvoir, qui se conjugue d'ailleurs avec un radical Kel - Galli : les puissants. Une chose renforce

mon opinion là-dessus, c'est que le mot « puissant » au sens physique et sexuel du terme, se dit Kalloc'h en breton. Or, ce mot est en fait le comparatif de supériorité d'un adjectif qui devrait être Kall, mais qui n'est pas usité. Il a au contraire été fabriqué un autre adjectif à partir du verbe (galloudek), ceci j'ai l'impression, pour éviter toute ambiguïté. L'histoire du « coq » me semble donc l'exemple type de contresens d'homophonie, (mais ce qui est curieux, c'est que le « coq » reprend son premier sens quand il s'agit du Coq de village).

Nos ancêtres les Gaulois, quand ils ne se promenaient pas, étaient un peuple d'agriculteurs, et d'éleveurs. Ils ignoraient totalement la civilisation urbaine ; leurs villes étaient tout au plus des marchés et des petits centres d'artisanat. Mais le fait d'habiter et de vivre à la campagne n'en fait pas obligatoirement des sauvages. S'ils ignoraient tout de l'architecture et de la pierre, (ils construisaient vraisemblablement en bois et torchis, comme on l'a fait jusqu'il y a peu) leur métallurgie ne le cède en rien à celle des Romains, bien au contraire. Ils ont connu le fer bien avant eux, et leur fameuse épée longue leur a assuré le sac de Rome. Ils furent des orfèvres fameux, et leur science des émaux faisait l'admiration des Romains. Ils connaissaient bien sûr la roue (5) ; les mots char, charrue sont gaulois ; leurs routes (5) étaient revêtues de bois. On en a retrouvé, surtout en Souabe et dans le Jura — (elles suivaient d'ailleurs mieux le terrain naturel que la voie romaine) — ceci vraisemblablement parce qu'ils y transportaient des charges plus lourdes que les Romains. Leurs routes étaient des instruments de l'économie et non des voies stratégiques.

L'organisation sociale était typiquement indo-européenne avec ses trois classes : la Sacerdotale, la Guerrière, la Travailleuse. Il ne semble pas que l'esclavage ait été répandu, sauf pour les prisonniers de guerre, et encore à terme (6). Des otages servent de garantie aux traités. Cette organisation n'a donc rien d'extraordinaire. Ce qui en fait l'originalité, c'est que ce ne sont pas les guerriers et les chefs qui ont pris la place prépondérante, mais la classe sacerdotale. L'extrême-occident du monde indo-européen rejoint ici son extrême-orient. On ne saurait mieux comparer les Druides qu'aux Brahmanes, avec cette différence toutefois, c'est que le Druidisme n'est pas héréditaire ; les Druides sont une classe, non une caste.

On a dit que les Gaulois ignoraient l'écriture, c'est faux : ils faisaient leurs comptes par écrit en utilisant l'alphabet grec. Les Druides par contre refusaient d'écrire ; ils ne nous ont rien laissé de tangible, rien d'apparent. On ne sait de façon certaine que peu de choses. Ils étaient dépositaires de la tradition et devaient connaître par cœur des milliers et des milliers de vers ayant trait aux mythes, aux dieux, et aux coutumes, c'est-à-dire au droit.

C'est donc eux qui régissaient la vie politique, et l'assemblée dans la forêt des Carnutes (Chartres) était pratiquement le seul acte de la vie politique celte.

Les Druides présidaient aux cérémonies rituelles et religieuses.

Ils faisaient une sorte d'école, et en temps de guerre, on plaçait les

jeunes filles sous leur protection (7). De leur doctrine on sait peu de choses, et j'en parlerai plus tard... Métempsychose et transmigration des âmes, responsabilité personnelle du choix constituaient le fond de leur morale.

LA RELIGION

Le Druidisme, expression de la caste sacerdotale n'est pas une religion. Il y a à côté, un panthéon extraordinaire de dieux et de déesses. Ici aussi la comparaison avec l'Inde s'impose à l'esprit. Dieux et déesses vont souvent par trois ; leurs attributions s'interpénètrent, l'un semble être l'autre, mais n'est pas l'autre. Les assimilations tentées avec les panthéons latins et grecs ne sont pas satisfaisantes. Ludd, ou Lug, ou Nodens a partout la main d'argent, mais n'est pas Mercure, et Tarann (tonnerre) n'est pas non plus Jupiter.

Devant la richesse extraordinaire de ces mythes, on se prend à considérer les mythologies grecque et romaine comme pauvres et figées, sans nuances, et on comprend alors mieux pourquoi les druides, comme les brahmanes jusque il y a relativement peu, exigeaient le savoir par cœur, contre la fixation rigide par l'écriture. Il n'est donc pas question d'essayer de vous présenter un tableau de cet Olympe, mais pourtant de la foule des dieux je voudrais en détacher trois.

Le premier, ou plutôt la première, c'est Anna, ou Dana, déesse mère, principe spirituel et éternel, le seul peut-être conçu par les Celtes. En effet nous disons tous en Breton « Ene » pour l'âme et « Anaoun » pour les trépassés (8). Déesse ancienne indo-européenne, vraisemblablement honorée à Rome sous le nom d'Anna Perenna et ayant son siège aux Indes sur une montagne que vous connaissez tous, l'Annapurna. Comme déesse mère elle est la Matrona des Gaulois, et la mère du peuple mythique irlandais « Tuatha de Danann ». Enfin, une légende inventée à point : une statue retrouvée (et ce n'est pas la seule) a permis à ses petits-fils d'Armorique de toujours la considérer comme leur grand-mère.

Le second, c'est Bran, le corbeau, reste de religion totémique, mais aussi le sein (Brôn). Ce n'est pas le Dieu père, bien qu'il semble que Teutatès (père des peuples) soit un des adjectifs qu'on lui donne, mais c'est le Dieu gardien, et le Dieu guide. Dieu géant, il fait le pont (pontifex) pour aider ses peuples à passer ; il est de toutes les pérégrinations. Le conquérant de Delphes, et celui de Rome sont dits « Brennus » et la légende dit que c'est le même. Même quand il meurt (comme héros) sa tête tue les ennemis, comme celle de la Gorgone. Fidèle à sa mission, il garde toujours, à Brennilis, les portes de l'enfer. Sa dernière aventure fut peut-être, en tant que Saint Brendan, de découvrir l'Amérique à bord d'une auge de pierre.

L'enfer, les régions sombres ont toujours existé dans tous les panthéons. Chez les Celtes, le diable s'appelle Gwenn, ou Finn (Irlande). Ce n'est pas à l'origine un dieu, mais un grand magicien. Sa magie est si forte qu'il arrive à contrôler les enfers et tout le petit peuple (9) et devient assimilé aux dieux. L'Enfer celte était froid, gelé, humide, et les marais, comme celui de Brennilis

dont je parlais plus haut, étaient réputés comme en étant les portes. Il est remarquable aussi que tous les « Vannes », « Venises », ou pays vannetaïs, dont on a parlé à propos de la ville d'Is sont situés dans des lieux où il y a abondance de marécages...

Son nom « Gwenn » signifie blanc, et il continue à hanter vos nuits, car si le diable, créature d'importation, est noir, tous les fantômes sont blancs. Une créature de cette importance ne pouvait pas laisser notre sainte mère l'Eglise indifférente : alors, fidèle à sa méthode, elle l'a annexé, et comme il n'était pas attaché à l'idée d'Enfer, donc à l'idée de Gwenn, une idée de punition (c'est un enfer celte et non sémite) elle l'a sanctifié, sous le nom de Saint Ouen, nom de ville que l'on trouve un peu partout, comme vous savez.

J'avais dit que je ne parlerais que de trois dieux : je crois qu'il est pourtant nécessaire d'en citer un quatrième. Il faut tout de même citer Bel ou Bélénos (le brillant), ne serait-ce que parce qu'après avoir parlé de l'enfer, peut-être peut-on aussi parler du paradis. Bélénos est en effet le Dieu solaire, jeune, le seul qu'on puisse sans doute assimiler à un dieu grec, Apollo (en particulier l'Apollo hyperboréen). Par homonymie, et symbolisme, on fait un jeu de mots avec le mot aval : pomme (pensez Apple (10). Ainsi y a-t-il les pommes d'or des Hespérides, le correspondant exact de l'île d'Avallon ou du Walhalla... Le paradis là où le soleil se couche. Bel a laissé beaucoup de traces (on est toujours un peu adorateur du soleil) : le breton armoricain Beleg : prêtre (celui de Bel), Fontainebleau, tous les Bel-air de France et peut-être Blois, (Belsenses), bien que je sache que dans la région on fasse venir ce nom de Bleiz : loup, ce qui est parfaitement possible).

CE QUE NOUS DIT L'HISTOIRE

Le drame commence avec la guerre des Gaules.

Dois-je vous parler ici d'Alésia et de Vercingétorix (Le Grand Roi aux cent combats) dont on a fait quand même notre héros national ? Je ne crois pas. Non que cela soit dénué d'intérêt, mais parce qu'il s'agit de la vision romaine et césarienne de la guerre des Gaules, et que j'aimerais ici essayer de voir les choses de l'autre côté, c'est-à-dire du côté celte.

Mon héros sera Commios (le bossu) chef atrébate de l'époque et premier des chefs celtes malheureux. Commios était pourtant de ceux qui étaient partisans de l'intervention des Romains contre la migration helvète, car il pensait aussi aux Germains, il connaissait Arioviste. Lors de la conquête proprement dite des Gaules (58-53), Commios a conservé son indépendance et a même servi à César de négociateur avec les Bretons, ou les Gaulois de Bretagne, car il y retrouvait des tribus sœurs, jusques et y compris d'autres Atrébates (11). Il semble d'ailleurs que ce soit à la faveur de cette ambassade qu'il ait compris l'intention de César de conquérir réellement la Gaule, et non simplement comme il le prétendait de l'aider à faire régner l'ordre et de la protéger des Germains (12). Pourtant Commios n'intervient que plus tard, trop tard dans la guerre d'indépendance menée par Vercingétorix.

Il enverra une colonne de secours vers Alésia, mais cette colonne sera battue par César au confluent de l'Aisne et de l'Oise : il se réfugiera alors chez les Germains, provisoirement.

Il faut dire que ce Commios avait toutes les raisons de se méfier des Romains. En effet, à l'issue de son ambassade en Bretagne, lors d'un repas bien arrosé, un certain Volusenus devait l'assassiner car les Romains avaient parfaitement compris que Commios n'était plus avec eux. Pour une raison ou une autre, le complot fut éventé, et depuis Commios avait juré de ne plus se trouver en présence d'un Romain. Ceci laisse d'ailleurs à penser que César soupçonnait qu'au lieu d'amadouer les Bretons, Commios les avait prévenus et mis en garde, à la suite de quoi César fut attendu en Bretagne et son expédition ne fut pas un succès.

Pourtant Commios devait encore une fois se trouver en présence des Romains, et précisément de Volusenus, car il ne resta pas chez les Germains, mais à la tête d'une bande fidèle (il est l'ancêtre de nos Résistants) il ne cessa de venir harceler les Romains en Gaule jusqu'au jour où Volusenus fut chargé de l'arrêter. Volucenus tendit donc une embuscade. L'histoire dit que tous leurs hommes étant morts, Commios et Volucenus se retrouvèrent face à face et vidèrent leur querelle à mains nues. Resté seul sur le dernier champ de bataille de Gaule, Commios l'irréductible se résigna à passer la mer, et termina ses jours chez ses frères Atrebates dans l'île de Bretagne.

La leçon de l'histoire fut comprise dans l'île de Bretagne qui se protégea beaucoup mieux que la Gaule. Les Romains essayèrent bien de faire jouer les rivalités de tribus à tribus (Silures Trinovantes), mais ils trouvèrent en face d'eux des chefs de guerre très aptes qui leur interdirent longtemps la conquête de l'île. Casswallawn (Cassibelaunos), Kynfelyn (Cunobelinos), Caradawc (Caratacos) sont les plus célèbres. Pourtant il était nécessaire aux Romains de tenir l'île de Bretagne, s'ils voulaient conserver la Gaule. En effet, César nous l'apprend lui-même, c'est en Bretagne dans l'île de Môn (Anglesey) qu'était « l'université », le « grand séminaire » druidique, pendant religieux et philosophique de ce qu'était juridiquement et politiquement la forêt des Carnutes. Ceci provoquait des allées et venues incessantes et surtout attisait l'esprit d'indépendance. C'était l'obstacle majeur à la romanisation qui ne pouvait s'établir définitivement qu'à condition de détruire complètement le druidisme. Voilà qui indique bien la communauté de peuples entre Gaulois et Bretons. Tout ceci nous est fort bien expliqué par Tacite dans « Agricola », car les Romains allèrent à Anglesey, et le récit de la bataille et du massacre des druides écoeure Tacite lui-même. Cependant, et sans doute à cause même de la force de la religion dans l'île de Bretagne, de l'éloignement et de la mer à traverser, les Romains durent se contenter d'une occupation militaire de l'île et ne purent jamais, comme en Gaule, y implanter une administration. Les Romains mettront plus d'un siècle à occuper militairement l'île de Bretagne, de révoltes en révoltes, de répressions en répressions. Si on peut parler des Gallo-Romains, on n'a jamais parlé de Britto-Romains, car il n'y en eut point. Le souvenir de cette occupation romaine est resté en Bretagne par l'emploi des mots Ker, déformation de Castrum, et Plou déformation de Plebs, pour désigner les centres de peuplement. Réimportés

plus tard en Armorique, ces mots surtout celui de Plou, ont servi, au chanoine Falc'hun en particulier, à reconstituer les cheminements de l'implantation bretonne insulaire en Armorique.

Mais les pays celtiques n'en avaient pas fini avec les invasions. Les Germains se faisaient de plus en plus pressants aux frontières de la Gaule, et même de l'Italie. Or les peuples celtes avaient été non seulement désarmés, mais profondément démilitarisés pendant l'occupation romaine. Ils ne pouvaient donc opposer aux invasions, pratiquement aucune résistance propre. En Gaule en particulier, seules les légions romaines combattirent les Germains, et on ne sent presque aucune résistance de la part des Gaulois (13). La résistance s'affaiblissant, on assiste alors au déferlement des bandes germaniques, connu sous le nom de Grandes Invasions. Rome elle-même disparaîtra sous le flot, et dans la confusion. Quelle est la date de la fin de l'Empire Romain ?

Dans l'île de Bretagne, la situation est différente. Abandonnée par les Romains repliés sur le continent, la Bretagne est d'abord l'objet des attaques d'autres Celtes, ceux de la branche gaélique, Pictes au nord, Irlandais à l'ouest (14). Les Bretons commettent alors la faute des Gaulois appelant César au secours. Leur roi, Vortigern (le Grand Roi) appelle les Germains, les Angles et les Saxons pour être précis, pour lutter contre les Pictes et les Gaels, ceci en 447 ou 449. Ceux-là s'empressent de débarquer, et ayant repoussé les Pictes, commencent à s'installer dans l'île. Vortigern, malgré son nom, était un roi faible ; les écrits gallois le chargent de tous les péchés : ivrogne, de mœurs spéciales, en outre doublement incestueux (il aurait épousé une fille qu'il avait eue de sa propre mère !) Il livrera petit à petit tout son pays. Un jour, il sera convié avec les chefs bretons à un banquet de réconciliation avec les chefs saxons. Or ce banquet n'est qu'un guet-apens, et au cri de « En Saxones eniment saxas » (« Saxons, prenez vos épées ») trois cents chefs bretons seront assassinés, et Vortigern lâchera une province de plus pour avoir la vie sauve. Ce chef ne pouvait que périr misérablement : suivant certains, foudroyé (à la prière de Saint Germain d'Auxerre dont nous auront l'occasion de reparler), suivant d'autres, brûlé vif dans la forteresse qu'il s'était fait reconstruire en pays de Galles.

Cependant il y eut une résistance aux Saxons. Le propre fils de Vortigern, d'abord, Gwortemir, puis un certain Eigol Gadarn, seul rescapé, en dehors de Vortigern, du fameux banquet, ensuite Uter Pendragon, et son fils, le fameux roi Arthur que la légende devait immortaliser. Le roi Arthur (l'historique) se battit courageusement, remporta au mont Badon (516) une belle victoire. En fait ce fut lui qui stabilisa les Saxons et permit aux populations celtes de conserver les pointes ouest de ce qui est maintenant l'Angleterre. En 75 ans, les Bretons avaient perdu leur pays, car si sur le continent les Germains se sont superposés aux autres populations, les Anglo-Saxons inauguraient la méthode du « Ote-toi de là que je m'y mette », méthode à laquelle ils resteront fidèles. C'est aussi à cette époque que beaucoup de Bretons émigrent en Armorique, à laquelle ils donnent le nom de Bretagne, qu'elle a conservé jusqu'ici (15).

En fait les Bretons, comme les Gaulois, sont victimes tout autant d'eux-mêmes que de leurs envahisseurs : leur incapacité à s'unir, leur anarchie, les ont tout autant vaincus que les légions romaines ou les bandes saxonnes. Il est significatif que la dernière bataille de l'île de Bretagne à Camlan, où l'Arthur historique périt, se déroula entre Bretons, entre l'oncle et le neveu, Arthur et Mordret (Merdrawt).

En cinq siècles, ce peuple qui a couvert le plus grand territoire qu'un peuple ait jamais couvert en Europe, ce peuple est confiné aux pointes de l'extrême-occident européen, et ce qu'il en reste n'a même plus d'existence officielle, ou si peu qu'on n'en parlera plus, quand on n'ira pas jusqu'à le nier.

L'EVOLUTION SOCIALE

Et pourtant, quand on regarde bien, et quand on regarde surtout la Gaule, il s'y passe des choses curieuses, Car finalement c'est la Gaule qui compte, c'est elle qui fut le centre de la vie celtique ; rappelons-nous la forêt des Carnutes : justement la forêt des Carnutes a été détruite minutieusement. Peu d'endroits en France surtout dans la France du nord, portent autant la trace et l'empreinte d'une colonisation systématique. Le quadrillage des Villececi, Villecela indique bien la volonté que l'on a eu d'extirper, au sens propre du terme, les racines gauloises et surtout druidiques (16). On a quadrillé la Gaule et surtout créé des villes, ce que les Gaulois ignoraient complètement, et dans ces villes s'est créé un nouveau style de vie, forcément imité des Romains. Dans ces villes on s'est mis surtout entre fonctionnaires, commerçants, juristes, bref entre bourgeois, à parler latin, et surtout à l'écrire. Il s'est formé ce que l'on appelle la civilisation gallo-romaine.

On a beaucoup parlé de cette époque, et après la fameuse phrase citée au début de cet exposé, nos manuels d'histoire s'étendent beaucoup plus complètement sur cette période ; la part logique de notre esprit s'y sent plus rassurée.

Pourtant je ne crois pas que cette période ait tellement marqué le peuple de Gaule. Nous-mêmes, reconnaissons qu'un monument gallo-romain, où plutôt romain construit en Gaule, nous semble assez étranger, et ne provoque pas chez nous l'impression qu'une chapelle romane produira souvent. Ce monument est plaqué ; il ne s'intègre pas tellement au paysage. Il ne fait pas partie de notre culture profonde.

Trop d'indices, marquant la période dite des Grandes Invasions indiquent que ce qui a survécu de cette époque c'est beaucoup plus le gaulois que le romain. Ce qui nous reste de plus clair des Romains, ce sont les juristes, et les percepteurs sur lesquels, curieusement, le bon peuple a souvent des opinions pour le moins diverses. De cette époque date aussi la curieuse différence qui existe toujours entre les gens des villes et gens des campagnes, si caractéristique de la société française.

LA LANGUE GAULOISE EST-ELLE MORTE ?

On peut tenir d'ailleurs pour assuré que ce peuple a continué à vivre comme il vivait avant, soignant encore mieux ses champs, ses bêtes, son artisanat, et que l'occupation, l'administration et la culture romaine passaient très au-dessus de sa tête. Quand on voit le nombre de fontaines guérisseuses qui restent en France de nos jours, on reste très sceptique devant la romanisation supposée rapide de nos ancêtres gaulois. La doctrine officielle enseigne que dans le courant du quatrième siècle (Loth - Dauzat - Thevenot - Pernoud - Chevallier etc...) la langue gauloise en particulier peut être considérée comme disparue. Ceci signifie une assimilation en trois cents ans. C'est extrêmement rapide ! Au Sénégal par exemple où nous sommes depuis plus de trois cents ans, et où M. Sédar Senghor est un excellent poète et académicien français, je puis vous assurer qu'on parle encore ouolof ou bambara dans les rues !

Mais sans aller chercher si loin, au quatrième siècle justement il y a un Bordelais célèbre, le poète latin Ausone, et qui nous dit lui-même, faisant parler son père. « Je ne parlais pas facilement le latin, mais dans la langue grecque je possédais assez de vocabulaire pour m'exprimer avec élégance » ce qui revient à nous dire que son père à lui, Ausone, préférait parler Gaulois. Autre exemple, Sidoine Apollinaire dans un de ses dialogues met en scène un bourgeois. Ce bourgeois, déjà gentilhomme, essaie du beau parler jusqu'au moment où son interlocuteur agacé, lui dit : « Parle-nous donc gaulois ou celtique si tu préfères ». Si cette langue était encore connue dans les milieux sociaux de ce niveau, au quatrième siècle, elle n'a pas pu disparaître dans les campagnes à la même époque !

D'un autre côté on peut observer que, lorsque disparut Rome, et surtout l'administration romaine, toute cette civilisation urbaine créée de toutes pièces disparut avec elle, et que les noms qui reviennent à la surface à ce moment furent les noms des tribus gauloises de l'époque... Cela ne devait donc pas être si mort !...

D'ailleurs l'étude linguistique de la formation de ces noms de ville a permis à monsieur le chanoine Falc'hun, titulaire de la chaire de langue celtique à Rennes, d'avancer une hypothèse intéressante. Se fondant sur la différence d'accent que suppose la formation de noms tels que, Rennes, Redon à partir de Redones, ou Chambord, Combrit à partir de Camboritus, étudiant d'autre part l'atlas linguistique de la Basse Bretagne, monsieur le chanoine Falc'hun avance que la langue bretonne actuellement parlée, quant à son intonation, est un mélange entre le celtique insulaire (dialecte type le Léonard) et le celtique gaulois dont le dialecte breton - vannetais se rapprocherait le plus. Ce fait, et d'autres données attestant la survie des Vannetais, les liens qui ont toujours existé entre Loire et Bretagne, indique que le « Vannetais » est sans doute le dernier représentant actuellement parlé du Gaulois. Ceci explique mieux les curieuses fautes de genre commises par Grégoire de Tours, qui écrivait si mal le latin, dit le P. Décarreaux dans son livre sur le monachisme occidental, et qui allait chercher ses missionnaires à Vannes.

LE CAS PARTICULIER DE L'ARMORIQUE

Ceci nous amène à nous demander si la Bretagne armoricaine était si vide qu'on le prétend lorsque les Bretons insulaires y débarquèrent. En effet, vous savez tous que l'on prétend, à tort ou à raison, que la région sud-ouest de Quimper, le pays bigouden, a été peuplée par une tribu Hun, les Alains, ce qui aurait donné le type physique particulier que l'on y rencontre. Cela est-il vrai ? Je n'en sais rien. Il ne faut pas oublier que les invasions des Huns sont antérieures d'un bon siècle ou deux (III^e s.) à l'émigration bretonne (V^e - VI^e siècles). D'autre part, dans mon pays, à Saint-Pol, lors du pardon, on chante, ou plutôt on chantait, l'histoire de Saint-Pol.

Pol Aurélien (Gallois, il apparaît à la cour du roi Arthur) entre autres faits merveilleux doit se battre avec un sanglier, un taureau et un dragon, que la légende appelle Oximor. On y reconnaît le nom de la tribu gauloise qui y habitait, les Osismii, ce qui laisse supposer que les choses ne se sont pas passées toutes seules et que donc l'Armorique n'était pas si vide.

Les Gallois appellent la Bretagne du nom curieux de Llydaw (en fait déformation de Litavia, forêt citée par Tite Live) mais ils donnent de ce nom une explication curieuse. Quand les Bretons débarquèrent en Armorique, ils s'y marièrent, mais pour conserver la pureté du langage, ils coupèrent la langue des femmes, et c'est pour cela que l'on appelle ce pays Llydaw, c'est-à-dire les demi-parlants. Bien que ce fût un moyen radical, je ne sais pas si cela a réellement empêché ces femmes de parler et de transmettre leur langage impur. En tout cas cela atteste l'existence, et d'une population et d'une langue très proche, puisque seulement qualifiée d'impure.

L'EVOLUTION APRES LES INVASIONS GERMANIQUES

On a aussi beaucoup dramatisé la période des Grandes Invasions. Non pas que ce fût de l'amusement, mais le drame de ces invasions est surtout un drame romain. Pour le restant de l'Europe, c'est au fond un retour aux vieilles habitudes, aux raids des tribus, à la vieille recherche des terrains. Il y avait d'ailleurs pas mal d'affinités entre Celtes et Germains et la frontière exacte n'a jamais été bien connue : le Rhin frontière naturelle est un vieux rêve qui nous vient peut-être des Gaulois, mais ce n'était pas plus vrai à cette époque que maintenant. Ceci dit, on se battit et s'entretua fort sauvagement, tandis que l'Empire Romain mourait ou plutôt pourrissait et que la « Romanisation » disparaissait dans les campagnes et se repliait sur les villes.

Et pourtant la Gaule n'est pas redevenue la Gaule. La Gaule ne s'est pas remise à parler le Celtique. Elle ne s'est pas plus mise à parler germanique. Non : doucement a commencé à se former le parler français auquel il faudra encore 300 à 400 ans pour émerger (17). D'ailleurs dans l'un des premiers monuments de la langue française, « la chanson de Roland », on trouve deux

survivances de l'ancienne Gaule, qui sont peut-être les derniers témoins de la résistance gauloise. En effet, rappelez-vous l'idole sarrazine, celle que les « musulmans » invoquent sur les bords de l'Ebre. La chanson de Roland l'appelle Tervagant. Curieux nom où est venu se réfugier le Tarvos Trigaranos, le taureau aux trois grues dont on possède plusieurs représentations, divinité gauloise, qui est peut-être aussi le taureau que combattit Pol Aurélien, dernier champion de la vieille religion païenne. Enfin Ganelon, que la chanson appelle Guenes, ne rappelle-t-il pas Gwen, le magicien, Dieu du monde crépusculaire du petit peuple, Dieu des intersignes comme on dit toujours ? Ne reste-t-il pas dans cette chanson de Roland, non seulement la trace des luttes contre les Arabes, mais aussi contre les Basques, et pourquoi pas contre les derniers Gaulois ? Bref un témoin des quelques difficultés rencontrées par les Germains dans leur conquête.

La société du Moyen Age, directement issue de ces bouleversements est une société où nous retrouvons très légèrement modifié le schéma de l'ancienne société gauloise, avec l'importance des campagnes, l'importance des artisans et des métiers. Madame Régine Pernoud a montré avec maîtrise la continuité qui existe entre les fondeurs de verre gaulois et les maîtres verriers du Moyen Age, entre les premiers émaux qui décorèrent les boucliers gaulois et l'orfèvrerie magnifique du Moyen Age. C'est elle qui fait remarquer que l'aire des églises romanes correspond à l'aire gauloise. *Il s'est plaqué toutefois sur ce peuple une nouvelle aristocratie, d'origine franque, elle, qui nous a amené la notion d'hérédité et, malheureusement aussi, la notion de servage.*

Enfin, dans cette société du Moyen Age, la classe sacerdotale a retrouvé sa prééminence. Seulement ce ne sont plus les druides et les bardes, mais des évêques, des prêtres et des clercs. Ce peuple, déjà réputé du temps des Romains pour sa piété, a changé de religion, et de même qu'il fut formé et maintenu par les druides, de même il a été réformé et modifié par les prêtres. Plus que la romanisation, plus que les invasions germaniques, la France est réellement fille de l'Eglise.

LA CHRISTIANISATION DES GAULOIS

En effet, en même temps que se déroulaient des événements historiques racontés plus haut, se passait par en-dessous et nullement gêné par eux, le phénomène le plus important de cette époque : l'explosion du Christianisme chez les Celtes. Je dis l'explosion car ce fut une christianisation extrêmement rapide et, fait unique pour l'époque, une christianisation sans violence. En effet le seul pays où il y eut des martyrs fut la Gaule, et ses martyrs le furent tous sur l'ordre de Rome. Ces martyrs sont d'ailleurs presque tous d'origine romaine ou grecque, mais leur message n'est pas perdu ; il est au contraire recueilli presque avidement par les populations celtiques, dont il faut dire, à leur honneur, que jamais elle ne tuèrent quelqu'un pour sa foi. Au contraire, l'histoire des évangélisations de la Gaule, de la Bretagne et de l'Irlande est pleine de merveilles, de miracles : c'est une marche triomphale. Martin, venu de Pannonie, (l'extrême-orient celtique) et dont le nom, du moins en bas breton

est le même que celui de Merlin, (les deux se disent Marzun), rivalise déjà de prodiges avec l'enchanteur qui sera célèbre plus tard. St Patrick, Breton capturé par les Irlandais, fera de véritables concours de magie avec les druides. Son histoire est aussi pleine de merveilleux que toutes les autres légendes celtes (18). D'ailleurs on peut penser qu'un très grand nombre de druides se convertirent à l'époque et devinrent des prêtres.

Car si cette christianisation rapide et assez fantastique témoigne du goût des Celtes pour le merveilleux et le magique, elle témoigne aussi de l'élévation spirituelle à laquelle était arrivée la pensée druidique, car seule cette élévation permet de comprendre l'adoption enthousiaste de la nouvelle religion. Souvenez-vous que les Celtes avaient la conception trinitaire. Il y a beaucoup de représentations d'un Dieu à trois têtes, (la plus récente que je connaisse étant à l'une des clés de voûte de la cathédrale de St-Pol-de-Léon, XIV^e s.). Ils avaient le concept d'une déesse mère et surtout le concept du sacrifice pour leur peuple. (Vercingétorix aussi).

Mais cet accueil enthousiaste comportait bien évidemment sa propre faiblesse. Il était trop tentant d'intégrer au christianisme d'autres données druidiques. C'est ce que fit un certain moine breton appelé Morvan et plus connu sous la traduction grecque de son nom : Pélage (de l'Océan). La doctrine druidique enseignait que l'homme était responsable de ses actes, qu'il pouvait choisir le bien ou le mal. Pélage nia donc le péché originel, et la grâce. Ceci était fort grave et déclencha bien sûr la réaction de Rome. Les missionnaires montèrent au combat spirituel, mais pas n'importe quels missionnaires ! Ce furent Saint Germain d'Auxerre et Saint Loup de Troyes, aidés par leur élève, Patrick, l'apôtre de l'Irlande. Et ceci est très intéressant, car nous savons que Saint Patrick étudia quatorze ans près de Saint Germain d'Auxerre. Mais nous savons d'autre part qu'il ne sut jamais plus de latin que ce qu'il en fallait pour pouvoir dire la messe, d'où nous sommes bien obligés de conclure que le seul lien qu'il pouvait y avoir entre ses maîtres, lui, et l'hérésiarque Pélage, était l'usage commun de la langue celtique. Ceci explique aussi pourquoi les moines de l'abbaye de Lérins, qui offrirent le soutien doctrinal lors de cette querelle, ne montèrent jamais en première ligne, si l'on peut dire. Comme dit monsieur le chanoine Falc'hun, on imagine mal que l'on ait envoyé combattre dans l'île de Bretagne des missionnaires qui n'en eussent point parlé la langue.

La victoire revint à Rome, et par la suite tous les moines bretons et irlandais furent d'une fidélité à toute épreuve tout au moins sur le point doctrinal. Quand Saint Colomban, moine irlandais, débarqua sur les côtes finistériennes, à Prat Ar Koulm (19) et commença le périple qui devait le mener finir ses jours en Italie, sans doute portait-il encore la tonsure druidique, sans doute était-il encore attaché au calendrier celtique, mais il n'en était pas moins le fils sourcilieux de l'Eglise catholique, apostolique, et romaine. Et peut-être avait-il dans sa suite, comme c'était la coutume, un homme noble du nom de Kirwan, qui ne le suivit pas jusqu'aux Alpes, mais s'arrêta au doux pays de Montoire, fondant la famille de Kerhoent.

Mais cette victoire romaine était définitive ; c'est elle qui assura définitivement la prise du greffon latin sur le tronc gaulois, et chose curieuse, de même

que la dernière bataille à Camlan, s'était déroulée entre Celtes, de même la bataille spirituelle se déroula aussi entre Celtes. Conséquence plus grave, l'église se retourna contre la culture celtique qui naissait en Irlande, et fit des Saxons d'abord et des Normands ensuite les champions de sa politique. Elle signait là l'arrêt de mort de cette culture.

QUE RESTE-T-IL ?

J'ai essayé de vous montrer ainsi que la sève gauloise, même si elle devait nourrir un greffon latin, n'était pas morte. On trouve son influence dans notre parler, non dans le vocabulaire de 90 à 200 racines (20), mais dans la prononciation, et certainement aussi dans les structures grammaticales. Il est remarquable que le choc du latin et du celtique produisit la perte des déclinaisons et fit tendre les langues vers une structure analytique : c'est un phénomène que l'on observe en Europe latino-celtisante mais non dans les aires germaniques, grecques ou slaves, là où il ne resta pas de Celtes. C'est une opinion qui n'est jamais exprimée par les grammairiens français, qui ne reconnaissent l'influence du gaulois que sur la prononciation, mais que j'ai trouvée sous la plume d'écrivains anglais, T.E. Powells en particulier.

Mais la floraison de la sève gauloise n'est pas là. Elle est surtout dans l'éclosion subite des romans de la Table Ronde, dont le succès très vif ne peut s'expliquer que par la connaissance diffuse qui était restée des anciens mythes. Le vieux Bran Benniget renaît, même s'il s'appelle Ban de Benoïc et surtout, toutes les valeurs intellectuelles et poétiques de nos ancêtres celtes sont exprimées pour la première fois en français.

Le sens de la quête, de la recherche perpétuelle de l'autre chose, de l'autre monde.

Le sens du gage, vous savez, qui consiste à promettre d'avance, et qui fit commettre de merveilleuses folies.

Le sens du merveilleux magique, du symbolisme délicat exprimant avec combien plus de finesse que toutes les analyses, les profondeurs de l'âme.

Le sens de la femme, qui est le legs le plus merveilleux que nous aient fait nos ancêtres. Ces femmes belles et mystérieuses, les pucelles ardentes et hiératiques. La femme est montée là sur un piédestal, dont tous les M.L.F. ne sont pas près de la faire descendre, Dieu merci !

Et puis nos ancêtres nous ont encore fait un autre legs, plus secret, dont on ne s'est pas encore occupé, parce qu'il s'agit peut-être d'une sous-littérature, en tous cas paraît-il, d'une littérature réservée aux enfants, et par là toujours très vivante. Je veux parler ici des contes de fées. Car le fait que ces contes n'ont été écrits que récemment n'exclut pas que leur origine soit très ancienne. Regardez bien le cadre d'un conte de fées : il s'agit toujours de campagnes et de forêts, de grandes forêts. Il y a un château, un roi, mais pas de villes. Les héros, et surtout les héroïnes, sont des personnes très jeunes et ceci montre

bien l'intention didactique. Elles sont enserrées dans un réseau de contingences symbolisées par les fées, bonnes ou mauvaises, et pourtant ces personnages sont toujours libres. Ce qui arrive est le résultat de leurs actions, bonnes ou mauvaises. Enfin dans ces contes, et ceci indique leur ancienneté, il n'est jamais fait de référence au christianisme. Tout au plus y a-t-il un vieillard, un sage, ou un devin. Par contre sous ces histoires merveilleuses que sont par exemple la « Petite Sirène », ou « la Reine des Neiges », nous avons un résumé parfait des doctrines de métempsychose, de la transmigration des âmes, et de la recherche personnelle des fins dernières, ce que nous savons avoir été le fond du druidisme. Comme un catéchisme secret que nous transmettons toujours à nos petits-enfants.

Vous avez pu remarquer que les deux derniers contes cités sont dûs à Andersen, écrivain danois. Ceci me permet de terminer mon exposé en bouclant la boucle, en réalisant le cercle, figure très chère à mes ancêtres celtes. Partis du Jutland, nous voilà de retour au Jutland après quelques siècles. Il me reste simplement à souhaiter que cet exposé ne vous ait pas trop lassés, qu'il ne vous ait surtout pas donné l'impression de vouloir tout annexer. Telle n'était pas mon intention. Il reste encore à citer un fait. Pourquoi trouve-t-on en France cette attirance toute particulière pour la Bretagne, qui me semble tout à fait disproportionnée par rapport à la beauté, pourtant réelle de ce pays qui est le mien ? Mais on sent toujours chez le Français, cet ancien Gaulois, une recherche, une curiosité, et souvent un amour profond de la Bretagne, comme celui d'un parent qui n'est plus sûr de son cousinage, alors que c'est une fraternité.

Mais nous sommes un peu comme les petites feuilles nouvellement écloses à la cime d'un grand arbre, agitées par les vents capricieux, tendues vers le soleil de l'avenir. Et pourtant il est bon, de temps en temps, que la petite feuille essaie de se pencher vers en bas, vers la branche qui l'a faite, le tronc qui l'a portée, et, pourquoi pas ? les racines qui l'ont nourrie. Mais dans le fouillis plein d'ombre du grand arbre de l'humanité, il n'est pas toujours facile de suivre le cheminement d'une branche entrelacée avec d'autres. Et que savons-nous des racines cachées dans la terre, si ce n'est qu'elles sont aussi nombreuses que ramifiées ? J'ai essayé ici d'en suivre une, d'en découvrir une, mais je n'ignore pas qu'il en existe d'autres. De toutes façons, j'estime que je devais l'hommage de cette recherche à ces ancêtres qui m'ont fait, et à ma mère qui est ici.

Les Gaulois ne prisait rien tant que l'éloquence, a dit Tacite. J'ai peur de ne point arriver à la cheville de mon grand-grand-grand cousin Taliesin-Pennbarz du roi Arthur, dont le père putatif s'appelait Tegid Moal, j'espère toutefois avoir réjoui ses mânes, et ne point avoir trop offusqué vos oreilles.

(1) Is signifie « En Bas ».

(2) Orthographié à la bretonne, en fait « Seithynin Veddow ».

(3) On retrouve là un thème fréquent dans tous les contes et légendes, l'eau symbolisant la porte, le passage entre ce monde et celui des morts.

(4) Les Tectosages, après avoir participé au sac de Delphes, ont fini en Asie Mineure, où ils sont plus connus sous le nom de Galates.

(5) Les mots français roue et route ont beaucoup plus de chance de venir directement du Gaulois et Irlandais : Rod, (Rotomagus : Rouen, Ruan) que du latin.

(6) Saint Patrick, Breton enlevé par les Irlandais est esclave sept ans avant d'être libéré.

(7) La coutume s'est conservée très longtemps en Armorique, et les évêques bretons furent rappelés à l'ordre par le siège de Tours.

(8) On ne dit pas en breton que quelqu'un est mort, mais qu'il est allé à l'Anaoun.

(9) Korrigans et autres lutins, les fées.

(10) Le nom même d'Apollon est proche de Apple, Aval, Avallon. Il s'agit donc, avec Diane (voir plus haut Ana, Dana) des plus anciens dieux indo-européens, vraisemblablement. De même le rapprochement symbolique entre la « pomme », fruit, et le soleil, indique que ce fruit pourrait bien être le premier à avoir été cultivé par les hommes.

(11) Il nous est aujourd'hui difficile de comprendre cette unité qui existait entre la Gaule et l'Île de Bretagne. Pourtant la stratégie politique romaine ne se comprend qu'à condition de bien se souvenir de cette unité des Celtes, et de se rappeler qu'il n'y a pas d'Angleterre avant le VI^e ou le VII^e siècle.

(12) C'est une vieille coutume, toujours actuelle, de la part des conquérants, que de voler au secours des opprimés !

(13) Du moins en tant que tels. Mais les légions romaines, étaient composées d'une majorité de mercenaires gaulois.

(14) Si on croit Nora Chadwick, historienne anglaise, ces raids irlandais seraient la vraie cause de l'émigration de Grande-Bretagne en Armorique.

(15) On doit noter que les Bretons appellent toujours volontiers leur pays « Bro Arvor » ou pays d'Armor, ce qui est la suite d'Armorique : le nom gaulois n'a donc pas disparu.

(16) Ceci est sans doute excessif, il y a plutôt juxtaposition, mais cela n'a certainement pas été sans quelques belles bagarres !

(17) On peut penser que c'est le problème de la communication entre Gaulois celto-phones et Francs germanophones qui a rendu l'usage du latin nécessaire, et a fini par créer la langue française. La survivance du Celtique en Armorique serait due alors essentiellement au fait que ce pays n'a pas subi d'invasion germanique et que le problème de communication ne se posait pas.

(18) Le parallélisme de l'histoire « populaire » de Martin et de Patrick est étonnant.

(19) D'autres disent dans la région de St-Malo.

(20) Plus une bonne partie des « origines incertaines » et du « bas-latin » des dictionnaires.

BIBLIOGRAPHIE

L'Epopée Irlandaise, de DOTTIN,

Les Celtes, de J. MARKALE.

La Femme Celte, de J. MARKALE.

Les Gaulois, de Régine PERNOUD.

Histoire des Gaulois, de THEVENOT.

Tableau de la langue française, de DAUZAT.

Les noms de lieu celtiques, de FALC'HUN.



UN ORATORIEN VENDOMOIS,
poète et philosophe

**Le Père
Robert TARDIVEAU
(1899-1950)**

par M. le Chanoine GAULANDEAU

« Il y a une grandeur de l'infortune. Et puis nos œuvres sont quelquefois comme certaines symphonies, plus belles quand elles restent inachevées. Les préparations ont souvent plus de grandeur que les réalisations. Pascal, que le Père admirait, est immortel par ses « Pensées » qui n'étaient que les fragments d'une œuvre conçue mais non achevée. Ainsi en sera-t-il du Père Tardiveau. Sa mémoire s'imposera par la seule audace de ses desseins. »

C'est en ces termes que s'exprimait le P. Ponsard lors des obsèques du P. Tardiveau dans la chapelle du Collège de Juilly. Je m'inspirerai souvent, dans les lignes qui vont suivre, de ce qui fut dit et écrit au sujet de celui dont j'ai dessein présentement d'entretenir nos lecteurs.

Je l'ai moi-même bien connu et j'avais noué avec lui d'amicales relations. Mais sur un plan autre que personnel il m'a semblé qu'il ne serait pas sans intérêt de mettre en lumière la physionomie de ce religieux vendomois, membre de notre société, homme de pensée et homme d'action. Son caractère aussi bien que l'œuvre — hélas trop mince — qu'il a laissée méritent bien cet hommage.

Avant toute chose, retraçons très brièvement les grandes lignes de son existence.

Robert Tardiveau naquit à Vendôme, rue de l'Abbaye prolongée, le 23 mai 1899.

Son ascendance terrienne le marqua profondément pour toute sa vie et se traduisit chez lui par la solidité, l'endurance du tempérament, le besoin créateur. Du pays vendomois il reçut l'équilibre et la facilité. Et quelle heureuse chance, pour un poète, de pouvoir se dire le compatriote de Ronsard ! Sans parler d'une parenté entre notre poète et le romancier René Boylesve, de l'Académie française ! Mais l'antinomie est totale entre lui et l'auteur un peu précieux de *Mademoiselle Cloque* et de *l'Enfant à la balustrade*.

Robert Tardiveau fit ses études au Lycée de notre ville : études quelque peu tronquées par la maladie, la guerre, les préoccupations familiales. En 1914, il avait quinze ans. A dix-sept ans, il lui fallut assumer la direction de la scierie paternelle et si jeune qu'il fût, il se plut à la vie des affaires et y excella. Sa voie paraissait toute tracée... Mais deux ans après il entra au Séminaire de Blois et en 1922 il recevait la prêtrise. Vicaire à Saint-Nicolas,

sous-directeur des Œuvres, il fut en plus journaliste, et surtout peut-être polémiste, mêlé (audacieusement pour l'époque) au mouvement démocratique et chrétien-social. Il y apporta toute sa fougue et tout son talent impétueux.

De Blois, il partit pour l'école des Roches et enfin, en 1931, il entra à l'Oratoire. Il y devait rester jusqu'à sa mort. Sept ans à l'Ecole Massillon à Paris, comme surveillant général, puis comme censeur, et enfin à Juilly, il assura en même temps les fonctions de censeur et d'économe, double tâche qui n'était pas pour effrayer un homme tel que lui.

C'est à Juilly qu'il mourut d'une crise cardiaque dans la nuit du 1^{er} au 2 novembre 1950. Il avait 51 ans. Il repose dans le cimetière même du célèbre collège, longtemps homologué et émule de celui de Vendôme.

On peut l'affirmer sans crainte d'exagération : c'est à l'Oratoire que Robert Tardiveau trouva le milieu humain et spirituel qui favorisa le développement de sa personnalité et lui permit en retour de se donner sans réserve aux tâches multiformes qu'il assumait jusqu'à sa mort.

Il ne sera pas inutile d'ouvrir ici une courte parenthèse et de définir cette institution oratorienne dont, on le sait, Vendôme fut et reste bénéficiaire.

Il faut distinguer deux périodes dans son existence : de 1611 à 1792 et de 1852 à nos jours.

Ce fut le 11 novembre 1611 que Pierre de Bérulle fonda avec quelques amis, l'Oratoire de France, sur le modèle de celui qui existait déjà en Italie. C'était tout simplement une compagnie de prêtres, sans vœux monastiques, appliqués à se livrer le plus parfaitement possible aux travaux du ministère, à cultiver la science, et (un peu plus tard) à donner l'enseignement. Ils y excellèrent bientôt, tant leurs principes étaient simples, leur méthode accessible, leur esprit ouvert et leur érudition solide. Citons parmi les plus connus Thomassin, Mascaron, Richard Simon, Malebranche, (les deux premiers ayant enseigné à Vendôme) et beaucoup d'autres. Fouché, dont on connaît la carrière mouvementée, lui aussi ancien professeur à Vendôme, ne manqua jamais de faire bénéficier de son influence ses anciens maîtres et collègues de l'Oratoire. La plupart des écrivains et hommes importants du 17^e et du 18^e siècles les eurent pour maîtres, comme La Fontaine par exemple. Vingt ans après sa fondation l'Oratoire comptait soixante-dix établissements en France (1).

Ce fut en 1623 que César de Vendôme fonda le collège de notre ville et en confia la direction aux Oratoriens, leur donnant, (après des débats qui ne manquent pas de piquant), la préférence sur les Jésuites. Mais ceci est une autre histoire. Le Collège de Vendôme vécut et prospéra jusqu'à la dissolution des Congrégations religieuses en 1792. Les Oratoriens le quittèrent alors. Plusieurs d'entre eux cependant assurèrent sa continuité avec Mareschal et Dessaigues à leur tête.

L'Oratoire de France reprit vie en 1852, avec les mêmes statuts et les mêmes buts. Il s'emploie encore dans le même esprit et avec non moins de succès à l'éducation de la jeunesse dans de magnifiques et florissants collèges comme Massillon à Paris, Pontoise, Saint-Lô, et Juilly en Seine-et-Marne.

C'est donc à cette famille religieuse que Robert Tardiveau voulut s'affilier.

Il agit en connaissance de cause, n'en doutons pas : il avait alors 32 ans. Mais, ancien élève du lycée de Vendôme où presque rien n'avait changé, au moins quant au cadre, depuis le premier Oratoire : les mêmes cours, les mêmes salles, les mêmes arbres, les mêmes vieux murs où la pierre est devenue grise et la brique s'est adoucie en rose, n'est-il pas permis de penser qu'il a été influencé dans son choix (sans le savoir, bien sûr) par on ne sait quelle remanence des vertus et de l'ardeur studieuse des anciens maîtres oratoriens ? Il ne conviendrait pas d'insister, mais, après lui, un autre ancien élève du Lycée, le P. Gaston Morin, vendomois de naissance, entra lui aussi à l'Oratoire.

*

* *

Il ne s'agit pas ici de décerner au P. Tardiveau des louanges même méritées. Il les eût lui-même refusées énergiquement. Mais Vendomois de souche, et très fidèle à tout ce qui touchait sa ville natale, ancien élève de notre lycée, membre de notre société nous l'avons dit, le P. Tardiveau fut de ceux dont le nom ne doit pas tomber dans l'oubli. Personnalité originale, dans le sens tant laudatif que quelque peu péjoratif que l'on attache d'ordinaire à ce mot, laissant affleurer (et parfois avec une alternance dont la rapidité déconcertait) les contrastes de son caractère, compréhensif de toutes les situations humaines, facilement autoritaire, mais au fond indulgent et bon, indépendant de pensée et sûr de soi, tel apparaissait notre oratorien. « Nous admirions, a dit un de ses confrères, la variété des dons qu'il avait reçus. »

Avec cela, maître de son attitude, sans recherche dans sa tenue vestimentaire mais toujours digne, parfois même majestueux et grand seigneur à l'occasion, il vous accueillait, les bras largement tendus d'avance, la tête un peu de côté, avec un large sourire dans sa barbe déjà grisonnante, le regard à la fois malicieux et bienveillant derrière ses lunettes cerclées de fer.

A présent que nous avons tracé de lui un portrait où ses contemporains le reconnaîtront, étudions de plus près notre curieux modèle, et disons, avec des exemples à l'appui, que le P. Tardiveau fut un homme d'action et un homme de pensée (ce qui ne va pas toujours de pair) un humaniste des temps anciens, poète et lettré, un « honnête homme » au sens du grand siècle, tout en se montrant profondément sensible à tous les problèmes de notre temps.

*

* *

Homme d'action ! — Nous avons déjà indiqué brièvement les activités qui furent celles de sa jeunesse : la direction d'une entreprise, le journalisme, l'action syndicale et sociale. A l'Oratoire il fut, selon les besoins, architecte, ingénieur, entrepreneur, légiste. Il sut prendre de promptes initiatives et les conduire, avec un sens extraordinaire de l'organisation, jusqu'à la réussite. A Juilly il entreprit d'immenses travaux de rénovation, traçant des allées nouvelles, rajeunissant les anciennes dans le grand parc, faisant installer un tennis, construire de toutes pièces une piscine, dotant le vieux collège d'un véritable et très moderne équipement sportif.

Son travail était sans arrêt, de jour et de nuit, il ne prenait guère de repos et pour ainsi dire pas de congé.

Il avait aussi le courage propre aux hommes d'action. Les Allemands occupèrent Juilly. Grâce à sa connaissance de leur langue il entreprit de traiter avec eux : il le fallait bien. Il le fit sans faiblesse ni flatterie. Ce ne fut pas sans risques. Un jour, après avoir discuté en vain pour que du matériel de couchage appartenant au collège ne fût pas réquisitionné, il vit un camion chargé qui sortait. Il se plaça devant le camion ! Un soldat allemand lui sauta à la gorge. Il ne céda pas. Et le camion dut se délester des objets dérobés. Un autre jour les Allemands cherchaient des otages parce qu'on avait entendu des coups de feu dans le village. Il se présenta à la place de son supérieur à l'insu d'ailleurs de celui-ci. Tout pouvait arriver. Il faillit être fusillé, et attendait sans crainte en fumant sa dernière pipe quand le contre-ordre arriva.

*

* *

Homme de pensée ! — C'est là sans doute sa caractéristique la plus évidente. Chez lui la diversité des occupations ne submergeait pas l'esprit. Plongé incessamment dans le pratique, le matériel, (sa tâche d'économe l'exigeait) il gardait la liberté de sa pensée. Ses journées d'entreprises s'achevaient dans des méditations spirituelles. Et la source de poésie restait en lui toujours jaillissante.

Il est temps d'aborder et d'apprécier l'œuvre littéraire du P. Tardiveau. L'on ne m'en voudra pas, j'espère, si j'ai commencé par faire connaître notre auteur en quelque sorte par le dehors. Il s'agissait de camper devant vous la silhouette de ce personnage hors série. Or, contrairement à ce qui arrive d'ordinaire ce que nous avons dit de sa nature et de son comportement habituel ne peut éclairer que faiblement sa physionomie intellectuelle : en cette riche nature se révèle un curieux contraste, nous l'avons indiqué, Il passait sans peine des occupations les plus matérielles aux spéculations philosophiques et poétiques les plus élevées. Alternance ? Simultanéité ? Qui le dira ? Dans le second cas ce serait presque du génie, s'il ne convenait de n'user de ce mot qu'avec circonspection.

Quoi qu'il en soit, le P. Tardiveau laisse une œuvre littéraire dont la valeur mérite d'être ici mise en relief. Son esprit, d'une acuité extraordinaire et d'une rare puissance d'assimilation s'était formé un peu à l'aventure par suite des circonstances qui l'obligèrent à tronquer ses classes d'humanités. Il y suppléa par d'intempérantes lectures où il apaisait sa fringale de savoir. On a parlé de repas d'ogre intellectuels. Ainsi il acquit une culture d'autodidacte énorme et incomplète, car, il faut le dire, il lui manqua toujours une ferme discipline d'acquisition de rigoureuses directives et le contact avec la pensée d'autrui. Du moins conserva-t-il sa spontanéité, sa liberté d'expression ou, si l'on veut, sa virtuosité verbale qui, dans ses écrits ou sa conversation fut prodigieuse. Poète, il avait lu tous les poètes français. Il les savait tous pas cœur, ou peut s'en faut.

Son œuvre suit une courbe ascendante, comme sa vie. Il est temps que nous l'abordions.

Nous ne ferons que mentionner ce qu'il écrivit dans sa jeunesse : de

très nombreux articles ou études, épars dans la presse locale d'alors, et deux œuvres sur le sacerdoce inspirées par le contact spirituel avec les maîtres oratoriens du XVII^e siècle, plusieurs productions aussi du genre théâtral (disons pièces de patronage). Œuvres éphémères dont la meilleure « *Jeanne d'Arc à Blois* », gracieuse et émouvante, fut représentée en 1929 et obtint je m'en souviens, un très beau succès. Un drame lyrique aussi « *Marie de Magdala* », dix ans plus tard, en 1939, où l'on voit que le talent de l'auteur s'est à la fois affermi et assoupli.

Il faut bien le dire, et le regretter : les œuvres poétiques du P. Tardiveau sont aujourd'hui à peu près introuvables. La bibliothèque municipale et celle de notre société en possèdent des exemplaires, des amis aussi. Alors, pour en donner une idée, je vais citer, au fur et à mesure, quelques poèmes que j'ai choisis, comme étant caractéristiques.

Le premier recueil s'intitule « *Poèmes vendomois* » (Vendôme 1926), le deuxième « *Clochettes et Bourdons* » (Paris 1938). Il les appelait ses « gammes d'essai » et les méprisait. A tort, car en dépit de quelques imperfections on trouve déjà dans ces poèmes d'inspiration très diverse ce qu'il mettra par la suite dans ses grandes œuvres. Dans l'intervalle il avait publié un poème lyrique « *Cantique spirituel* » où le « métier » du poète s'affirme de plus en plus.

Voici en 1941 « *La Dispute des Créatures* » (2) qui fut couronnée par l'Académie française. Quel en est le sujet ? La connaissance, et si possible l'explication des choses et de l'homme. Poème philosophique où s'affrontent tour à tour la Matière, l'Esprit, la Mort, puis la Muse et le Poète en des dialogues où l'on ne peut s'empêcher d'admirer la vigueur de la pensée, l'ingéniosité des images et la puissante envolée du lyrisme.

Suivit en 1942 « *Entre l'Âme et l'Esprit* ». Y sont exposés les grands mythes divins et humains (que se posait déjà l'Antiquité et qui restent plus actuels qu'on ne pense) : mythes du Centaure, de Prométhée, d'Orphée, de Pan, — et pour terminer Eros et Agapé (le désir et la grâce). Un complément paru l'année suivante traite du mythe de Narcisse et s'achève par la prière d'Augustin, qui est celle de l'âme en paix dans la vérité.

Cet ouvrage obtint le prix de poésie « Paul Verlaine » en 1943. Trois autres volumes étaient en préparation. Le Père Tardiveau s'y racontait à lui-même ses souvenirs, sa vie, comme pour essayer de la comprendre, de se comprendre. Et c'est sans doute à la lecture de ces pages que l'on aura le délicat plaisir « cherchant un auteur, de trouver un homme ».

*

* *

Comment juger l'œuvre poétique du P. Tardiveau : j'entends l'œuvre à son apogée, ses poèmes philosophiques ? Il nous dit lui-même quelles étaient ses intentions : « L'écriture poétique, affirme-t-il, n'est pas réservée à des mignardises de sentiments, à des ciselures d'émaux au flanc du vase. Elle est naturelle, spontanée chez le métaphysicien et chez le prophète... Je crois que la poésie... ne risque rien à tenter l'escalade des grands problèmes. La poésie, (ajoute-t-il plus loin), est-elle autre chose que la vibration d'une âme ? »

Quant à sa manière, à son « Art poétique », voici ce qu'il en dit : « Je ne m'excuserai pas d'écrire dans la forme traditionnelle. D'abord parce qu'elle exige de la « composition » et qu'une œuvre aussi peu logique, scientifique et rigoureuse qu'un poème, doit être *composée* pour rester *raisonnable* : la raison ne mène pas à tout mais on n'arrive à rien en l'offensant... En refusant de se soumettre aux lois de l'art d'écrire, on ouvre la porte à tous les artifices littéraires, qui ne sont que du sabotage de la pensée, du style et de la syntaxe ».

Il reste donc fidèle au vers traditionnel, « qui peut tout exprimer et que la diversité de ses rythmes ne contraint pas à la monotonie ».

Notre poète eut-il des modèles ? Pour qui le connaissait, ce serait trop dire. Contentons-nous d'admettre qu'il subit, sans vouloir s'en rendre compte, les influences de ses lectures multiples et multiformes, et qu'il s'apparente à maints grands esprits. Le lecteur attentif de son œuvre pense à Lucrèce pour l'ampleur de la pensée, à Ronsard pour la variété, l'abondance et l'éclat, à Victor Hugo, (comme lui « écho sonore » et « âme de cristal »), pour la richesse verbale et rythmique, au Musset des « Nuits » pour l'alternance harmonieuse et émouvante de ses dialogues, enfin plus près de nous, à Valéry qui avait lu ses poèmes et l'avait écouté en personne, aux surréalistes encore, vers la fin, et à bien d'autres encore.

Cette énumération est incomplète, elle est superflue. Avant tout Robert Tardiveau était *lui-même*. Sa pensée était à lui. Elle s'exprimait dans le langage qu'il s'était fait, et c'est à juste titre qu'un critique a qualifié son œuvre de « lyrisme intellectuel ». Qui ne comprend la hauteur de ce lyrisme, auquel bien peu atteignent ?

A l'époque de sa mort, il avait acquis la maîtrise totale de sa pensée et de son expression. Les œuvres que l'on en pouvait attendre restent, hélas, inachevées. L'ascension a été interrompue au moment d'atteindre la cime.

Tandis que j'écrivais ces lignes, pour faire connaître la vie et l'œuvre du P. Tardiveau, je me transportais maintes fois par l'imagination de Vendôme où il naquit à Juilly où il repose désormais. Vendôme !... Juilly !... les deux pôles de cette existence dont j'ai essayé de retracer les grandes lignes, omettant volontairement de vous parler de l'ami fidèle et délicat, et du prêtre exemplaire que fut Robert Tardiveau.

Je n'ai donc pas été tout à fait complet. J'espère du moins en avoir assez dit pour que le lecteur, à Vendôme ou ailleurs, puisse mieux connaître et estimer cet enfant de notre sol qu'il n'oublia jamais, cet esprit distingué et cultivé, cet oratorien vendomois, notre contemporain qui fut digne de la grande tradition de sa Compagnie, — et dont l'œuvre, pour incomplète qu'elle soit, fait le plus grand honneur à sa famille, à notre lycée et à notre cité.

(1) On peut voir actuellement dans la salle des Actes du lycée de la rue Saint-Jacques un portrait du cardinal de Bérulle et ceux des PP. Mascaron et Gault, — de même que ceux de Mareschal et Dessaigues, qui sans être prêtres étaient affiliés à l'Oratoire.

(2) « La Dispute des Créatures ». — dispute, dans le sens de discussion, confrontation d'opinion.

A propos de
François-Pierre-Auguste TARDIVEAU,
de NOURRAY, en Vendomois,
père du romancier René BOYLESVE

C'est le 30 novembre 1966 que l'abbé Marchais nous a entretenus à travers une liasse de lettres inédites de François Tardiveau de Nourray, dont « ce n'est pas si mince gloire que d'avoir eu deux fils dont l'un honorerait la France par la plume, toute sa vie, et l'autre la défendrait par les armes, au prix de sa vie. » (Bull. vendomois 1966, p. 43).

M. Turbide-Tardiveau, demeurant à Angers a bien voulu, récemment, nous communiquer quelques renseignements sur la famille Tardiveau, renseignements que nous insérons bien volontiers.

François-Pierre-Auguste Tardiveau est né le 22 décembre 1835 à Nourray. Il est décédé à Tours le 27 juin 1883.

Il s'est marié deux fois.

Le 6 novembre 1865, il épouse Mlle Marie-Sophie Boiblesve, âgée de trente ans, à la mairie de La Haye-Descartes.

Madame Tardiveau décédera laissant trois enfants dont le dernier ne survivra pas vingt-quatre heures à sa mère.

Les deux aînés René et Marie poursuivront la lignée. René-Marie-Auguste est né le 14 avril 1867 à la Haye-Descartes. (Les enfants des deux lits y sont tous nés). Il s'est marié le 15 avril 1901 à Alice-Zélie-Eléonore Mors, elle-même née le 8 juillet 1881 2, place St-Michel à Paris de Louis-Jean-Baptiste

Mors, ingénieur et de Alice Bergmann. René Tardiveau, c'est René Boylesve, le futur académicien ayant décidé de signer ses œuvres du nom de sa mère.

Marie-Clémence, sœur cadette de René est née en septembre 1869. Elle épousa Emile Mors, jeune frère de Louis Mors et ce ménage ne dura que peu de temps. Ils eurent cependant une fille, Rosette, avant de se séparer. Les Mors sont connus au moins par certains ayant donné leur nom à une marque d'automobiles. Marie Mors-Tardiveau, prix de Rome a eu un nom dans la peinture.

Marie Mors habitait boulevard St-Germain, et avait jusqu'en 1925 conservé « La Barbotinière » près de La Haye-Descartes, ancienne propriété de sa famille maternelle. Mais les frais dépassaient les revenus, et son régisseur en est finalement devenu propriétaire.

« J'y suis retourné il y a quinze ans, nous écrit notre correspondant, M. Turbide-Tardiveau. La propriété était louée au colonel américain du camp voisin. Celui-ci m'a parfaitement reçu et m'a permis de revoir ce que j'avais connu étant enfant. Je suis passé ensuite à la ferme où la veuve du régisseur m'a bien reconnu, et m'a dit très franchement :

« Voyez-vous, votre oncle n'était pas homme d'affaires et mon pauvre mari l'était bien plus que lui ; alors quand il y avait de grosses réparations, il vendait un bout de terrain que mon mari lui indiquait... et il n'a jamais su que c'était nous qui rachetions... Quand votre tante a été seule, c'était encore plus rapide... C'est une terre dure par ici ; il faut qu'elle reste aux paysans !

« C'était sa dernière victoire, — verbale, celle-là, — sur un Tardiveau, conclut M. Turbide-Tardiveau, car elle est morte l'année suivante ».

Devenu veuf, François-Pierre-Auguste Tardiveau s'est remarié en 1876 avec Marie-Louise Brunauld de Montgazon.

Après avoir eu deux enfants qui ne vécurent pas, le nouveau foyer s'enrichit d'abord de jumeaux puis d'un cinquième enfant.

Anne-Marie-Marguerite, née le 27 juillet 1878, c'est la mère de notre aimable informateur.

Pierre-Marie-Auguste, son frère jumeau s'est marié en 1904 à Hélène Baglan. Il trouvera une mort glorieuse à Verdun.

Enfin, Roger, né le 17 mai 1881 partit pour Madagascar vers 1905. Il y a épousé une « nièce » de la reine Ranavaloa, laquelle devait bien avoir une centaine de nièces... Il a été assassiné par son voisin en 1913, pour un achat de terrain limitrophe.

*LETTRES DE PIERRE DOUCIN,
DE SARGÉ-SUR-BRAYE,
chasseur au 22^e régiment d'infanterie légère
ARMÉE D'ITALIE (1808-1810)*

par M. Jean ARNOULD

C'est d'un petit, d'un obscur, d'un sans grade, dont je vous entretiendrai ce soir.

Ce petit n'est pas Flambeau, l'excellent avocat des anonymes de la Grande Armée par la grâce d'Edmond Rostand.

Ce sans grade n'est ni un capitaine Coignet, ni un sergent Bourgogne. Eux ont eu le temps de tailler leur plume, de sécher l'encre de leurs Mémoires et de leurs Cahiers d'un peu de poudre de gloire.

Cet obscur n'est qu'un conscrit, enrôlé quelques années plus tôt que Joseph Bertha, « le Conscrit de 1813 », de Erckmann et de Chatrian.

Les querelles impériales lui sont étrangères. Il ne doit qu'au caprice de la loi et du tirage au sort l'honneur d'être soldat. Ainsi ses ambitions sont-elles des plus limitées.

Je regrette seulement de n'avoir de lui que cinq lettres à vous offrir. Mais, en votre nom et au mien, je remercie Mme Werler de Sargé-sur-Braye de les avoir conservées et d'avoir bien voulu nous les confier.

Noël 1787 : un enfant est né

Mon récit débute comme un conte. Le 25 décembre 1787, il y a animation et joie dans la ferme de la Trousserie, en Saint-Martin de Sargé. Du moins peut-on le supposer à lire ce qui suit :

« L'an 1787, le 25 décembre, par nous, curé soussigné, a été baptisé sous condition un garçon, né de ce jour, à une heure après-midi, du légitime mariage de Pierre Doucin, laboureur à la Trousserie et de Marguerite Prenand, son épouse, de cette paroisse, mariés à Saint-Gervais (1) depuis deux ans, lequel a été nommé Pierre Noël par Joseph Dahuron, laboureur à la Morotière (2) et Marguerite Gasneau (ou Gusneau) sa grand-mère, celle-cy de la paroisse de Saint-Gervais, ses parrein et marreine, laquelle a déclaré ne signer ».

Si la grand-mère ne signe pas, ce qui est alors fréquent, le père et le parrain, deux « laboureurs », apposent leurs signatures à côté de celle de leur curé Joachim Nicolas Housseau, desservant de Saint-Martin. On peut penser qu'ils ont fréquenté les petites écoles et le nouveau-né les imitera puisqu'il saura écrire, ce qui nous vaut aujourd'hui de connaître de lui autre chose que son acte de baptême.

De l'enfance et de l'adolescence de Pierre Noël Doucin, rien ne nous est parvenu.

C'est un solide bébé puisqu'il échappe à tous les dangers qui menacent les jeunes enfants en ce XVIII^e siècle, alors que s'y ajoutent l'épidémie qui désole le Perche en août 1788 puis les rigueurs d'un hiver mémorable. C'est déjà une performance.

Vient la Révolution. Il atteindra ses douze ans aux environs du 18 brumaire. C'est dire qu'il retiendra fort peu des événements, sinon ce que les adultes auront souvent ressassé devant lui.

Son père se montre peu durant ces années agitées. Prudence paysanne ! Fermier sur une terre seigneuriale, c'est un notable de la paroisse. Comme tel il fait partie de l'éphémère municipalité de Saint-Martin, tôt unie à celle de Saint-Cyr. Sargé est né.

Doucin... Une ou deux fois l'an, ce nom paraît sur le registre de la municipalité ou celui de la garde citoyenne. L'homme reste discret.

En 1795, cependant, il faut se montrer. Ordre de ravitailler Mondoubleau. Misère et ventres vides. Certains sont plus heureux : les cultivateurs. Eux, mangent à leur faim ; ils vendent... même au marché parallèle.

Doucin n'a pu faire autrement que les autres. Déjà, il devait posséder quelques écus avant d'avoir des assignats, car, si François Pichot achète la Trousserie, devenue bien national, Pierre Doucin ne quitte cette ferme que pour faire valoir celle des Gâneries, laquelle vient aussi des biens confisqués sur l'émigré Montmarin.

Malheureusement, Doucin père décède prématurément le 21 juillet 1803 (2 thermidor an XI). Pierre Noël, l'aîné des enfants devient chef de famille au côté de sa mère. Sur l'acte de décès de son père, n'est-il pas déjà qualifié de : « cultivateur » ! Il a quinze ans et demi.

La conscription

Pendant que Pierre Noël travaille la terre, Bonaparte est devenu Napoléon. La guerre reprend et conscrits de se compter.

C'est alors qu'il faut distinguer. Dans chacun de nos villages, les enthousiastes, les réalistes, — je songe à une de nos vieilles connaissances, le chevalier de Borthon, du Fief-Corbin, — (3), sont nombreux. Mais combien plus grande est la foule des pauvres diables, au demeurant fort courageux, dont l'unique volonté serait de rester à la maison.

La conscription est alors d'invention trop récente pour être universellement acceptée. Surtout, elle s'applique en un temps où, partir à l'armée, c'est aller à la guerre.

Relisons, voulez-vous, « le Conscrit de 1813 ».

— « Dis donc, Joseph, combien penses-tu que nous en avons vu passer depuis 1804 ?

— Oh ! Je ne sais pas, monsieur Goulden, ... au moins quatre ou cinq cent mille.

— Oui... au moins ! ... Et combien en as-tu vu revenir ? »

Là est l'important. Là est la Grande Peur !

Quand Pierre Noël tire-t-il au sort et passe-t-il le conseil de révision ?

La classe 1806, comprenant les jeunes gens nés entre septembre 1785 et décembre 1786 est appelée le 23 septembre 1805. On peut en déduire que notre garçon, né le 25 décembre 1787 fait partie de la classe 1807. Elle fut appelée le 4 décembre 1806.

Aucun registre n'a pu me rapporter le cérémonial du tirage au sort de cette classe 1807. On pourrait relire le récit que nous a laissé Joseph Bertha suivi de celui du conseil de révision de Phalsbourg. Qui ne se souvient de ce pauvre Joseph, les joues empourprées sous l'effet du vinaigre absorbé ; ce qui lui vaut d'être enrôlé de suite sur sa bonne mine. A titre documentaire, évoquons les rites observés à Sargé lors de la conscription des années 9 et 10 (1800-1801). Nous ne nous écartons certainement pas de ce qu'a connu Pierre Noël quelques années plus tard.

Il n'a pas fallu moins de quatre réunions du conseil municipal pour conclure cette importante affaire.

Le deuxième jour complémentaire an X de la République, à huit heures du matin, les édiles se réunissent en vertu d'un arrêté des Consuls du 18 thermidor précédent et d'ordre des préfet et sous-préfet. Admiron la célérité des conseillers. Les ordres sont arrivés la veille au soir à cinq heures. Trois conseillers, trop éloignés, n'ont pu être joints. Mais les autres sont assemblés à la première heure. Nous ne sommes plus sous le Directoire. On obéit.

« Nous avons arrêté que le 4 vendémiaire an XI le conseil se rassemblera à neuf heures du matin... à l'effet d'entendre les réclamations des conscrits qui se croiraient hors d'état de servir et qu'il en seroit de suite donné avis au public afin qu'il n'en ignore. Ce qui a été publié à la porte de l'église au sortir de la messe paroissiale et affiché le même jour, deuxième complémentaire... au pied de l'arbre de la liberté, lieu ordinaire »...

Donc, le 4 vendémiaire, 26 septembre 1802, nouvelles « opérations » en la « chambre commune » :

« Ne nous estimant pas posséder les connoissances suffisantes pour distinguer les genres et causes de maladies qui ne pourroient dispenser du service les conscrits réclamants, nous avons jugé à propos de nous faire accompagner par un officier de santé dont les lumières et les talens nous missent à même de remplir le but de la loi. Après une délibération, nous avons, d'une voix unanime, désigné le citoyen Lecerf, officier de santé dans notre commune pour remplir cette importante commission. Pourquoi lui avons envoyé un de nos membres avec invitation de se rendre de suite dans notre assemblée pour y donner son consentement ou son refus »... Permettez-moi d'abrégé et de vous dire l'acceptation de maître Lecerf.

Vient le moment de la visite.

« Plusieurs conscrits s'étant présentés à l'assemblée pour avoir et obtenir des dispenses de service, le citoyen Lecerf... a commencé par le citoyen François Deniau... qu'il a jugé et reconnu hors d'état de servir dans les armées de la République pour cause d'infirmité qui est que le dit... a la vue très foible, qu'il est privé depuis sa petite vérole de la faculté visuelle ayant des taies sur les deux yeux, qui sont très visibles ».

« Après... est paru le citoyen Louis Jeufrault qui a été jugé et reconnu de même être hors d'état de servir, étant infirme depuis environ six ans, suite d'un coup de pied de cheval qu'il a reçu à la cuisse gauche et qui lui a occasionné une rétraction des muscles réfléchisseurs dans cette partie ce qui le fait clodiquer et bouetter et le rend incapable de résister à la marche pour peu qu'elle soit pénible. Sa foible stature quoiqu'assez élevée, son foible tempérament prouvent qu'il est incapable de supporter les fatigues de la guerre ».

« Après... est paru le citoyen Pierre Gauthier qui a été aussi jugé... incapable de servir en ce qu'il est atteint d'un asme ancien, d'hémoptisie ou crachement de sang habituel »...

« Est comparu ensuite le citoyen Claude Merelle au lieu et place de Louis Merelle, son frère, conscrit de l'an neuf, alité depuis quelque tems. Le dit Louis Merelle est reconnu hors d'état de servir étant atteint d'une affection de poitrine. Le citoyen Lecerf qui le traite depuis plusieurs années a toujours regardé cette maladie comme très grave et même irrémédiable »...

« Est paru le citoyen Jean Louis Baptiste Barbet, lequel a été jugé pour le présent hors d'état de porter les armes ayant un panary au pouce de la main gauche occasionné par la piquûre d'une épine qu'il a éprouvé il y a

environ trois mois et d'où il est résulté qu'il a perdu le libre mouvement de cette extrémité ne pouvant nullement fléchir le pouce ».

« A paru ensuite le citoyen Simon Lehoux atteint depuis plusieurs années d'une maladie de nerfs très grave qui le tourmente jusqu'au point de lui faire perdre le jugement et la raison jusqu'à courir les champs ainsi que l'atteste le citoyen Bisieux, officier de santé résidant commune de Mont doubleau, confirmé par le citoyen Lecerf qui le juge incapable de servir dans les armées ».

« Après quoi, le conseil ayant été permanent au lieu de ses séances depuis neuf heures du matin jusqu'à sept heures du soir, voyant qu'il ne se présentait plus aucun conscrit dans le cas de réclamation et après avoir examiné les opérations du citoyen Lecerf qui a dit et protesté y avoir mis toute l'attention et l'impartialité possible a estimé et estime que les (réclamations) des citoyens dénommés sont justes et validées, pourquoi il juge les dits citoyens hors d'état de supporter les fatigues de la guerre et de servir dans les armées de la République ; il estime aussi que, vu les certificats du percepteur de la commune pour l'an dix, vérifiés par le maire de la dite commune et par le contrôleur des impositions directes de l'arrondissement, ils ne sont susceptibles de payer aucune indemnité »...

« Après quoi, le conseil a dressé la liste des conscrits qui se trouvoient en état de concourir à fournir le contingent de la commune et dont le nombre s'est trouvé pour l'an neuf à dix et pour l'an dix à sept, savoir »...

Je vous tairai les noms de ces petits gars : nous les retrouverons bientôt. Déjà, on les prévient :

« Lesquels ont été avertis de se rendre le 12 du présent, à neuf heures du matin, à la chambre commune pour procéder au tirage si toutefois ils ne fournissoient pas entre eux et de gré à gré le contingent demandé à la commune »...

Le 12 vendémiaire suivant, 4 octobre, le conseil se retrouve réuni, « assisté des citoyens Laporte, brigadier et Lefort, gendarme, de la brigade de Mont doubleau, lesquels se sont rendus à notre assemblée en vertu des ordres supérieurs qui les enjoint... d'assister à la désignation des conscrits ».

Le maire « fait tirer la cloche »... « Une heure s'étant écoulée, la cloche ayant cessé de sonner, tous les conscrits étant réunis », les opérations commencent.

« L'on a fait l'appel des conscrits de l'an 9, lesquels se sont tous trouvés présents. On les a fait passer... sous la toise. Ils se sont trouvés tous avoir la taille d'un mètre 605 millimètres et au-dessus à l'exception du citoyen François Bruneau qui s'est trouvé l'avoir beaucoup au-dessous ».

« Les conscrits... ayant d'après l'agrément du conseil, adopté le mode de tirage par ordre des noms portés sur la liste et ayant demandé d'un commun accord que les quatre billets noirs, c'est-à-dire les deux pour le complet de

l'armée et les deux pour la réserve fussent mis ensemble dans le même chapeau avec les billets blancs... afin de ne faire qu'un tirage pour la même classe, il a été procédé... ainsi qu'il suit :

« Le secrétaire de notre commune a fait neuf billets parfaitement égaux pour les neufs conscrits qui se trouvaient avoir la taille requise, le dixième se trouvant trop bas. Le conseil et les conscrits les ayant bien examinés et les ayant trouvés conformes, le... secrétaire en a pris quatre, sur deux desquels il a écrit, bien lisiblement *armée active*... et sur les deux autres, il a écrit aussi lisiblement *armée de réserve*... Après quoi, le citoyen maire, président, les ayant pris, les ayant fait voir au conseil et aux conscrits intéressés et ayant été reconnus parfaitement conformes aux cinq autres blancs qui étoient en vue sur la table, le secrétaire les... a ployés dans le même sens et les ayant comptés devant le conseil et les conscrits, les a mis dans le chapeau du... brigadier de gendarmerie... Sur le champ, le maire ayant pris la liste a appelé :

1. — le citoyen Jacques Louis Vadet, qui, ayant mis la main au chapeau a amené billet blanc.

2. — le citoyen Jean Deniau... billet blanc !

3. — le citoyen Joseph Bruneau... billet blanc !

4. — le citoyen Clément Poupet... a amené un billet sur lequel était inscrit *armée de réserve*.

5. — Jacques Doron... a amené billet blanc.

6. — Jean Moreau... billet blanc.

7. — François Gauthier... a amené un billet... inscrit *armée active*.

8. — François Gigou... *pareillement*.

9. — Le citoyen Jean Louis Butet pour qui le citoyen Pierre Butet, père, s'est présenté, étant alité... pour cause de fièvre... a amené le dernier billet sur lequel était inscrit *armée de réserve* »...

... « Le tirage de la conscription de l'an 9 s'étant fait avec toute la sagesse, la prudence et la tranquillité possible, l'on a procédé au tirage de la conscription de l'an 10 de la même manière ».

Je ne vous imposerai pas les détails de cette deuxième cérémonie, aussi longue et peut-être encore plus tatillonne que la première.

Un exemple suffit qui nous fait comprendre le grand désespoir des conscrits bons pour le service. Avec quelle amertume ils pourraient chanter comme, dit-on, les gars du Languedoc le feront vers 1810 :

Le maire et aussi le préfet
Ce sont deux jolis cadets,
Ils nous font tirer au sort
Pour nous conduire à la mort.

Un exemple suffit. Ainsi, François Gigou, un des deux appelés à l'armée active pour l'an 9, a tiré lui-même son destin ce 4 octobre 1802. Il meurt, le 6 décembre 1803 (14 frimaire an 12), à l'hôpital militaire de Toulouse. Tirage au sort, loterie sanglante. Aussi, avec quelle « prudence », ainsi s'exprime le maire de l'époque, manipule-t-on ce générateur de rancunes, d'émeutes, de réfractaires, de déserteurs, afin qu'il ne sorte pas de son rôle officiel de comptabilisateur impartial de conscrits.

Première lettre

Un jour donc, Pierre Noël a tiré au sort avec la classe 1807. Billet blanc, billet noir ? Active, réserve ? Un mauvais numéro l'aurait fait partir dès décembre 1806. D'après la première lettre que nous avons de lui, nous pouvons penser qu'il a pu n'être mis à la disposition du gouvernement que dans la levée de 80 000 hommes du 10 septembre 1808, répartis sur les classes 1806, 1807, 1808, 1809. Les besoins sont de plus en plus importants. La grande et vieille armée, celle d'Austerlitz à Friedland, clouée en Espagne, Napoléon va s'en forger une nouvelle, celle de Wagram. Bien que fils aîné de veuve, Pierre Noël en est, le cœur gros.

« A madame Doussin (4), la veuve, de la Ganerie de Saint-Martin de Sargé, canton de Mondoubleau, département de Loir-et-Cher ».

Le 21 de novembre 1808.

Ma mère,

« Je vous écris que j'allons à Nice, en Provence, 250 lieues de Vendôme ; mais ne prenez point de chagrin. Le mien est passé puisque je vois bien que ça ne sert à rien, mais je me porte bien. Je ne suis pas plus las que le premier jour que j'ai parti de chez vous, mais je vous embrasse mille et mille fois, mais je vous prie d'en faire part à mes bons amis, et ainsi qu'à monsieur Aubert et ainsi qu'à la fille Durant et ainsi qu'à son père et sa mère. Je vous écris de Gien, 40 lieues de chez nous. Je finis en vous embrassant. Fait par moi, Doussin. »

Passons sur l'orthographe et les naïvetés de la syntaxe ou du style (5). L'époque n'était pas exigeante et le brave garçon n'avait certainement pas fréquenté longtemps la petite école de maître Urbain Huet (6).

Gageons aussi que, s'il sait aller à Nice, ce n'est que parce qu'on le lui a soufflé qu'il peut indiquer à sa mère que cette ville est à 250 lieues de Vendôme. Combien de prisonniers de 1940, transportés en Allemagne, — et qui pourtant avaient quelques notions de géographie, — ont mis longtemps à se situer correctement.

En ce XIX^e naissant, — ce siècle avait huit ans, — gagner son régiment, pour une recrue, ne se pratique qu'à pied, le sac sur l'épaule, un sergent en serre-file. Quelle « agréable manière de voyager », disait Jean-Jacques, des voyages à pied. Mais c'était au temps des rois et des racleurs et Jean-Jacques n'était pas soldat. L'Empereur ayant fait de la marche un sport militaire dont on note les performances, seule compte l'endurance.

Pierre Noël est un paysan, solide par définition : « Je me porte bien », écrit-il. Vertu apaisante des mots. Mais les étapes s'ajoutent. Aussi rectifie-t-il : « Je ne suis pas plus las que le premier jour ». On est en novembre, mois maussade. Le froid marche sur la longue route, compagnon insidieux de ces presque enfants. Le soir, au hasard du billet de logement, même si la soupe est bonne, l'accueil cordial, ce n'est pas la table de famille, l'âtre de la maison paternelle. Le bonheur calme des hôtes brise un peu plus le courage de l'abandonné.

Et le corps, les jambes, les pieds surtout ! On a forcé toute une journée, une de plus. Les muscles, les os sont douloureux. Les ampoules sont à vif. C'est Larrey qui signale à l'Empereur, en 1807, les souffrances des jeunes fantassins. Ils vont à la dérive, ils envahissent les hôpitaux. Incorporés trop jeunes, les épiphyses des os des jambes ne sont pas encore complètement soudées. On en tiendra compte... jusqu'aux revers !

Quel bien-être de se déchausser, de reposer ses membres brisés par un effort jamais fourni dans les durs travaux champêtres. On voudrait s'anéantir pour toujours dans ce lit d'où il faudra s'arracher pour reprendre place dans la colonne.

— « Bon voyage, conscrit ! »

Il ne se retourne pas ; il n'est qu'un passant et ne reviendra pas.

Car, ce qui abat le jeune soldat, c'est le chagrin. On l'arrache à tout ce qu'il aime. On le transporte dans un monde inconnu, cruel, même quand ce n'est pas directement la guerre. Pris au piège, il se fait du mauvais sang. C'est une expression bien commune, mais de bon sens populaire. L'Empereur lui aussi, n'y échappera pas à Sainte-Hélène.

Pierre Noël, courageusement, tente de réagir : « Ne prenez point de chagrin. Le mien est passé puisque je vois bien que ça ne me sert de rien. »

Cela ressemble fort à la résignation de l'oiseau captif ; et il faut parfois bien peu pour changer d'opinion, se sentir tellement misérable qu'on a envie de tout planter là... et qu'on le fait.

N'est-ce pas poignant de lire à l'état-civil de Sargé : « Minier Jean Joseph, du 48^e de ligne, conscrit de l'an 13, mort de langueur, le 7 août 1806, à Oettingen en Ries, cercle de Souabe, à 22 ans ».

Et il n'est pas le seul !

Deuxième lettre

A Nice, 21 de feuvrier 1809

Ma très chère mère,

« Je vous écris, c'est pour mettre la main à la plume et pour m'informer de vos nouvelles et pour savoir si vous vous portez bien ainsi que mes frères et ma sœur, et ainsi que ma grand-mère, et mes oncle et tante et cousin et cousine ; quant à la mienne (elle) est bonne pour le moment, grâce à Dieu, mais je souhaite que la présente vous trouve de même.

Mais je vous dis que voilà que huit jours que je suis sorti de l'hôpital pour avoir ramassé la gale à coucher en ville ; mais avec la gale, il m'a pris de grande fièvre pendant huit jours, de quoi que je ne croyais pas en relever ; mais je vous dis que j'en suis bien remis pour à présent, Dieu merci ; mais je vous dirai que j'avais encore 12 francs mais profitant que j'ai été bien malade, on me les a pris ou volés, de quoi que j'ai été obligé de vendre ou de changer ma veste et mon gilet pour m'avoir ce qu'il me fallait ; mais pour à présent, je n'ai pas un seul sou que ma paye d'un seul sou par jour ; mais ce qui me rend très chagrin, c'est que je ne reçois point de vos nouvelles. Je ne sais si vous êtes mort ou en vie ou si vous ne voulez pas me récrire ou si vous ne recevez pas des nouvelles ou des lettres que je vous fais envoyer ; mais ce qui me fait de la peine, c'est de ce que je ne reçois point de vos nouvelles ; mais je crois que si vous aviez reçu de mes nouvelles, que vous m'auriez récrit ; mais je vous dis que si vous me récrivez pas, vous me ferez de la peine. Je vous dirai que voilà que trois jours que j'ai écrit une autre lettre ; mais ce qui me fait récrire, c'est l'arrivée de Germain Fougerait, le frère de Louis Fougerait de chez mon oncle de Grand Moulin de Savigny ; mais, ma très chère mère, je vous prie de m'envoyer 72 francs ou trois louis, mais je vous le fais demander sur la lettre du 18 feuvrier mais j'ai peur de n'en recevoir pas auparavant de partir parce qu'il vient tous les jours des nouvelles de partir.

Mais je vous ai dit sur la lettre du 18 feuvrier que nous allions partir le 25 de mars ; ce que je vous ai dit, c'est la vérité, mais je vous prie de ne pas manquer à ce que je vous demande parce que si j'en reçois pas de celle-là, c'est la dernière que je vous écris, mais je vous prie de m'excuser si je ne parle pas bien, mais je vous prie que si vous avez reçu la lettre que je vous ai envoyée de me le marquer sur la lettre que vous me renverrez sitôt la présente reçue, mais je vous avais demandé un louis ou vingt-quatre francs dans ma première lettre que je vous écris de quoi que j'en ai pas reçu des nouvelles ; mais à présent je vous prie d'en faire part à monsieur Aubert et ainsi qu'à madame Aubert et je vous prie de savoir ce que vous m'enverrez à toutes les fois que vous m'en enverrez.

Mais je n'ai pas autre chose à vous marquer ; je finis en vous embrassant mille et mille fois et aussi de tout mon cœur. Fait par moi, Pierre Doussin, votre fils pour la vie ».

Trois mois, jour pour jour, se sont égrenés depuis la lettre écrite de Gien. Sans doute, d'autres, que nous ignorons, ont pu être postées. Nous avons pour preuve celle du 18 février dont Pierre Noël fait mention. Son chagrin de ne rien recevoir est celui de tous les soldats de toutes les guerres depuis que les combattants savent écrire. La poste aux armées a toujours reçu plus de récriminations que de compliments. L'intendance ne suit jamais. Le découragement l'envahit, le sentiment de son impuissance est si total qu'il n'a plus pour se défendre qu'une menace dérisoire : « mais je vous prie de ne pas manquer à ce que je vous demande parce que si j'en reçois pas de celle-là, c'est la dernière que je vous écris »...

La chanson du conscrit encore une fois dit bien tout ce qu'il faut dire :

« Adieu donc mes chers parents
N'oubliez pas votre enfant
Ecrivez-lui de temps en temps
Pour lui envoyer de l'argent. »

C'est qu'il faut quelques écus pour faire bouillir la marmite avec les camarades ou pour rendre visite à la cantinière. Ainsi que le constate ce brave Joseph Bertha de Phalsbourg : « Ceux qui n'avaient pas d'argent cassèrent leur croûte de pain bis en regardant les autres ». C'est bellement raisonné, peut-être, mais on ne pratique la frugalité que par nécessité. Dès qu'on peut, on chaparde, on pille et les mécréants volent, même dans la poche du camarade d'infortune. C'est ainsi que sont disparus les derniers douze francs de Pierre Noël abruti de fièvre sur son grabat d'hôpital.

La veste changée, le gilet vendu, comment subsister avec le seul petit sou de l'Empereur ? Si encore le premier louis demandé était arrivé. Il est bien naturel d'être révolté par tant de misères et il faut être le bon fils qu'on a toujours été pour, la menace à peine formulée, en demander pardon : « mais je vous prie de m'excuser si je ne parle pas bien. »

Troisième lettre

A Nice, 21 mars 1809

Ma très chère mère,

« Je vous écris, c'est pour répondre à votre lettre et en même temps pour m'informer de l'état de votre santé et pour savoir si vous vous portez bien aussi que mes frères et ma sœur. Quant à moi, je me porte bien, grâce à Dieu. Je souhaite que la présente vous trouve de même. Mais aussi, j'ai reçu la lettre que vous m'avez envoyée le 5 mars. Je l'ai reçue le 18 mars (ce) qui m'a fait beaucoup de plaisir d'apprendre que vous jouissiez d'une bonne santé et toute ma famille et aussi j'ai reçu un bon de 24 francs et j'ai touché l'argent de suite qui m'a rendu un grand service. Nous allons partir le 21 mars. Mais je me suis informé dans les bureaux de Nice pour la première lettre que je n'ai pas reçue pour savoir si elle n'était pas au bureau. De quoi qu'ils m'ont dit que fallait que vous vous en informiez de suite, que l'argent ne pouvait

pas être perdu. Mais je vous prie dans la première lettre que vous m'écrirez de me dire si mon frère est bien guéri.

Mais ne soyez point surpris comme je n'ai pas récrit à monsieur Aubert à part parce que je voulais savoir auparavant ce que je recevrais dans la lettre que vous m'enverriez. Aussi je vous demande des nouvelles de ma grand-mère, si elle se porte bien et tous mes oncle et tante et cousin, cousine, parent et ami. Mais j'ai reçu des nouvelles de François Deneux, mon cousin. Il se porte bien. Mais aussi sur la lettre qu'il m'a écrit, il m'a dit qu'il était bien surpris de Jiroux, que quand il était parti pour Rommes, il lui avait emporté (7) deux chemises et trois livres. Le tout monte aux environs (de) neuf francs. Il m'a marqué de le mettre dans la lettre que je vous envoie et de le faire savoir à ses père et mère. Mais quand je l'ai vu, il se portait bien.

Mais je suis surpris que vous ne me marquiez rien de nouveau. Mais je vous dis que si Butet n'a pas fait faire son fossé le long de son bois de lui en demander la moitié (8). Rien autre chose à vous marquer.

Je finis en vous embrassant du plus profond de mon cœur. Mais pour la lettre que vous m'avez envoyée, que je n'ai pas reçue, je vous prie de vous en informer au directeur de la poste.

Faite par moi, Pierre Doussin, votre fils pour la vie. Je finis en vous embrassant du plus profond de mon cœur. »

P. Doussin

Que demande le soldat ? Des nouvelles du pays et un peu d'argent de poche, générateur de tabac, de vin, de viande et de bien d'autres douceurs. Le soleil de Nice brille ce 21 mars dans un ciel sans nuages malgré le départ imminent.

Il sera au beau fixe si les réclamations font retrouver le courrier et l'argent précédemment perdus. Monsieur Aubert, souvent nommé, maire de Sargé, grand responsable, comme ses collègues, des conscrits de sa commune, aidera certainement aux recherches.

En attendant, puisque les santés sont bonnes au village, — ainsi que la sienne, — le soldat a l'âme légère. Mère, grand-mère, frères, sœur, oncle, tante, cousin et cousine, tous ont droit à ses souhaits. Parfois le cercle s'agrandit au bourg tout entier. Ainsi Pierre Noël ajoute en marge dans sa deuxième lettre : « Mais je vous dis de faire mes compliments à mes amis et à tous ceux qui vous parleront de moi, mais principalement à la fille Durant du moulin du Bourg de Sargé et ainsi qu'à ses frères et son père et sa mère et sa tante Jeanne ».

Il est temps de fredonner un troisième couplet :

Adieu donc, chères beautés
Dont nos cœurs sont enchantés,
Ne pleurez point notre départ,
Nous reviendrons tôt ou tard,

Notre histoire serait trop parfaite si elle se concluait comme vous vous disposez à l'entendre.

De cette tendre enfant nous ne saurons rien d'autre. En cherchant à la retrouver, j'ai appris que le 22 juillet 1823, — 14 ans plus tard ! — Auguste Doussin, 23 ans, frère de notre soldat, épouse Catherine Durand, 25 ans, meunière, fille de Etienne Durand du moulin du Bourg. Déjà, le 5 mars, même année 1823, Julien Doussin, 22 ans, autre frère de Pierre Noël avait convolé avec Anne Durand, 22 ans, fille de Pierre Durand, propriétaire à Sargé et frère du meunier.

Il devait être que les Doussin épouseraient les Durand. Mais qu'est-il advenu des jeunes amours de notre soldat et de sa douce meunière ?

Quatrième lettre

La lettre que nous venons de commenter, du 21 mars 1809, n'a pas encore quitté les bureaux de Nice que Pierre Noël est déjà en route pour l'Italie.

Souvenons-nous.

A la suite des échecs espagnols, l'Autriche pense le moment venu d'attaquer Napoléon en Allemagne en appuyant son effort par des soulèvements populaires. L'Empereur, bien renseigné, n'est pas pris au dépourvu. Lorsque la guerre éclate, le 9 avril, le jour même de l'insurrection du Tyrol, l'armée d'Allemagne renforcée de conscrits et d'étrangers est prête à affronter l'archiduc Charles.

De même, les dépôts du sud de la France se vident pour étoffer l'armée italienne du vice-roi Eugène. C'est ainsi que le « chasseur Pierre Doussin » est affecté « au 22^e régiment d'infanterie légère, 4^e bataillon, 3^e compagnie, à l'Armée d'Italie par Bologne en Italie ».

Un soldat en campagne de surcroît chaussé des bottes de sept lieues n'a pas le temps d'écrire. Trois mois passent avant que de Trieste, le 15 juin 1809, nous arrive ce qui suit.

Ma très chère mère,

Je fais réponse à votre lettre datée du 3 avril. C'est pour m'informer de vos nouvelles et pour m'informer de celles de votre santé et ainsi que de mes frères, sœur. Quant à la mienne (elle) est bonne pour le moment, grâce à Dieu. Je souhaite que la présente vous trouve de même et aussi pour m'informer si ma grand-mère se porte bien ainsi que mes oncle et tante, cousin et cousine, parent et bons amis.

Ma très chère mère, je vous prie de m'envoyer 12 écus ou 40 francs parce que j'en ai grand besoin. Depuis le 20 mars que nous marchons, jusqu'au 12 juin, nous (n') avons pas arrêté quatre jours. Mais nous nous

sommes battus trois fois et à la première nous avons été surpris, de quoi que j'ai été pris prisonnier et je l'ai été trois jours parce que je me suis sauvé dans les montagnes et j'ai été trois jours pour rejoindre le régiment. Je n'avais ni pain, ni argent et nous étions bien 200 prisonniers ; nous nous sommes sauvés douze et y en a été tué deux en montant les montagnes. Mais depuis ce temps-là je n'ai plus eu d'argent parce que les Autrichiens m'ont tout pris, mon sac et mon argent et mon fusil et ma giberne, jusqu'à mon habit ; et nous avons été huit jours sans avoir de pain. Nous vivions de ce que nous pouvions attraper mais nous avons couché deux mois dehors. Mais nous sommes rapprochés bien de cent lieues. Nous étions à deux jours de Vienne. Mais je vous dis que si j'étais cor à partir, quand je devrai vendre jusqu'à ma dernière chemise pour en acheter un, je ne partirais pas.

Ma très chère mère, voilà réponse de la lettre du 7 avril qui m'a fait beaucoup de plaisir d'apprendre que vous jouissiez d'une bonne santé ; mais vous me parlez de la première lettre que vous m'avez envoyée. Je ne l'ai pas encore reçue. J'en ai parlé à tous mes supérieurs et ne me sert de rien. Mais vous me marquez que je m'informe point de mes affaires avant mon départ. Mais ma très chère mère, je sais bien pour mes intérêts, je n'ai pas besoin de m'en occuper. Je sais bien que vous les conserverez bien mais des autres ça été mon malheur. Vous me dites que j'écrive à mon cousin. Je ne sais pas là où il est à présent. Je l'ai vu trois fois dans la campagne. Mais voilà la réponse de la lettre de mon oncle datée du 17 avril qui m'a fait du plaisir de la recevoir et d'apprendre que mon oncle et ma tante et toute ma famille se portent bien. Mais vous me marquez que je ne faut pas que je m'abandonne et déserte pour cette affaire-là. Vous n'avez que d'être tranquille, mais je serais bien aise de savoir si vous avez une bonne récolte de blé et de foin et de savoir qui que vous avez de domestique à présent. Mais voilà pourquoi nous sommes rapprochés de cent lieues : c'est que nous avons amené des prisonniers autrichiens.

Mais voilà mon adresse : en garnison à Trieste, en Autriche, port de mer, Pierre Doussin.

Votre humble serviteur et votre fils pour la vie. Je finis en vous embrassant du plus profond de mon cœur.

Pierre Doussin. Mille, mille respects. »

Notre conscrit a reçu le baptême du feu, honneur pour lui bien superflu : il n'a ni le tempérament et encore moins les ambitions de son compatriote, le lieutenant de Borthon (9).

Celui-ci écrivait à sa sœur tout en poursuivant Prussiens et Russes : « Mon pays et la gloire sont mes idoles ». Pour notre laboureur percheron, la gloire militaire n'est pas celle dont il rêve. Gageons que son pays ne couvre que quelques lieues de bocage autour d'un vieux clocher. Aussi ne demande-t-il que le retour à la maison... Au plus vite, sans croix, ni épaulettes.

Ne nous méprenons pas. On peut n'être pas un brave à trois poils et mériter d'être un bon et brave soldat. Le récit de l'aventure de Pierre Noël

rapportée par lui-même en porte témoignage. Simple, direct, dépouillé de tout artifice de langage, il nous touche par sa sincérité. Nous nous représentons la troupe surprise, le combat, la défaite... Serait-ce déjà terminé, la raison du plus fort étant la meilleure ? Non pas. On s'évade, on rejoint : « Nous étions bien 200 prisonniers ; nous nous sommes sauvés douze »... Et il en est !

Il en est, mais il a eu froid, il a eu faim, il a été misérable... Il a eu peur ! On a peur quand on est courageux.

Et il crie : « Mais je vous dis que si j'étais cor à partir, quand je devrais vendre jusqu'à ma dernière chemise pour en acheter un, je ne partirais pas ».

Oui, pourquoi est-il parti ? Ne cherchons pas, nous ne pourrions que supposer. Il semble que la fortune de la famille aurait pu permettre l'achat d'un remplaçant. On ne l'a pas fait pour des raisons que nous ignorerons toujours. Mais un soupçon de rancœur, de rancune transparaît dans ses lettres, rend parfois ses propos plus âpres. Peut-être songe-t-il qu'une misérable poignée d'écus, — de 1 200 à 4 000 francs, — aurait suffi à lui épargner les épreuves qui l'accablent. Un plus pauvre aurait pris sa place, lui aurait vendu sa vie. Comme tout paraît simple au malheureux dans la tourmente.

Voici davantage. « Mais vous me marquez que je ne faut pas que je m'abandonne et déserte pour cette affaire-là ». Quelle ténébreuse affaire le troublerait au point que les siens craignent un coup de tête ? Faut-il évoquer les conséquences d'une si grave aberration : le bagne pour le coupable, les représailles sur la famille, parfois le village condamné solidairement.

Aussi, quel soulagement à la ferme des Gâneries de recevoir cette décision calme et réfléchie : « Vous n'avez que d'être tranquille ». Qui avait vraiment douté d'un tel garçon ?

Cinquième lettre

Du 15 juin 1809, nous passons au printemps de l'année suivante ;

A Ruminy, 22 mars 1810

Ma très chère mère,

« Je mets la main à la plume, c'est pour m'informer si vous jouissez d'une bonne et parfaite santé ainsi que mes frères et sœur ; quant à la mienne (elle) est bonne pour le moment, grâce à Dieu. Je souhaite que la présente vous trouve de même.

Mais je suis très surpris comment je ne reçois point de vos nouvelles. Je (ne) sais pas si vous n'avez pas reçu la lettre que je vous ai envoyée à la fin du mois d'octobre de ce que j'avais mis la reconnaissance que vous m'avez demandée par plusieurs fois et je l'ai reçue le 2 du mois d'octobre de quoi que je n'ai pas pu en recevoir l'argent. Je m'en suis informé à tous mes

officiers de quoi qui m'ont conseillé à vous la renvoyer. Mais voilà ce qui me rend en peine : je ne sais pas si vous l'avez reçue. Je sais quoi en penser. Je sais pas si vous ne voulez pas me récrire ou si vos lettres ne passent pas. Mais je crois que si vous l'aviez pas reçue, que vous m'auriez récrit plus tôt car si je savais que vous ne voudriez pas me récrire jamais vous n'auriez que ça de mes nouvelles mais comme je pense que vous ne voudriez pas être ingrat que de me récrire.

Mais ma très chère mère, je vous prierai de m'envoyer de l'argent car j'en ai grand besoin pour le moment, mais je vous prierai de me l'envoyer de suite car on nous parle de nous embarquer le 15 de juin pour aller en Sicile. De vous dire si c'est vrai, je n'en sais rien.

Mais je vous prierai de me récrire de suite, mais pour présent nous sommes à Ruminy, en Italie. Il fait aussi chaud à présent où nous sommes comme il fait chez vous dans le mois de juin. Le pain et le vin est à peu près comme dans votre pays. La viande est bien chère. Elle vaut 12 sols la livre. Rien autre chose à vous marquer pour le moment, mais je vous prierais de me faire passer des nouvelles du pays. Mais je vous dirai que je suis toujours avec Forais de Savigny et je prierais de faire de ses nouvelles à son père par mon oncle de Grand Moulin ; Chauvin est à l'hôpital et Blateaux aussi et Davirait. Sur cinq que nous étions, nous ne sommes plus que deux du pays. Rien autre chose vous marque. Je finis en vous embrassant du plus profond de mon cœur.

Mais voilà mon adresse, à Ruminy, en Italie, chasseur dans le 22^e d'infanterie légère, 3^e bataillon, 3^e compagnie à Rumini et en garnison ou à la suite du régiment de l'armée d'Italie. Mais je vous prierai de mettre l'adresse comme la voilà. Je suis pour la vie votre obéissant serviteur à tout ce qui vous plaira et je finis en vous embrassant de tout mon cœur, Pierre. »

Pierre Doussin.

Décidément, le chasseur Doussin est voué à l'Italie. La lettre que nous venons de parcourir est écrite de Ruminy ; n'est-ce pas Rimini comme semble le dire le cachet, malheureusement incomplet, de la poste ?

Le 22^e tient donc garnison sur l'Adriatique, dans cette jolie ville d'Emilie alors dépendante du royaume d'Italie. La paix est revenue. Cependant des foyers mal éteints subsistent ici et là en Europe. En Italie, Murat, roi de Naples, ne règne que sur la partie continentale de ce qui était le royaume des Deux-Siciles. Ferdinand IV, avec la protection des baïonnettes anglaises et des frégates de Sa Gracieuse Majesté, garde la Sicile.

Napoléon, après une entrevue orageuse avec son beau-frère, autorise l'attaque de l'île. C'était fin avril et déjà en mars les deuxièmes classes se savaient désignés pour l'expédition ! Mieux, il pensaient s'embarquer le 15 juin ! Les espions calabrais, à ce compte, avaient le renseignement facile et volaient l'argent de Palerme.

Quoi qu'il en soit, Napolitains et Français, sous commandement français passent l'été face aux côtes siciliennes. Rien ne nous interdit de penser que Pierre Noël fut prêté, avec quelques milliers d'autres, au roi Murat. Les mois passent sans effort sérieux. Septembre enfin verra une tentative de débarquement au sud de Messine. Les désaccords entre commandements la font échouer. Le projet est abandonné : les troupes se rabattent sur l'insurrection permanente en Calabre. Mais ceci est une autre histoire.

Désormais, pour nous, le silence est entier. Nous avons perdu la trace de notre soldat. Nous ne le retrouverons plus.

Ses lettres, pour lui, c'était garder le contact avec tout ce qu'il aimait, sa mère, sa famille, la terre, les amis... une amie. C'est une main tendue qui demande aide. Ce que veut l'exilé c'est un viatique, c'est une réponse, des réponses, beaucoup de réponses, afin de lui donner encore et toujours patience et espoir.

S'il osait, il dirait seulement : « Je vais bien, grâce à Dieu, et je souhaite que la présente vous trouve de même. Je vous embrasse de tout mon cœur et vous prie de m'écrire sitôt la présente reçue ».

Mais il s'oblige et dans ces laborieux travaux épistolaires c'est l'âme simple d'un simple petit gars qui s'exprime et nous émeut. Il y a toujours quelques glanes à faire dans ces humbles souvenirs. Nous venons de le tenter mais surtout nous sommes heureux d'avoir pu reproduire pour l'Histoire ces cinq lettres avant qu'elles ne glissent dans l'oubli. Elles méritaient d'être recueillies. Voici qui est fait.

(1) Saint-Gervais de Vic, Sarthe.

(2) La Morotière, ferme voisine de la Trousserie, toutes deux sur Saint-Martin de Sargé, et du domaine de Montmarin.

(3) Bulletins de la Soc. archéologique du Vendomois, 1955 et 1956.

(4) Doussin ou Doucin, selon les documents consultés.

(5) L'orthographe a été corrigée, une ponctuation mise.

(6) Urbain Huet enseigna à Sargé de 1760 à l'Empire.

(7) Emporté : Doussin a d'abord écrit « volé » puis l'a barré.

(8) Phrase peu claire.

(9) Bulletins cités en (3).

Découverte d'une capse funéraire à MONTTOIRE

par M. Maurice BELLANDE

Les travaux de construction et de modernisation pratiqués dans tous les pays depuis une vingtaine d'années ont été la cause de nombreuses découvertes archéologiques d'importance variable dont certaines sont venues compléter les recherches scientifiquement menées tandis que d'autres en étaient même le point de départ. Ce qui suit en est un modeste exemple.

Depuis deux ans une entreprise de travaux publics procède à Monttoire-sur-le-Loir à l'installation du tout à l'égout. Depuis le début des travaux, son contremaître aussi bien que ses collaborateurs ont toujours eu l'obligeance de me signaler, avant d'envoyer à la décharge, tout ce qui leur paraissait digne d'intérêt au fur et à mesure du creusement des tranchées ; qu'ils en soient ici publiquement remerciés.

Cette prospection amicale n'avait cependant en deux ans apporté que la découverte de tessons et de fragments de dallage, lorsque le mercredi 30 septembre 1970, vers onze heures, le conducteur du bulldozer remarquait dans la benne une sorte de boîte défoncée et informe qu'il supposa avoir été écrasée lors de son extraction ; j'en fis cependant immédiatement l'acquisition.

La boîte avait été extraite à un mètre cinquante de profondeur, à cinquante centimètres sous la stratification qui devait marquer le niveau primitif, à l'emplacement de l'ancienne église des Augustins, Notre-Dame de la Pitié détruite en 1895 et dans l'axe formé par une ligne partant de l'actuel transformateur électrique et aboutissant au reste d'ouverture ogivale qui lui fait face.

Elle était entourée de nombreux ossements, d'un squelette de grande taille, vestiges de l'antique « Petit cimetière », d'un fragment de pot et de carreaux de l'ancien dallage de l'église.

Contrairement à ce qui avait été supposé au premier abord la pelle du bulldozer n'avait pas endommagé la boîte : celle-ci avait été défoncée longtemps auparavant ainsi que le prouvaient les concrétions calcaires visibles même à l'intérieur. Elle ne contenait que de la terre dont l'analyse aurait été sans intérêt et, lavée, se révéla être un récipient en trois parties soudées (?) : la base, le couvercle ; raccordés par une bande en pourtour d'environ 45 mm de hauteur, le métal ayant en moyenne 1,5 mm d'épaisseur, l'ensemble pesant environ 2 780 grammes.

Ma première idée fut qu'il s'agissait d'une capse ronde ayant contenu un cœur. Cependant ma collègue et amie, Mme Didier Gournac, tout en approuvant l'idée d'un vase funéraire de cœur, remarquait avec acuité que deux bosselures supposées pouvaient être les ventricules stylisés d'un cœur et qu'une soudure verticale de la bande de pourtour en serait la pointe.

Dans le courant de la nuit, de tous les documents consultés, seul l'ouvrage de l'abbé Brisset fournissait une piste. On y lisait que Marthe de Souvré, fille d'un seigneur de Courtanvaux qui avait épousé le 11 juillet 1566 Antoine de Lavardin, mort en 1583, avait fait extraire son cœur pour le faire inhumer dans l'église des Augustins de Montoire. Son fils Hector de Lavardin, devait mourir au combat en 1593. Marthe de Souvré fit alors placer son cœur « à côté » de celui de son père.

Il n'est pas dit si ceux-ci furent enterrés ou emmurés. Une plaque fut gravée portant ces mauvais vers :

Ici dorment les cœurs de deux braves courages,
Du sang de Lavardin, du père et de l'enfant,
Sur les murs du Poulin l'un monta triomphant.
L'autre soutint d'Ivry les meurtriers combats.
Tous deux servant leur roi rencontrèrent la mort.
Heureux qui peut ainsi arriver à bon port.

L'abbé Paul Brisset signale qu'en 1804, on trouva au pied d'un mur, au-dessous de la plaque, deux urnes « de terre », qui paraissent avoir disparu.

Contenaient-elles respectivement les cœurs de ces deux hommes ? Il n'y aurait alors aucune corrélation entre la capse de plomb et les cœurs des Lavardin. Il faut noter cependant que celle-ci large et longue d'environ 19 et 22 cm et d'épaisseur maxima de 10 cm après restauration, est d'une dimension inhabituelle pour un reliquaire de cœur. Elle a pu fort bien en contenir deux.

Peu après l'étude, s'imposait la remise en état : la capse profanée soit



Notre-Dame de la Pitié. — Couvent des Augustins de Montoire.
Capse funéraire présumée avoir contenu les cœurs d'Antoine et d'Hector de Lavardin.
(Après restauration).

sous la révolution, soit en 1804, était non seulement écrasée mais éventrée en trois endroits ; quatre clichés en furent pris en cet état. La restauration s'avérait donc extrêmement délicate, elle fut confiée à deux spécialistes du quartier du Marais. Il fut convenu au début que le planage serait fait de l'intérieur afin de garder intacts grain et patine, qu'aucune soudure ne serait faite mais qu'il fallait se résigner à sacrifier les concrétions calcaires. Quelques semaines plus tard le vase funéraire avait retrouvé sa forme primitive de cœur ; j'avais de plus la très agréable surprise de constater que M. Moulin et son collaborateur avaient œuvré avec une telle virtuosité que même les concrétions calcaires semblaient ne pas avoir été touchées par le marteau. Qu'ils trouvent ici l'expression de mon estime et de ma gratitude.

Ce court exposé ne prétend à aucune conclusion. Tous renseignements et suggestions seront les bienvenus. La discussion est ouverte.

OUVRAGES EN VENTE AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

Cloître de l'Abbaye, à Vendôme

- **Bulletins de la Société**, prix selon l'année.
- **Tables méthodiques du Bulletin** (1862-1911 et 1912-1926), ensemble 10 F
- **Cahier du Tiers Etat Vendomois aux Etats Généraux de 1614** Vendôme, 1872 5 F
- **Cartulaire de l'Abbaye Cardinale de la Trinité de Vendôme**, 5 volumes in-8, T. I à III, Cartulaire ; T. IV Bullaire, nécrologe, chroniques ; T. V, Table. Il manque l'index géographique et l'index onomastique 250 F
- **Chartes Vendomoises**, publiées par l'abbé Métais en 1905 (en cahiers non brochés, sans couverture) 40 F
- **Cartulaire de Marmoutier pour le Vendomois**, par M. de Trémault, 1893 (en cahiers non brochés sans couverture) 50 F
- **Catalogue raisonné des Basidiomycètes** qui croissent autour de Mondoubleau, par L. Legué, 1908 15 F
- **Promenades aux bords du Loir**, par J. Alexandre, 1910 3 F
- **Quelques particularités sur la vie de Ronsard**, par Rémy Fouquet, Saumur 1937 5 F
- **Ronsard. Les fêtes du IV^e centenaire à Vendôme**, 1924 10 F
- **Mémoires de Marie du Bois**, sieur de Lestournière et du Poirier, valet de chambre de Louis XIII et Louis XIV, publiés par L. de Grandmaison, 1936 25 F
- **Nouvel aperçu sur les causes de la mort de Gabrielle d'Estrées**, par Gustave Chanteaud, Vendôme, 1904 6 F

(S'adresser sur place au Gardien du Musée ou par correspondance au Bibliothécaire de la Société. Le port est toujours en plus.)